

La Nationalité des Personnes

DANS

l'Empire Britannique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1926, à 14 heures

PAR

Robert KIEFE

Licencié ès-lettres

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE;

Suffragants { M. LÉVY-ULLMANN, *Professeur* ;
M. DONNEDIEU DE VABRES, *Professeur*.

PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1926

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

LA NATIONALITÉ DES PERSONNES

DANS

L'EMPIRE BRITANNIQUE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

La Nationalité des Personnes

DANS

l'Empire Britannique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1926, à 14 heures

PAR

Robert KIEFÉ

Licencié ès-lettres

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président ; M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE;

Suffragants { M. LÉVY-ULLMANN, *Professeur* ;
M. DONNEDIEU DE VABRES, *Professeur*.

PARIS

Librairie Arthur ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1926



INTRODUCTION

I

A. — Les courants humains sont brassés d'une manière de plus en plus forte par les remous économiques ; les conditions de la production évoluent de plus en plus rapidement, des conceptions politiques nouvelles naissent et s'affrontent avec une fréquence et une violence que la guerre a puissamment stimulées.

La conception de la nationalité, dans chaque pays, ne peut manquer de se ressentir fortement de ces agitations ; aussi nous a-t-il paru intéressant de « faire le point » en matière de nationalité dans un grand pays.

B. — D'autre part la guerre nous a révélé quelles douloureuses et injustes situations ne peuvent manquer de faire naître des lois défectueuses relatives à la nationalité : c'est ainsi que des femmes devenues par leur mariage des sujettes d'un Etat ennemi, mais demeurées fidèles dans leur cœur à leur patrie d'origine, ont été traitées en ennemies dans leur propre pays ; c'est pourquoi les règles de droit en matière de nationalité ne sauraient trop retenir l'attention des hommes de loi, car elles risquent de blesser cruellement bien des sensibilités.

C. — Enfin, dans de très nombreux cas, les conflits entre les lois des différents pays créent des situations anormales, compliquées, gênantes : c'est ainsi qu'en vertu de la loi anglaise, une Anglaise qui épouse un Américain perd la nationalité britannique ; mais, qu'en vertu de la loi des Etats-Unis, elle ne devient pas Américaine, et se trouve ainsi sans nationalité.

Les législations doivent donc, de toute nécessité, être modifiées le plus rapidement possible de manière à éviter les conflits de lois ; nous croyons que le meilleur moyen pour promouvoir cette réalisation est de multiplier les monographies faisant connaître dans son ensemble la législation de chaque pays en matière de nationalité ; c'est le conseil qui, d'une manière très générale, a été donné par M. le Professeur LÉVY-ULLMANN (1) : « Essayer de dégager des types d'institutions propres au génie des divers peuples, en répandre la connaissance, et contribuer ainsi à accélérer la marche de nos sociétés vers la formation d'un droit mondial, par un ajustement progressif des différents systèmes de droit actuellement en vigueur dans les principaux pays ». Il nous semble que l'unification du droit ne pourra être réalisée que par des conférences internationales, dont le travail aura été préparé par la mise en circulation de monographies telles que celle que nous nous sommes efforcé d'établir.

Telles sont les raisons qui nous ont incité à consacrer une étude à la matière de la nationalité.

II

Quelles sont d'autre part celles qui nous ont amené à choisir comme sujet la nationalité dans l'Empire britannique ?

(1) LÉVY-ULLMANN, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris, « *Vers le droit mondial du XX^e siècle* », 1923, Paris.

A. — L'Empire est, avec la Russie soviétique, le pays où la conception de la nationalité subit l'évolution la plus rapide, présente les caractères les plus nouveaux : les Dominions semblent vouloir acquérir une indépendance de plus en plus grande, et l'on se demande si l'on pourra employer longtemps encore l'antique expression féodale de « British Subject », si la formule juridique de la nationalité britannique correspond encore à une réalité psychologique. Pour se former à ce sujet une opinion motivée, il faudrait de longs voyages d'enquête dans les Dominions, y prendre contact avec la vie locale, car un tour de bibliothèque ne pourrait nous donner en cette matière que des conclusions froides et incomplètes ; nous n'aborderons donc pas l'étude de ce problème ; mais nous savons qu'il se pose avec une acuité croissante, que des développements nouveaux peuvent se manifester très prochainement. Et c'est pourquoi nous avons cru utile de « faire le point », de dessiner la silhouette juridique actuelle du puissant et universel « British Subject ».

B. — L'étude de l'évolution des conceptions britanniques en matière de nationalité met vivement en lumière certaines particularités dominantes du tempérament anglais : il répugne à proclamer des principes nouveaux, à rompre franchement avec une tradition, même si elle est absolument anachronique. C'est ainsi que le principe féodal du *jus soli*, qui, au début du Moyen Age, répondait parfaitement aux conditions de vie du peuple anglais, qui ne bougeait pas alors de son île, est demeuré enraciné dans la vieille Angleterre qui a pourtant depuis lors essaimé dans le monde entier ; la nécessité d'adopter le principe du *jus sanguinis*, de la filiation, est apparu aux Anglais, de nombreux statuts sont venus en instituer des applications, et pourtant, en 1914, un mouvement de retour au principe du *jus soli* est venu se produire,

sans qu'aucune circonstance puisse l'expliquer, sans que les débats parlementaires en révèlent la cause, simplement par un phénomène bien anglais de récurrence des vieilles traditions ; et il a fallu la pression de la guerre pour imposer au législateur britannique de 1922 la nécessité pour l'Empire de rétablir, en l'étendant, l'application du principe de la filiation.

C. — Enfin nous avons eu l'occasion de nous apercevoir, au cours de nos recherches bibliographiques, qu'il n'existe aucun ouvrage récent en la matière ; nous avons donc l'espoir que notre travail pourra être de quelque utilité aux praticiens qui se trouveront en présence des problèmes très complexes que pose la nationalité britannique, tout particulièrement en ce qui concerne les Dominions.

PREMIÈRE PARTIE

LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

CHAPITRE PREMIER

La Nationalité d'origine d'après la « Common Law »

TITRE PREMIER

La théorie de l'allégeance et ses conséquences.

La règle de la Common Law qui détermine la qualité de sujet britannique de naissance est très simple : tout individu né dans l'étendue de la domination de la Couronne doit allégeance au roi et est, par définition, sujet britannique ; au contraire, tout individu né hors de l'étendue de la domination de la Couronne ne doit pas allégeance naturelle au roi et est considéré comme un étranger. On voit que cette notion d'allégeance dominait toute la conception de la Common Law relative à la nationalité. Il convient donc de l'analyser avec précision et cela d'autant plus qu'elle survit encore dans la terminologie juridique anglaise, qui parle toujours de « sujets britanniques » et jamais de « citoyens britanniques » ; au contraire de ce qui se passe en France et d'ailleurs dans tous les pays qui ne sont plus sous le régime monarchique.

Pour cette analyse de l'allégeance, nous nous inspirerons prin-

ciatement d'une excellente étude publiée par M. John SALMOND : « Citizenship and allegiance » dans la « Law Quarterly Review » (vol. 18, p. 49). Cet auteur analyse d'abord la différence profonde qui existe entre le « civis romanus » et le « subject » britannique.

Ces deux termes, écrit-il, correspondent à une différence dans la conception de l'Etat. Le droit romain considérait l'Empire comme une personne morale, comme une association de tous les citoyens romains ; au contraire, la Common Law qui est d'origine purement féodale, ignore la conception de l'Etat personne morale ; le droit anglais l'ignore même aujourd'hui encore. La Couronne est une « corporation » légale, une personne morale, mais la Nation, l'ensemble des sujets de la Couronne n'a pas de personnalité légale reconnue, il n'y a pas en droit, de *Populus Britannicus* comme il y avait un *populus Romanus* ; les « cives » étaient liés entre eux par le lien personnel de membres d'une même association ; au contraire, les sujets britanniques étaient et sont encore non pas liés les uns aux autres mais liés seulement à un supérieur commun, le roi. La conception romaine est essentiellement républicaine et on la retrouve aujourd'hui dans toutes les constitutions républicaines. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que la conception originelle de l'ère républicaine romaine ne fut pas abandonnée lorsque s'établit le régime impérial ; l'imperator ne fut jamais lié aux « cives romani » par le lien personnel qui unit le roi féodal à ses sujets ; l'empereur était simplement le Magistrat suprême de l'Etat et au-dessus de lui était la *Res publica*.

Pour bien comprendre la signification profonde de l'allégeance, il faut l'étudier avec soin dans la conception féodale.

L'allégeance est l'obligation féodale de fidélité et d'obéissance

qu'un vassal doit à son suzerain, obligation qui trouve sa contrepartie dans la protection, « guardianship », que le suzerain doit à son vassal ; or le roi est le seigneur féodal suprême de tout le peuple comme de toute la terre d'Angleterre et tous ses sujets sont, dans le langage technique de la féodalité, « ad fidem regis ». Le serment d'allégeance au roi est une simple variante du serment de féauté qui lie le suzerain au vassal dans tous les autres cas.

L'origine étymologique du terme allégeance réside dans une corruption relativement récente du mot « ligeance » (ligeantia) lequel est dérivé de l'adjectif « ligius », qui signifie absolu ou encore non qualifié. Allégeance signifiait originairement féauté lige, c'est-à-dire féauté absolue et non qualifiée opposée à cette foi qualifiée ou encore conditionnelle qu'un vassal jurait à son suzerain sous réserve de la fidélité que ledit vassal devait déjà à un autre suzerain ayant sur lui des droits supérieurs et antérieurs. Il n'y a rien en effet dans la théorie féodale qui interdise à un homme d'avoir plusieurs suzerains, mais il ne peut devoir l'hommage lige qu'à un seul ; il peut avoir deux suzerains mais pas deux suzerains liges (Unus et idem duorum dominorum homo ligius esse non potest. — Forsyth's cases and opinions in constitutional law, page 262). Donc si la guerre éclate entre deux seigneurs, celui qui est le vassal de l'un et de l'autre doit se ranger aux côtés de celui auquel il doit l'hommage lige. Lorsque la féodalité se développa, elle engloba tous les hommes du royaume dans une hiérarchie de suzerains et de vassaux, formant ainsi une pyramide dont le roi était le sommet. Mais lorsque le roi se fut affirmé comme seigneur suzerain de tous les hommes dedans le royaume, il devenait évident qu'il n'y avait de féauté lige possible et légitime que celle qui était due au roi : « Je deviens votre

homme à partir de ce jour, disait le serment courant de vassalité, et garderai votre foi pour les terres que je proclame tenir de vous sous réserves de la foi que je dois à notre seigneur le roi. » Et c'est ainsi que le terme allégeance prit peu à peu son sens moderne et arriva à désigner exclusivement la fidélité due par un sujet à son roi, celui-ci étant la seule personne qui puisse légitimement prétendre à une fidélité aussi absolue.

Il est clair qu'aussi longtemps que la signification féodale du terme allégeance persista, un « alien subject » ne pouvait pas être considéré comme devant allégeance au roi d'Angleterre car il la devait déjà à son propre roi et une double allégeance était, comme nous l'avons vu, impossible. Le véritable lien de droit qui l'attachait au roi d'Angleterre, sur le fief duquel il résidait, était bien en rapport de vassal à suzerain mais non de vassal lige ; il était sous sa foi, « His faith », mais non sous son allégeance. Cette distinction ressort clairement des passages où BRACTON traite de cette question ; il examine le cas d'un individu qui doit féauté à la fois au roi d'Angleterre et au roi de France, « qui est ad fidem utriusque regis ». Qu'arrivera-t-il, demande cet auteur, si la guerre éclate entre les deux souverains ? Cet individu, dit Bracton, devra combattre aux côtés du roi auquel il doit allégeance « cum eo cui fecit ligeantiam » ; mais lorsque l'allégeance en vint à désigner spécifiquement la foi due au roi et au roi seul, cette distinction fut oubliée et tous ceux qui étaient « ad fidem regis » furent déclarés lui devoir allégeance, qu'ils fussent étrangers ou sujets, « aliens or subjects » ; c'est pourquoi il devint nécessaire de distinguer deux espèces d'allégeance comme nous l'avons vu précédemment.

Voyons maintenant quels étaient, en vertu de la « Common Law », les caractères de l'allégeance :

1° *La réalité.* — Elle ne peut résulter que d'une obligation réelle et non pas seulement théorique d'obéissance au souverain : en effet, pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la définition de COKE qui déclare que l'allégeance est un « *vinculum fidei* », et qu'entre le souverain et le sujet il y a un « *duplex et reciprocum ligamen; quia sicut subditus regi tenetur ad obedientiam, ita rex subdito tenetur ad protectionem...* » et plus loin « *protectio trahit subjectionem et subjectio protectionem* » (7 Rep. 5 a).

Il résulte de cette règle que seuls ceux qui sont nés dans les limites d'un territoire sur lequel le roi règne *de facto* à l'époque de leur naissance sont sujets britanniques de naissance. En effet, puisque c'est la protection accordée par le roi au sujet qui entraîne l'obligation d'allégeance que le sujet doit au roi, il est clair que cette allégeance ne peut exister que lorsque le roi est effectivement en mesure de protéger celui qui est né sur le territoire auquel il prétend imposer sa loi en vertu du droit féodal, et cela au moment de la naissance de cet individu. Au contraire, dans le cas d'individus nés par exemple en Normandie ou en Saxe après que ces provinces eussent été perdues par le roi d'Angleterre, mais avant que ce dernier eut renoncé à ses prétentions sur elles, COKE déclare que lesdits individus n'étaient pas des sujets britanniques. En effet, ils n'étaient pas sous l'allégeance du roi d'Angleterre puisque ce dernier était dans l'impossibilité de leur donner sa protection.

Cette règle exposée ainsi par COKE a toujours été appliquée par le droit anglais; il suffit de se reporter au Calvin's case, op. rep. 18 a, 20 G; à l'affaire *Craw v. Ramsey* (1669) Vaugh 274. Dyer 224 a, b. Ces cas sont relatifs à des individus qui doivent une allégeance plus étroite à un autre souverain qui est le roi

de facto en mesure de leur accorder une protection qu'un souverain qui ne l'est que *de jure* est incapable de leur donner.

En vertu du même principe qui veut que l'allégeance dépende de la réalité de la protection, des individus nés en un lieu où le roi d'Angleterre n'exerce pas directement sa souveraineté mais où règne un prince qui est sujet du roi d'Angleterre, sont considérés comme étant nés sous l'allégeance du roi d'Angleterre et par conséquent comme des sujets britanniques de naissance. Il en était ainsi autrefois des Gallois dont les princes étaient les vassaux du roi d'Angleterre, jusqu'au moment où leur pays tout entier fut annexé par Edouard I^{er}. D'ailleurs de nos jours encore la condition juridique des sujets des princes feudataires de l'Inde est la même car « quiconque est né sous l'allégeance du roi d'Angleterre bien qu'il soit né dans un autre royaume, est un sujet britannique de naissance » (7 Calvin's case 7 Rep. 10 a).

2° *La personnalité.* — L'allégeance est due au roi en tant que personne physique et non en tant que personne morale publique, c'est-à-dire qu'elle est due à la personne du roi et non à sa Couronne ou au royaume. En conséquence, lorsque la Couronne échoit à un prince qui règne sur un territoire qui ne fait pas partie de l'Empire britannique, les individus nés sur ce territoire étranger après l'accession de ce prince au trône d'Angleterre, sont considérés comme des sujets britanniques de naissance bien que ceux qui sont nés avant l'accession de ce prince au trône d'Angleterre demeurent des étrangers. Cette distinction faite par la loi entre les « antenati » et les « postnati », comme ces catégories d'individus sont communément dénommées, dérive tout naturellement des principes ci-dessus exposés. Cette doctrine a été appliquée dans une affaire « Stepney election petition Isaacson v. Durant, 1886; 17 B. D. 54). Voici le cas : il s'agissait d'indivi-

des nés au Hanovre avant l'avènement de la reine Victoria à une époque où les couronnes d'Angleterre et de Hanovre étaient entre les mains du même souverain ; ces individus, qui résidaient en Angleterre et qui n'étaient pas naturalisés, prétendirent prendre part à une élection au Parlement ; il fut invoqué en leur faveur, en vertu du précédent de l'affaire Calvin que le statut de sujet britannique de naissance dépendait en droit anglais de l'allégeance, que les demandeurs étaient nés sous la même allégeance que les sujets britanniques de naissance et qu'ils avaient par conséquent le statut de sujets britanniques de naissance ou subsidiairement qu'au moment de la séparation des deux Couronnes ils avaient un droit d'option et qu'en demeurant dans le Royaume-Uni ils avaient opté pour l'allégeance britannique. La Cour ne fit pas droit à leurs prétentions, mais les attendus exposés par Lord Coleridge appliquent à la fois la règle de la personnalité de l'allégeance et celle de la réalité de la protection. En effet, ils reconnaissent que l'allégeance au même souverain, cette allégeance étant due à la personne physique du souverain et non à une personne morale publique, donnait aux sujets des deux pays une nationalité commune, et par conséquent, si la reine Victoria était demeurée souveraine du Hanovre, et si les demandeurs étaient nés au Hanovre après son avènement, ils auraient été considérés comme des sujets britanniques et auraient eu le droit de vote, mais les demandeurs étaient nés au Hanovre au cours du précédent règne et alors que les Couronnes étaient séparées, c'est par conséquent au souverain du Hanovre que leur allégeance devenait due et non à la reine d'Angleterre.

Voici donc qui applique avec rigueur le principe de la personnalité de l'allégeance. D'autre part, dit le juge, la demande était contraire aux principes élémentaires de l'allégeance ; en effet,

celle-ci ne peut être due simultanément à deux maîtres ; elle est donc due en l'espèce au roi de Hanovre ou en dernière analyse à l'empereur d'Allemagne. Un individu dans la situation des demandeurs, c'est-à-dire hanovrien de naissance, non naturalisé à l'étranger, pourrait être considéré comme un traître si, au cours d'une guerre contre l'Allemagne il combattait dans l'armée de ses ennemis, et c'est pour cette raison qu'il ne pourrait être légitimement considéré comme étant sous l'allégeance d'un autre souverain.

Voici qui illustre avec précision le principe de la réalité de l'allégeance.

CONSÉQUENCES DE LA PERSONNALITÉ DE L'ALLÉGEANCE.

— De ce principe découlent trois caractères secondaires : 1° *l'allégeance est due au roi* dès l'instant où son prédécesseur décède, donc avant le couronnement ; 2° *l'allégeance étant due à la personne naturelle du roi, le suit partout* ; ainsi Edouard I^{er} était venu en France pour assister à un mariage, un de ses domestiques vola deux plats d'argent, les Français l'arrêtrèrent mais le roi Edouard réclama le coupable, l'affaire alla jusque devant le Parlement de Paris qui décida que le voleur serait remis à la justice du roi d'Angleterre ; 3° *l'allégeance est indivisible* : cela découle tout naturellement de l'indivisibilité de la personne naturelle du roi. Au cours de l'affaire Lindsay (14 S. A. Tr. 987, 1005, 1009), raconte BROOM (*op. cit.*), on prétendit qu'un même individu pouvait devoir une double allégeance au même souverain, l'une en sa qualité de roi d'Ecosse, l'autre en sa qualité de roi d'Angleterre, mais cette prétention ne fut jamais admise et au cours de l'affaire Reis v. Johnson (29 St. Tr. 406) il fut exposé « qu'il y avait une grande différence entre l'allé-

geance au roi et l'obéissance due aux lois d'une partie quelconque de son territoire, lois auxquelles les autres parties du territoire peuvent n'être pas soumises. »

3°. — *La perpétuité.* — « Nemo potest exuere patria, jus originis nemo mutare potest (BROOM, *Legal Maxims*, pages 61 et suivantes). Telles étaient les maximes de la Common Law, et BLACKSTONE (volume I, pages 369 et 370) les commente dans les termes suivants : « L'allégeance naturelle est une dette de gratitude qui ne peut être prescrite, annulée ou modifiée par aucun délai, en aucun lieu, en aucune circonstance ; elle ne peut être effacée que par le concours du Parlement et du roi. Un Anglais qui émigre en France ou en Chine doit la même allégeance au roi d'Angleterre que s'il résidait dans son pays et aussi bien vingt ans après qu'au jour de son départ, car c'est un principe de droit universel que le sujet de naissance d'un prince ne peut ni de sa propre autorité ni en prêtant le serment d'allégeance à un autre prince, se dégager de l'allégeance naturelle qu'il devait au premier ; il ne peut y renoncer qu'avec l'assentiment du prince auquel elle était due primitivement.

En fait, le sujet de naissance d'un prince peut se laisser entraîner à se soumettre intégralement à un autre prince, mais c'est sa propre volonté qui le place dans cette difficile situation, et il est impossible de considérer que par un tel acte de sa volonté il puisse, à sa fantaisie, se libérer des liens qui l'attachent à son souverain naturel. » COCKBURN a longuement étudié dans un de ses ouvrages « Nationality », paru en 1869, le principe de la perpétuité de l'allégeance, son évolution et les conséquences graves que cette règle a entraînées au cours de l'histoire. Au moment où il l'écrivait, comme sous le règne de la Common Law,

le lien d'allégeance ne pouvait être encore rompu que par l'action combinée du souverain et du pouvoir législatif, au moyen d'un statut applicable à un cas particulier ou à une catégorie d'individus, mais le souverain tout seul, bien qu'il pût délier ses sujets de certaines obligations, qu'il pût leur permettre, par exemple, d'entrer au service d'un prince étranger, ne pouvait les délier entièrement de son allégeance de sa propre volonté. COCKBURN fait d'ailleurs remarquer que jamais on n'a vu le pouvoir législatif intervenir pour libérer un sujet de l'allégeance du roi.

Conséquences historiques du principe de la perpétuité de l'allégeance. — L'application de ce principe de la perpétuité de l'allégeance a causé de très graves difficultés pendant plus d'un demi-siècle entre l'Angleterre et les Etats-Unis, ce fut un conflit très sérieux, au cours duquel plusieurs crises aiguës se produisirent.

La première au moment de la guerre franco-anglaise, après la Révolution française : l'Angleterre enrôlait alors des hommes pour sa marine, mais la sévérité de la discipline et le manque absolu de confort auxquels étaient soumis les équipages rendaient beaucoup de marins très désireux d'échapper au service. Aussi un très grand nombre d'entre eux s'engagèrent-ils dans la marine de guerre américaine ou sur des navires de commerce américains et fréquemment ils demandaient et obtenaient la naturalisation américaine afin de pouvoir faire appel à la protection des Etats-Unis. Mais le gouvernement britannique ne tint aucun compte des droits de ces nouveaux citoyens américains : exerçant le droit de visite sur les navires neutres, il envoyait de force sur ses vaisseaux de guerre tous les Anglais trouvés à bord des navires américains, ne tenant aucun compte de leur nouvelle nationalité

américaine. Dès 1796 le gouvernement des Etats-Unis protesta énergiquement, mais le gouvernement britannique ne s'en émut pas et, en 1806, Sir John NICOLL, avocat du roi, déclara : « Certes Sa Majesté ne peut s'emparer de ses sujets sur le territoire des Etats-Unis, ce serait là une atteinte à la souveraineté de cette République, mais la haute mer est extra-territoriale et les navires de commerce qui naviguent n'ont pas le droit d'invoquer une juridiction territoriale qui leur permettrait de soustraire des sujets britanniques à l'exercice des prérogatives de Sa Majesté. »

En 1807, l'Angleterre et les Etats-Unis signèrent un traité de commerce et de navigation, mais aucune solution n'y était apportée à la question de l'enrôlement forcé, car on n'avait pu se mettre d'accord sur ce point. Puis, après le décret de Berlin de 1807, une proclamation britannique rappela d'urgence tous les marins anglais servant dans les marines étrangères, les menaçant de graves sanctions même s'ils avaient obtenu la naturalisation d'une autre Puissance.

« Nous informons par la présente proclamation tous les marins d'origine britannique que la lettre ou certificat de naturalisation qu'ils ont pu obtenir ne les soustrait en aucune manière à notre allégeance et ne les délie pas des obligations qu'ils ont envers Nous, leur souverain de par la loi ». La situation devenait donc de plus en plus tendue entre les deux pays et les Etats-Unis, par des actes en Congrès, interdirent tout rapport de commerce avec l'Angleterre.

Enfin, en 1812, les Etats-Unis déclarèrent la guerre à l'Angleterre, en grande partie à cause de cette question de l'enrôlement forcé ; en réponse, le Prince Régent, dans une déclaration du 9 janvier 1813, écrivait : « Il n'y a pas de droit plus nettement

établi que celui d'un souverain à l'allégeance de ses sujets, surtout en temps de guerre; ce n'est pas pour eux une obligation qui dépend d'une option, une obligation qu'ils peuvent répudier ou accepter à leur fantaisie, c'est un ordre auquel ils doivent obéir, l'allégeance est née avec eux et ne peut cesser qu'avec leur existence même. »

Lorsque la paix fut signée, on ne put encore se mettre d'accord pour régler cette épineuse question; elle fut à nouveau passée sous silence et, en 1818, une nouvelle tentative de règlement fut à nouveau infructueuse. Le débat se rouvrit en 1842; le gouvernement des Etats-Unis déclara : « Seul le territoire, l'étendue de la juridiction britannique constitue le domaine où doit et peut régner la loi anglaise, mais l'Océan est le domaine où règne la loi des nations, en vertu de laquelle tout navire de commerce en haute mer est sous la protection des lois de son pavillon. » « Si cette notion d'allégeance perpétuelle, ajoutait le gouvernement des Etats-Unis, était une règle universelle, elle pourrait encore être admissible, mais c'est une règle essentiellement anglaise qui ne peut s'appliquer que dans les limites de la juridiction britannique. » Ainsi les deux thèses s'opposaient très nettement; les Anglais prétendant que le navire ne peut être assimilé à une portion du territoire de l'Etat auquel il appartient, les Etats-Unis soutenant la thèse contraire.

Il convient de remarquer à ce propos que les Anglais, qui ne s'embarrassent pas toujours beaucoup de logique, ont de tous temps considéré qu'un individu né à bord d'un navire britannique était Anglais; c'est une règle de la Common Law qui a d'ailleurs été reproduite par tous les statuts; cette contradiction ne manque pas de saveur.

Le débat se rouvrit encore en 1848 à l'occasion des troubles

d'Irlande; le gouvernement anglais soupçonna, et il semble que ce fût avec raison, que le mouvement insurrectionnel était fomenté par des Irlandais domiciliés aux Etats-Unis et naturalisés américains; aussi ordonna-t-il d'arrêter tous les Américains et Irlandais ayant émigré en Amérique qui seraient trouvés en Irlande, et de fouiller tous les bagages américains. Les Etats-Unis protestèrent naturellement, leur ambassadeur fit observer à Lord PALMERSTON que du moment que l'Angleterre permettait l'émigration elle reconnaissait par là même le droit à l'expatriation et, que, si l'Angleterre prétendait à l'allégeance des individus qui s'étaient fixés à l'étranger, cela équivalait à essayer d'établir des colonies à l'étranger et d'exercer les prérogatives de la royauté dans une république étrangère. Lord PALMERSTON répliqua que : 1° le droit des sujets britanniques de quitter l'Angleterre était absolu et indiscutable et que l'émigrant avait toujours le droit de revenir en Angleterre avec sa qualité de sujet britannique de naissance; 2° qu'aussi longtemps qu'il demeurerait aux Etats-Unis l'émigrant britannique restait soumis aux lois du pays où il résidait, qu'il était donc inexact de dire que l'Angleterre essayait d'établir des colonies aux Etats-Unis; 3° que les sujets britanniques naturalisés à l'étranger étaient, lorsqu'ils revenaient en Angleterre, soumis aux lois anglaises au même titre que les autres sujets britanniques.

Les choses restèrent en l'état, puis une nouvelle crise éclata en 1866 à l'occasion du mouvement fenian en Irlande. L'Acte d'Habeas Corpus fut suspendu et des Irlandais naturalisés Américains furent arrêtés pour complot; l'Angleterre invoqua encore le principe de l'allégeance perpétuelle; mais elle se montra moins intransigeante et relâcha les individus arrêtés. La discussion tomba alors d'elle-même.

Le principe de l'allégeance perpétuelle fut proclamé une fois de plus et cette fois par l'autorité judiciaire, en 1867. On jugeait à Dublin un nommé WARREN, Irlandais de naissance, mais naturalisé américain; le « chief baron » PIGGOTT et le juge KEOGH refusèrent d'accorder un « jury medietae linguae », c'est-à-dire un jury mixte formé par moitié de sujets britanniques et par moitié d'étrangers. Il est de règle de composer ainsi le jury pour juger les étrangers, mais dans le cas de WARREN la Cour estima que celui-ci n'était pas un étranger, car « celui qui a été sous l'allégeance du souverain britannique y demeure toujours ». Même décision dans une affaire CASTELLO; le Congrès des Etats-Unis protesta; COCKBURN, lui, estime que l'attitude du gouvernement britannique s'expliquait très simplement par la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles de police dans un pays très troublé, et que les Américains qui furent arrêtés le furent non pour s'être fait naturalisés américains, mais parce qu'ils étaient des conspirateurs; la réponse de COCKBURN nous paraît tout à fait à côté de la réclamation des Etats-Unis.

Nous verrons plus loin que l'Acte de naturalisation de 1870 porta remède aux inconvénients de l'allégeance perpétuelle en prévoyant trois moyens pour le sujet britannique de se dégager de l'allégeance au roi d'Angleterre. La théorie juridique qui s'exprime par la maxime « Nemo potest exuere patriam » ne fut pas abandonnée, mais le souverain et le pouvoir législatif renoncèrent volontairement à leur droit de maintenir un sujet dans l'allégeance britannique dans certains cas prévus, moyennant l'accomplissement de certaines conditions et de certaines formalités.

TITRE II

Les exceptions apportées par la Common Law à la règle générale.

Nous avons vu que la Common Law attribuait la nationalité britannique à tout individu né dans l'étendue de la domination britannique ; tout individu né en dehors était étranger.

A cette règle très simple il y avait quelques rares exceptions qui sont signalées par PIGGOTT dans son ouvrage très complet sur la nationalité :

1° *Les enfants du roi* nés à l'étranger sont cependant sujets britanniques. Bien que le statut 25 Edouard III pose cette règle, son origine réside pourtant dans la Common Law car ledit statut ne fait que « déclarer » celle-ci ; les prélats et nobles du royaume avaient dit huit ans auparavant : « Il n'y a aucun doute que les enfants de notre seigneur le roi, en quelque lieu qu'ils soient nés, en deçà ou au delà de la mer, doivent être appelés à l'héritage de leurs ancêtres », et les prélats, comtes, barons et autres hommes sages du Conseil le confirmèrent en 1652 et déclarèrent unanimement que c'était là la loi d'Angleterre et l'avait toujours été ; et ils l'approuvèrent et la confirmèrent à jamais.

Il ne peut plus y avoir aucune espèce de doute que la règle formulée dans le statut 25 Edouard III s'applique par réciprocité

aux enfants des souverains étrangers nés sur le territoire britannique. Lord COKE a exposé dans l'affaire Calvin la théorie qui est à la base de cette première exception : « La dignité des rois est universelle, car si un roi d'un pays étranger vient en Angleterre avec la permission du roi d'Angleterre, il y sera traité comme un roi... Bien que le roi soit dans un royaume étranger, la loi le considère cependant comme un roi. »

2° *Les enfants des ambassadeurs du roi.* — Les enfants des ambassadeurs britanniques, bien que nés à l'étranger, sont en vertu de la Common Law, sujets britanniques et réciproquement les enfants d'un ambassadeur étranger accrédité en Grande-Bretagne sont considérés comme des sujets du souverain de leur père.

Il n'y a aucune décision de justice en la matière, la règle a toujours été reconnue et Lord COKE y fait allusion au cours de l'affaire CALVIN. « La seule difficulté, dit PIGGOTT, est commune à toutes les règles qui sont présumées, mais n'ont jamais été expressément énoncées : sa portée n'a jamais été déterminée dans la pratique », « mais il semble évident, ajoute PIGGOTT, que c'est là la conséquence naturelle de l'exterritorialité personnelle de l'ambassadeur » ; et il s'élève contre la raison donnée par WESTLAKE, à savoir : « que l'hôtel d'un ambassadeur est considéré comme une partie du territoire de son souverain ».

PIGGOTT fait remarquer justement que cette raison est insuffisante car « même si les enfants de l'ambassadeur ne sont pas nés dans l'enceinte de l'Ambassade, ils n'en restent pas moins les sujets du souverain représenté par leur père ».

PIGGOTT conclut que la véritable raison est la suivante : « L'ambassadeur est le représentant réel du souverain, par conséquent il est investi personnellement d'un privilège qui est essentiellement un privilège royal. » PIGGOTT ajoute que l'exception

ne s'applique pas au personnel de l'ambassade bien qu'il jouisse de quelques uns des autres privilèges des ambassadeurs tels que celui de l'immunité d'arrestation ; il ne s'applique pas non plus aux consuls auxquels pourtant ce privilège est parfois étendu par convention ou par courtoisie.

En un mot, il ne s'applique pas aux fonctionnaires qui ne sont pas les représentants personnels de leur souverain.

PIGGOTT estime que l'exception devrait s'appliquer aux ministres ou chargés d'affaires qui sont, en somme, les représentants de leur souverain, mais qu'il faudrait en refuser le bénéfice à un ambassadeur voyageant dans un pays où il n'est pas accrédité ; en aucun cas, ajoute-t-il, la règle ne s'applique au vice-roi des Indes ni aux gouverneurs.

3° *Les enfants des soldats du roi.* — Les enfants nés à l'étranger dont les pères sont au service militaire de la Couronne dans le pays où lesdits enfants sont nés, sont considérés comme des sujets britanniques. Toutefois on ne sait pas au juste si cette règle a son origine dans la Common Law ou dans le statut 25 Edouard III. Mais toute l'argumentation dans l'affaire CALVIN tend à prouver que cette règle vient de la Common Law ; il y est dit en effet : « Des sujets qui partent en guerre à l'étranger avec leur roi demeurent sous l'allégeance du roi puisque sa protection les suit. »

Nous avons vu en effet qu'allégeance et protection sont inséparables.

Une question qui a été longuement controversée est celle de savoir si les enfants nés à l'étranger de soldats du roi étaient sujets britanniques de naissance même si le roi n'était pas avec son armée au moment de leur naissance ? Cette question a été

examinée dans l'affaire de *GEER v. STONE* par le juge *KAY*. *PIGGOTT* a longuement reproduit et commenté le débat, nous ne l'examinerons pas ici car la question n'a pas un très grand intérêt, d'autant plus qu'aujourd'hui elle ne pourrait plus se poser ; en effet, l'article 1^{er}, paragraphe b de la loi de 1914 déclare :

« Tout individu né hors de la domination britannique dont le père était sujet britannique au moment de la naissance dudit individu, est sujet britannique... »

Un cas spécial : *Des individus nés à bord d'un navire britannique*.

Tout individu né à bord d'un navire britannique en haute mer est, en vertu de la Common Law, un sujet britannique de naissance. Ce principe a été expressément reconnu au cours de l'affaire *MARSHALL v. MURGATROID* ; la Cour jugea qu'un navire britannique était bien une partie du territoire britannique en vertu de la Common Law et du droit international.

La fiction en vertu de laquelle le navire britannique en pleine mer est considéré comme une partie du territoire britannique a été proclamée à maintes reprises par la jurisprudence, notamment dans quelques affaires criminelles telles que « *REX v. ANDERSON* et *REX v. CARR*, au cours desquelles on rechercha quelle était la juridiction compétente pour juger des individus pour des faits commis à bord de navires britanniques en haute mer. Les juges anglais estimèrent qu'ils étaient compétents pour connaître des crimes et délits non prévus par une législation expresse et commis dans ces conditions ; leur décision était basée sur la théorie de « l'Île Flottante ». Mais *PIGGOTT* propose une autre explication pour justifier la règle de la Common Law qui fait des sujets britanniques de tous individus nés à bord de navire britannique en haute mer ; il fait en effet remarquer que même

si la théorie de l'Ile Flottante, qui ne lui plaît guère, ne devait pas être admise, un navire britannique tomberait pourtant sous le coup de la juridiction du roi en sa qualité de chef de l'Amirauté, qualité dont le pavillon est le symbole. Or la protection suit le pavillon en mer exactement comme elle le suit sur la terre étrangère, et comme nous avons vu que protection et allégeance ne sont que les deux faces d'une même médaille, l'individu né sous la protection du pavillon britannique en haute mer se trouve, par là même, en vertu de la Common Law, né sous l'allégeance du roi d'Angleterre. Mais quelle était la nationalité des individus nés à bord de navires britanniques dans les eaux territoriales d'un pays étranger ? En ce qui concerne les navires de guerre ou autres navires appartenant à un service public, pas de doute, la doctrine de l'exterritorialité s'appliquait, des décisions de justice en font foi (Parlement Belge (1880) 5 P. D. 197. — Young U. S. S. Scotia (1903) A. C. 501) ; mais en ce qui concerne les navires de commerce, un doute subsiste quant à la règle adoptée par la « Common Law », car il n'y a aucune décision judiciaire en la matière. Cette absence de jurisprudence, écrit HENRIQUEZ (*op. cit.*, p. 65), au moins en ce qui concerne les individus nés à bord d'un navire britannique d'un père de nationalité britannique, peut s'expliquer par l'application des dispositions des Actes sur la Nationalité de 1730 et 1772, que nous examinerons dans le chapitre suivant. Mais si l'on étudie les décisions de droit pénal, il semble que les individus nés à bord d'un navire de commerce britannique — même si ce navire était au moment de leur naissance dans les eaux territoriales d'un pays étranger — fussent des sujets britanniques de naissance, à moins que le navire ne fût dans une rivière où la marée ne se faisait pas sentir ou en deçà des ponts dans une rivière où la marée se faisait sentir ; et il était

sans importance que le navire fût au milieu d'un bassin de port ou qu'il fût à quai, car un navire de commerce britannique a toujours été considéré, nous l'avons vu, comme tombant sous le coup de la juridiction de l'Amirauté anglaise, par conséquent les individus nés à bord étaient considérés comme nés sous l'allégeance du Roi. Mais si un navire britannique se trouvait sur un cours d'eau étranger en deçà de l'endroit où se fait sentir le flux et le reflux de la mer, ou sur un cours d'eau où il se fait sentir, mais en deçà des ponts, alors les individus nés à bord n'étaient pas considérés par la « Common Law » comme des sujets britanniques. D'autre part, tout individu né à bord d'un navire de commerce étranger est étranger, même si le navire était au moment de sa naissance dans les eaux territoriales britanniques, sauf s'il était dans des eaux comprises dans le corps d'un comté, auquel cas les individus nés à bord sont considérés comme étant nés sur le territoire britannique, et par conséquent comme des sujets britanniques de naissance (V. *The Queen v. Keyn* (1876) 1 L. R. 2 Ex. D. 63; et aussi *Preamble to the Territorial waters jurisdiction Art.* 1878 (41 et 42 Vict. c. 73). Mais la question était malgré tout demeurée douteuse, et le rapport de la Commission interministérielle, réunie en 1901 pour préparer une refonte de la législation relative à la nationalité, conclut ainsi sur ce point, dans son paragraphe 12 : « Nous estimons qu'il est important que la loi relative à cette question soit « déclarée », et que la règle la plus simple serait que tout individu né à bord d'un navire britannique dans des eaux étrangères fût sujet britannique, mais que tout individu né à bord d'un navire étranger ne fût pas considéré comme un sujet britannique simplement parce que le navire se trouvait au moment de la naissance dudit individu dans les eaux britanniques. »

Enfin la loi de 1914, que nous étudierons au chapitre suivant, a définitivement réglé la difficulté en disposant, conformément aux recommandations du rapport de 1901, à l'article 1^{er}, que :
« Tout individu né à bord d'un navire britannique, que ce soit ou non dans des eaux territoriales étrangères, sera considéré comme un sujet britannique de naissance (§ 1^{er}, lettre C), — que tout individu né à bord d'un navire étranger ne sera pas considéré comme un sujet britannique pour la seule raison que le navire se sera trouvé dans les eaux territoriales britanniques au moment de sa naissance (§ 2). »

Bien que ces dispositions eussent plus logiquement trouvé leur place dans le chapitre suivant, consacré aux actes du Parlement relatif à la nationalité, nous avons cru devoir faire ici une étude d'ensemble de la question de la nationalité des individus nés à bord des navires.

CHAPITRE II

La Nationalité d'origine d'après les Actes du Parlement

TITRE PREMIER

Réformes statutaires créant de nouvelles catégories de sujets britanniques de naissance jusqu'à la réforme de 1914.

De très bonne heure, dès 1350, une tendance se manifeste à élargir la catégorie des sujets britanniques de naissance, en y faisant entrer des individus qui n'y auraient pas été admis par l'application stricte de l'ancienne loi féodale. Cette tendance est soulignée dans l'excellent ouvrage d'HENRIQUEZ, *Law of aliens and Naturalization*, et par M. DE LAPRADELLE, *Nationalité d'origine*, p. 15. Quels furent les motifs de cette évolution ? Nous ne pouvons mieux faire que de citer textuellement à ce sujet le vivant passage de l'ouvrage précité de M. DE LAPRADELLE : « En 1350, les circonstances étaient exceptionnelles. Les ravages de la peste avaient contraint un grand nombre de familles à quitter momentanément le pays. Beaucoup de femmes avaient

ainsi mis au monde, de l'autre côté du détroit, des enfants, parmi lesquels des héritiers des grandes fortunes et des grands noms du royaume. Le fils du roi lui-même en était. Strictement appliquée, la règle en vigueur conduisait à décider que le trône n'avait pas d'héritier ; de même les familles, dont la postérité avait vu le jour à l'étranger, n'avaient, à moins de descendants nés en Angleterre, personne pour recueillir leur héritage et soutenir l'éclat du nom. Un tel résultat était inadmissible. La règle territoriale ne pouvait se retourner contre ceux autour desquels gravitait le monde féodal. Tant qu'il s'harmonisait avec l'esprit général de la féodalité, le *jus soli* devait prendre en elle un point d'appui solide. Du jour où il entra en lutte avec elle, en menaçant la perpétuité de la famille et de la dynastie, il devait forcément s'abolir, dans la mesure où les circonstances l'exigeaient. Telle était cependant la puissance du sol qu'il y eut de longues hésitations avant d'apporter à la règle l'exception que les événements commandaient.

« Les *Rotuli Parliamentarii* (II, p. 13), attestent qu'une grande discussion s'éleva dans les Chambres.

« L'archevêque de Cantorbéry porta la question devant les Lords. Ils répondirent à l'unanimité que pour le prince héritier il n'y avait pas de doute, mais qu'à l'égard des autres personnes il surgissait de graves obstacles : « Grante doute et difficulté ont esté entre les Grantz de cest Roialme et les Communes, aussi bien gents de lei come autres. Et ceste busoigne demand grant avisement et bone délibération. » On réussit d'abord à se mettre d'accord sur ce point, que le fils du roi, né à l'étranger, pouvait hériter (1343). »

Et en 1350, fut passé le statut « *De natis ultra mare* » (p. 25, Edouard III, c. I). Ce statut déclare que « la loi de la Couronne

d'Angleterre est et a toujours été que les enfants du roi d'Angleterre, en quelque lieu du monde qu'ils soient nés, que ce soit en Angleterre ou ailleurs, sont capables d'hériter après le décès de leurs ascendants ».

Il déclare ensuite nommément plusieurs personnes capables d'hériter puis stipule que « tous les enfants qui désormais naîtront hors l'allégeance du roi dont *les père et mère* seront, au moment de la naissance desdits enfants, en la foi et allégeance du roi d'Angleterre, jouiront des mêmes privilèges et avantages que les autres héritiers, à savoir le droit d'hériter sous ladite allégeance ; à condition toutefois que la mère desdits enfants ait passé les mers de par la volonté de son mari. » M. DE LAPRADELLE (*op. cit.*), fait remarquer que cette dernière clause prive les enfants illégitimes du bénéfice du statut. « Cependant, écrit-il, la légitimité n'influe pas sur la race : né dans le mariage ou en dehors, de parents naturels ou de parents légitimes, l'enfant n'en est pas moins anglais par le sang. Ce n'est donc pas d'une idée de race que le *jus sanguinis* procède ici, mais du souci d'assurer aux grandes familles du royaume, dont les enfants étaient nés à l'étranger, des héritiers de leur fortune, des continuateurs de leur nom, motif qui ne convient en effet qu'aux enfants légitime et non aux bâtards, d'ailleurs le caractère successoral du statut de 1350 se retrouve aussi, très vigoureusement accusé, dans un Acte confirmatif de 1363. En même temps, dans son application aux enfants des étrangers le *jus soli* gardait tout son pouvoir, car accepter la loi du sang, à leur égard, c'eût été les priver du droit de succéder. »

COCKBURN (*op. cit.*, p. 9) a justement fait remarquer que les termes du statut sont incompatibles avec l'opinion qui estime que ce statut est simplement déclaratoire de la Common Law ; d'ail-

leurs s'il en était ainsi, la législation subséquente en la matière n'aurait pas été nécessaire.

Qu'advint-il du statut d'Edouard ? Il tomba peu à peu en désuétude : « Rendu dans des circonstances exceptionnelles, écrit M. DE LAPRADELLE (*op. cit.*, p. 23), il avait paru devoir se limiter à ces circonstances mêmes. Pour en appliquer les règles, la pratique, assez hésitante, cherche à s'appuyer sur une situation voisine de la naissance dans le royaume : la conception, de parents anglais, dans les limites du territoire. C'est ainsi qu'après la prise de Calais par la France, Joseph Celt, conçu dans cette ville, né dans les Flandres, de parents anglais, est déclaré naturel. Mais ce n'est pas sur le seul fondement de sa filiation, c'est aussi sur celui de sa conception dans le royaume. Cette interprétation accuse une tendance à regarder la filiation comme impuissante à constituer, par elle seule, l'origine. On voit dans l'Acte d'Edouard III une loi d'espèce. C'est en vain qu'à la requête des Communes, en 1363, puis sous Henri VI, des actes confirmatifs interviennent. Ces textes sont insensiblement abolis par l'usage. Au ^{xvii}^e siècle, dans la célèbre affaire Calvin, l'avocat, lord Bacon, reprend énergiquement la thèse du sang. Mais cette doctrine n'a pas de succès. Un acte de 1701 dispose formellement que les enfants nés hors du territoire, de parents anglais, sont étrangers. Il leur concède seulement, s'il se font naturaliser, le droit de siéger au Parlement ou d'occuper une charge publique, tandis que, jaloux des faveurs que Guillaume III prodigue aux courtisans d'origine étrangère, cet Acte (Act of Settlement) décrète l'incapacité politique des autres étrangers quoique denizens ou même naturalisés... » La reine Anne estima opportun de relever le vieux statut d'Edouard, et cela pour des raisons toutes différentes de celles qui avaient inspiré ledit statut.

« Elle voulut introduire le *jus sanguinis* pour fortifier la puissance du royaume, en multipliant le nombre des sujets. C'est l'unique raison qu'invoque le statut (7. C. V. A. D. 1708) : « Whereas the increase of people is a means of advancing the wealth and strength of a nation... » Tel est le préambule de l'Acte. Pour mettre en œuvre ce principe, l'Acte de 1708, dit Acte sur la naturalisation des Protestants étrangers, stipule que les enfants de tous les sujets britanniques de naissance nés hors l'allégeance de Sa Majesté seront considérés sous tous les rapports comme des sujets de naissance de son royaume. »

Cette disposition, en raison de l'imprécision de sa rédaction, souleva de nombreux doutes ; il suffit pour s'en convaincre de lire le rapport de la Commission de 1843 réunie en vue d'enquêter sur les lois relatives aux étrangers : « L'Acte de 1708, dit le rapport (page 18), naturalise tous les enfants de sujets britanniques nés hors du royaume, sans aucune des conditions qui limitaient le champ d'application de l'antique statut. »

Dans une affaire BACON v. BACON les deux parents étaient sujets britanniques de naissance ; dans une affaire REX v. EATON, le père seul l'était. Les juges partirent du principe que bien que la mère fût une étrangère, elle était cependant « sub potestate viri » et quasi sous l'allégeance du roi (Voir également les observations de Sir M. HALE C. B. dans l'affaire COLLINGWOOD contre PACE, 1656, 1. Vent. 413, page 422). Il fut jugé dans les affaires BACON et EATON que des enfants nés à l'étranger d'un père anglais étaient des sujets britanniques ; cependant il semble que sous le règne de Georges II le point suivant ait été considéré comme douteux. En vertu des deux statuts ci-dessus mentionnés, les droits des sujets britanniques de naissance devaient-ils être attribués aux enfants nés à l'étranger dont un

des parents seulement était un sujet anglais ? C'est en raison de cette incertitude que la question fut portée de nouveau devant le Parlement. Il en résulta l'Acte de 1730 sur la nationalité britannique (4 Georges II, c. 21). Cette loi fut promulguée dans le but exprès d'interpréter le texte douteux. L'Acte de 1730 dispose : « Que tous les enfants nés hors l'allégeance de la Couronne d'Angleterre ou de Grande-Bretagne ou qui naîtront désormais hors ladite allégeance et dont les pères étaient ou seront des sujets de naissance de la Couronne d'Angleterre ou de Grande-Bretagne à l'époque de la naissance desdits enfants, seront, en vertu des dispositions précitées... et en vertu du présent Acte, considérés et traités sous tous les rapports, comme des sujets de naissance de la Couronne de Grande-Bretagne. »

Il convient d'ajouter qu'il est expressément déclaré que l'Acte ne confère aucun avantage aux enfants des pères condamnés pour haute trahison ou passibles des peines de haute trahison ou de félonie dans le cas où ils retourneraient dans le royaume sans autorisation royale, ou qui, à l'époque de la naissance desdits enfants sont effectivement au service d'un prince ou d'un Etat étranger alors en état de guerre avec la Couronne d'Angleterre. (Voir l'affaire du Comte WALL, 1834, 3 KNAPP P. C. 13), où il fut jugé que le fils d'un père de nationalité britannique, bien que ledit père fût entré au service de la France et eût prêté le serment de Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis, devait être considéré comme un sujet britannique; cependant il était né lui-même en France d'une mère Française; il fut pourtant jugé ainsi parce que l'Angleterre et la France n'étaient pas en guerre en 1768 au moment de la naissance de l'intéressé.

En 1772 on étendit le privilège de la nationalité britannique d'origine aux individus nés à l'étranger dont le grand-père pater-

nel était né dans le royaume. Cette modification fut apportée par l'Acte relatif à la nationalité britannique de 1772 (13 Georges III c. 21) qui dispose « que tous les individus nés ou qui naîtront hors l'allégeance de la Couronne d'Angleterre ou de Grande-Bretagne, dont les pères jouissaient ou jouiraient en vertu de l'Acte de 1730, de tous les droits ou privilèges des sujets britanniques de naissance... seront considérés et traités sous tous les rapports comme des sujets de naissance de la Couronne de Grande-Bretagne, comme si leur père et eux-mêmes étaient nés dans le royaume. » (Voir l'affaire WILLOUGHBY, 1885, 30 Ch. D. 324).

L'exception contenue dans l'Acte antérieur, qui excluait les enfants d'individus condamnés pour haute trahison..., était maintenue et il était de plus disposé dans la section 3 que la loi relative aux étrangers ne devait en aucune façon être modifiée en faveur d'un individu naturalisé par l'Acte, à moins qu'il vînt dans le royaume et prêtât le serment de suprématie, allégeance et abjuration et reçût le Sacrement de la Communion conformément aux usages de l'Eglise anglicane ou de toute congrégation protestante ou réformée en Grande-Bretagne.

Cet article devint pratiquement sans application en raison des dispositions des Actes d'émancipation des catholiques romains et autres dissidents, mais il ne fut abrogé qu'en 1871. A cette date il fut bien précisé que ledit article 3 avait manifesté l'intention expresse du pouvoir législatif de limiter le bénéfice du nouvel Acte à ceux qui professaient la religion protestante. Il convient de remarquer que le bénéfice de ces actes ne s'appliquait pas aux personnes nées à l'étranger dont les pères seuls étaient des sujets britanniques de naissance (voir l'affaire Doc. d. DUROURE c. JONES 1791, 4. T. R. 300) pas plus qu'aux descendants d'un

degré plus éloigné que les petits enfants des personnes nées dans l'étendue de la domination britannique (DE GEER contre STONE, 22. Ch. D. 243). L'acte de naturalisation de 1844 conférait aux enfants de mères britanniques nés à l'étranger la capacité d'acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles par achat et succession testamentaire ou *ab intestat*, mais il ne leur conférait pas les avantages du statut de sujet britannique.

L'épisode suivant de la lutte entre le *jus soli* et le *jus sanguinis* se termine par l'Acte de 1870 :

« Vers le milieu du XIX^e siècle, écrit M. DE LAPRADELLE (*op. cit.*, p. 52 et suiv.), on put croire un moment que le *jus sanguinis*, accepté par faveur pour les fils de nationaux, en vertu des statuts d'Anne et de George, allait définitivement s'emparer de la victoire. Une circonstance particulière jetait, à cette époque, le discrédit sur son rival. Nous avons vu les inconvénients qui résultaient de la perpétuité du lieu de sujétion, issue de l'antique règle de l'allégeance. COCKBURN les a mis en relief par une hypothèse saisissante, qui condamne en même temps l'application intégrale du *jus soli* : « Supposons, écrit-il, (*Nationality*, p. 68), le cas d'un enfant né de parents français en Angleterre, dans une résidence temporaire. Les parents revenant en France, l'enfant les accompagne, est élevé comme Français, il devient soldat, une guerre éclate entre la France et l'Angleterre ; s'il est fait prisonnier il est condamné à être exécuté comme traître. »

La pratique signalait les cas où des individus, nés, en passant, en Angleterre, où ils n'ont jamais résidé, jouissent des bénéfices de la qualité d'anglais, sans en subir les charges. Enfin l'exemple du continent ne fut pas non plus sans agir, et en 1868 la question fut mise à l'étude ; une Commission fut nommée pour l'étudier (31 mai).

« En même temps le Lord Chief Justice COCKBURN entre l'impression du *Report of the naturalization Commission* et le vote du projet, développait le système du *jus sanguinis* dans son livre « Nationality ». Au sein de la Commission, la même thèse fut énergiquement défendue. On put croire, un instant, que l'on n'appliquerait pas la loi du sol aux enfants nés dans l'étendue de la domination britannique d'un père qui lui-même n'y serait pas né. Mais le respect de la tradition fut le plus fort, et la Commission arriva à un compromis entre les deux principes contraires : la nationalité britannique fut conférée aux enfants dont s'agit, mais avec faculté d'option à la majorité.

« Cependant, écrit M. DE LAPRADELLE, la Commission ne put s'empêcher de critiquer le principe qu'elle maintint ; « la naissance est le plus souvent un accident. » « La règle qui imprime aux personnes nées dans le royaume la qualité de sujet est l'objet de critiques, soit au point de vue théorique, soit au point de vue pratique, de la force desquelles nous sommes convaincus », dit le rapport (p. VIII). « Alors, écrit M. DE LAPRADELLE, si cette formule n'est pas bonne, pourquoi l'avoir admise ? Elle a, dit-on, l'avantage de prévenir toute difficulté au cas où la nationalité du père serait incertaine ; elle facilite aussi la preuve de la nationalité. Ces raisons étaient d'ordre accessoire. Elles commandaient seulement qu'on s'en référât au sol, soit pour les enfants nés de parents inconnus, soit pour la deuxième génération d'enfants nés en Angleterre. Ce n'était donc pas le motif déterminant. »

La discussion au Parlement en fit apparaître un autre. Le débat fut court, mais vif. M. Harcourt soutint à la Chambre des Lords le principe du sang ; il insista sur ce point qu'aucune des obligations du sujet anglais ne peut être exigée d'une personne qui, née en Angleterre, a toujours résidé à l'étranger où son

père est domicilié : « Il ne faut pas, déclara-t-il, qu'on puisse jouir de notre protection sans supporter les charges de notre nationalité. La triste expérience que nous avons faite dans les deux cas célèbres de don Pacifico et du baron de Bode atteste combien nous avons tort d'étendre à cette classe de personnes notre nationalité » (HANSARD, *Parliamentary Debates*, C. C., p. 2020). A ces critiques on répondit que le projet était destiné à réaliser un but aussi pratique qu'urgent. Il s'agissait de prévenir le retour de certaines difficultés qui s'étaient élevées entre l'Angleterre et les Etats-Unis. « Si la proposition Harcourt était adoptée, dit ROUNDELL PALMER, elle pourrait apporter du trouble dans nos rapports avec les Etats-Unis. Ils admettent la loi du sol, et, désireux d'encourager l'émigration, ils ne voudraient pas un seul instant changer cette manière de voir. Alors les conflits dont on souffre depuis longtemps disparaîtraient ; par l'adoption du *jus sanguinis*, la loi anglaise entrerait en opposition avec celles des Etats-Unis. » (*Ibidem*, p. 2021-2022).

De son côté, le président de la Commission préparatoire, Lord Clarendon, insista sur cette même idée qu'en adoptant le principe du sang, on s'écarterait de la législation américaine avec laquelle cependant il importait de rester en harmonie : « Dira-t-on que le fils d'un étranger est un étranger et le fils d'un Anglais un Anglais ! Comme en 1860, il y avait 2.500.000 sujets anglais nés en Amérique, il n'est pas difficile d'évaluer le nombre de difficultés que souleverait l'adoption d'un tel principe. » A la suite de ces observations, fut voté l'article 4 de la loi du 17 mai 1870, qui ratifiait le projet présenté sur ce point par la Commission. Voici le texte de cet article :

Comment un sujet britannique de naissance peut cesser de l'être. — Tout individu qui par suite de sa naissance dans l'éten-

due de la domination britannique est un sujet britannique de naissance, mais qui est aussi au moment de sa naissance devenu en vertu de la loi d'un Etat étranger un sujet dudit Etat et est toujours le sujet dudit Etat, peut à sa majorité et s'il n'est frappé d'aucune incapacité, faire une déclaration d'extranéité de la manière ci-dessus indiquée et à partir de la date de sa déclaration il cessera d'être un sujet britannique.

« Est-ce réellement pour éviter des difficultés avec les Etats-Unis, se demande M. DE LAPRADELLE (*op. cit.*, p. 55), que s'est maintenu le *jus soli* ? Non, car il eut suffi, par un traité spécial, de le conserver vis-à-vis des Etats-Unis seuls ; si le système préconisé par COCKBURN n'a pas été plus nettement consacré, c'est que l'Angleterre, pleine de respect pour ses traditions, n'osait pas rompre nettement avec le passé.

Voilà la vraie raison du *jus soli* C'est à cause d'elle que la Commission l'adoptait, sauf option, à côté du sang ; c'est pour elle aussi que le Parlement donna sa sanction au projet présenté.

Telle est la persistance de la Common Law que, dans les détails de son organisation, le *jus sanguinis* subit tant de la part de la loi que de la part de la doctrine, des restrictions profondes.

Il ne s'applique pas aux enfants naturels. Cependant la question, avant 1870, était des plus indécises. Elle s'élève en 1851. Le consul anglais au Venezuela demande si les enfants illégitimes, nés de parents anglais dans ce pays, peuvent être immatriculés comme sujets du roi sur les registres du consulat. Dans une affaire STRATFORD il avait été admis que de tels enfants nés hors de l'Angleterre n'étaient pas anglais. Le 3 février 1852, le Law Office décide que cette tradition doit encore être suivie. L'avocat de la Couronne, Sir John DODSON, avait émis un avis contraire. Mais son système est rejeté, parce qu'il est en dés-

accord avec la Common Law d'après laquelle tout enfant né hors de l'Angleterre est étranger. Cette incapacité, sans doute, avait été levée par le Parlement, mais pour les enfants légitimes seulement. Cette doctrine, alors consacrée, paraît à première vue repoussée par la loi de 1870, qui substitue aux statuts antérieurs, sans distinguer comme eux entre l'enfant légitime et l'enfant naturel. L'interprétation ancienne s'est cependant conservée longtemps : HALL (*A treatise on international law*, § 69) refuse à l'enfant naturel, né à l'étranger de parents anglais, la nationalité anglaise.

L'influence de la Common Law tendait à limiter à un autre point de vue l'application de la loi du sang. C'était une question très débattue que de savoir si l'enfant né, en dehors de l'étendue de la domination britannique, d'un père sujet britannique non par naissance, mais par naturalisation, était sujet britannique. Le *jus soli* tendait alors à reprendre plein pouvoir, mais ce n'était pas sans quelques résistances, qui déterminèrent une vive incertitude qui se manifesta dans la jurisprudence au cours de la célèbre affaire *BOURGOISE* (1888). Nous n'examinerons pas en détail les arguments invoqués alors dans l'un et l'autre sens, notamment par DICEY, dans un article de la *Law Quarterly Review* (1889), p. 488); la question ne présente plus d'intérêt pratique, car la loi de 1914 sur la nationalité a spécifié, dans la sous-section (b) du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, que tout individu né hors de l'étendue de la domination britannique d'un père naturalisé était considéré comme un sujet britannique de naissance.

« C'est, écrit encore M. DE LAPRADELLE, l'effet d'un esprit de conservation poussé jusqu'à l'excès, la conséquence d'une religion vraiment superstitieuse à l'égard du droit ancien. Dans cette

particularité de l'esprit anglais, la maxime territoriale trouve le seul fondement de son existence. La meilleure preuve, c'est que les jurisconsultes lui sont nettement défavorables, dès que la tradition le leur permet. A la fin du XVIII^e siècle, nous l'avons vu, le *jus sanguinis* s'appliquait, à l'égard des enfants de parents anglais, de génération en génération, sans jamais s'arrêter. N'y a-t-il pas lieu d'y mettre une limite ? On se le demande. En 1843, les opinions se partagent (*Report of Committee of House of Commons on laws relating to aliens*, 1843, *sub fine*). Plus tard, dans la première édition, WESTLAKE (*Private international law*, p. 23) garde encore une hésitation ; cependant il met un terme à cette transmission indéfinie, dont il rompt la chaîne à la seconde génération. C'est le droit admis avant 1870. Que décide la Commission d'études de 1870 ? « Que la transmission de la nationalité britannique dans les familles établies au dehors doit se limiter à la première génération. » À son tour, que dit la loi de 1870 ? A qui donne-t-elle la qualité de sujet ? Est-ce à celui dont le père où le grand-père est anglais ? Non, c'est à « toute personne née hors du territoire d'un père sujet anglais. » Malgré ce texte et le commentaire de la Commission chargée de le rédiger écrivait M. DE LAPRADELLE en 1893, une opinion importante tend à restituer au *jus sanguinis* sa force antérieure à 1870. Elle l'étend jusqu'à la seconde génération. C'est en ce sens que beaucoup d'auteurs, notamment SWEAT (*Law Dictionary*, 1882, p. 40). Sheldon AMOS (*Principles of the English constitution*, 1886, p. 177) comprennent le bill. L'Angleterre, en 1871, s'est concertée avec la France, pour délivrer des certificats de nationalité jusqu'à la seconde génération, mais peut-être est-ce simplement parce que la loi de 1870 n'avait pas d'effet rétroactif ? Quoiqu'il en soit, ni la pensées des commissaires, ni

la lettre de leur rédaction n'est complètement respectée par la doctrine. Sur ce point, où les traditions l'encouragent, elle accueille favorablement l'idée nouvelle, malgré les travaux parlementaires et les textes actuels. Ce courant d'opinion, dirigé vers le principe de la filiation, aura-t-il bientôt la force d'emporter, se demandait M. DE LAPRADELLE, dans un élan irrésistible, l'antique barrière des traditions? La date de cette évolution est incertaine, mais le mouvement lui-même est sûr... Malgré les résistances que le souvenir des traditions anciennes déterminera encore, du nombre et de l'importance des partisans qu'elles comptent en Angleterre, il est permis de conclure que la chute du *jus soli* n'attendra peut-être pas, pour se produire, un bien lointain avenir. »

TITRE II

Les réformes de 1914 et 1922. — Etat actuel de la législation.

Une grande loi d'ensemble sur la nationalité, votée en 1914 (*British Nationality and Status of Aliens Act*, 1914, 4 et 5 Geo, 5, ch. 17) pose une définition du sujet britannique de naissance (natural born british subject) qui restreint très notablement les dispositions antérieures à la loi de 1870, et qui est venue porter un coup sensible aux progrès en Angleterre de la doctrine du *jus sanguinis*. Voici le texte de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} de ladite loi :

« Les personnes suivantes seront considérées comme étant des sujets britanniques de naissance, à savoir :

a) Tout individu né dans l'étendue de la domination de Sa Majesté et sous son allégeance;

b) Tout individu né hors de l'étendue de la domination de Sa Majesté dont le père était un sujet britannique à l'époque de la naissance dudit individu et était soit né sous l'allégeance de Sa Majesté, soit titulaire d'un certificat de naturalisation.

« L'enfant d'un sujet britannique, que ledit enfant soit né avant ou après la passation du présent Acte, sera considéré comme étant né sous l'allégeance de Sa Majesté s'il est né en un lieu où par traité, capitulations, concession, tolérance ou autres

moyens de droit Sa Majesté étend sa juridiction sur les sujets britanniques. »

Ainsi une différence essentielle avec l'ancien état de droit : Soit un individu né hors de la domination britannique d'un père né lui-même hors l'étendue de la domination britannique mais qui était de nationalité britannique au moment de la naissance de son enfant, ce père étant lui-même de nationalité britannique du fait que son père, c'est-à-dire le grand-père de l'intéressé, était de nationalité britannique et né dans l'étendue de la domination britannique. D'après l'ancienne législation statutaire, antérieure à 1870; d'après la loi de 1870, son cas était douteux ; l'intéressé était sujet britannique de naissance; d'après la loi de 1914 il ne l'est plus : il n'est pas sujet britannique. Sir Jones BAIRD fit remarquer au Parlement que depuis la guerre il y a eu de nombreuses plaintes qui méritent d'être considérées, causées par les dispositions ci-dessus. Par exemple, voici un homme dont le père, sujet britannique, avait émigré en République Argentine; cet homme a été élevé en Argentine en sujet britannique, il est venu combattre pour l'Angleterre pendant la guerre; son fils ne pouvait pas, en vertu de la loi de 1914, être considéré comme un sujet britannique. C'était fort injuste et l'orateur rappela à ses collègues que des hommes sont venus du monde entier, pour combattre pour l'Angleterre, qui se trouvent dans la même situation, et il proposa un projet qui fut adopté et qui devint la loi de 1922 [*An Act to emend the British nationality and Statues of Aliens Acts 1914 et 1918, as respects the acquisition of British nationality by persons born out of this Majesty's Dominions* (12 et 13 George V, chap. 44)].

D'une façon très simple et très claire, cette loi remédie aux inconvénients précités et non seulement elle rétablit l'état de

choses antérieur à la loi de 1870 mais encore l'améliore et le précise. En effet, la loi de 1922 modifie deux articles de celle de 1914 en disposant que tout enfant né à l'étranger d'un père sujet britannique, sera lui-même un sujet britannique si deux conditions essentielles prévues pour prouver un lien et une sympathie discontinus à l'égard de l'Empire britannique, sont remplies.

La différence entre l'état de choses postérieur à l'Acte de 1922 et celui antérieur à l'Acte de 1870 est que, avant 1870, les sujets britanniques ne pouvaient jamais, en aucun cas, transmettre leur nationalité britannique plus loin qu'à leurs petits-enfants; aujourd'hui tout sujet britannique vivant à l'étranger peut transmettre la nationalité britannique indéfiniment du moment que deux conditions sont remplies. Ces deux conditions sont les suivantes :

1° L'enfant doit être au moment de sa naissance, enregistré à un consulat britannique;

2° En atteignant sa majorité il doit revendiquer la nationalité britannique par une déclaration dûment enregistrée, et Sir John BAIRD estime que c'est là une méthode parfaitement loyale et claire pour déterminer d'abord si l'enfant qui atteint sa vingt et unième année est lui-même désireux d'être un sujet britannique; si ensuite le père et l'enfant désirent tous deux que ce dernier soit un sujet britannique.

Voici d'ailleurs pour plus de précision encoré la traduction du texte de l'article 1^{er} de l'Acte de 1922 :

« L'article 1^{er} de l'Acte principal (1914) qui contient la définition du sujet britannique de naissance sera modifié comme suit :

1° Le paragraphe suivant remplacera le paragraphe *b*, de l'article (1) : *b*) Tout individu né hors de l'étendue de la domination

de Sa Majesté dont le père était un sujet britannique au moment de la naissance dudit individu et qui remplit l'une des conditions suivantes, soit si :

- 1° Son père est né sous l'allégeance de Sa Majesté, ou
- 2° Si un certificat de naturalisation avait été accordé à son père, ou
- 3° Si son père était devenu sujet britannique par voie d'annexion de territoire, ou
- 4° Si son père était au moment de la naissance dudit individu, au service de la Couronne, ou
- 5° Si la naissance dudit individu fut enregistrée dans l'année à un Consulat britannique ou dans des circonstances spéciales et avec le consentement du Secrétaire d'Etat dans les deux ans après sa naissance, ou encore dans le cas d'un individu né le ou postérieurement au 1^{er} janvier 1915 qui aurait été un sujet britannique, s'il était né avant cette date ou dans les douze mois à dater du 1^{er} août 1922 » ; et

« 2° Les dispositions suivantes seront insérées à la fin de l'article 1^{er} de la loi de 1914 ;

« Tout individu dont la nationalité britannique est soumise à la condition de l'enregistrement à un Consulat britannique, cessera d'être un sujet britannique, à moins qu'au cours de sa vingt-deuxième année ou dans les délais pouvant être autorisés dans certains cas spéciaux par des règlements faits en vertu du présent Acte :

1° Il revendique sa nationalité britannique par une déclaration de rétention de la nationalité britannique, enregistrée comme il pourra être prescrit par des règlements faits en vertu du présent Acte ;

2° S'il est sujet ou citoyen d'unpays étranger en vertu de la loi

duquel il peut, à l'époque où il doit revendiquer sa nationalité britannique, se dépouiller de la nationalité de ce pays étranger en faisant une déclaration d'extranéité ou par tout autre moyen, il se dépouille ainsi de cette nationalité. »

Il convient de remarquer que cette dernière condition a été très sagement prévue par le législateur britannique pour éviter les conflits des lois.

En résumé, l'évolution du droit anglais en matière de nationalité d'origine a été la suivante :

1°) La Common Law déclarait sujet britannique de naissance tout individu né sous l'allégeance du Roi, c'est-à-dire en un lieu où s'étendaient la protection réelle du souverain et son autorité personnelle ; ce qui, pratiquement, équivalait d'une manière générale à l'application du principe du *jus soli*. « La Common Law formule une consécration absolue du *jus soli* », écrit M. DE LAPRADELLE dans son ouvrage sur la *Nationalité d'origine*. En fait était Anglais tout homme né dans l'étendue de la domination britannique.

2°) Par une tendance naturelle et commune à tous les Etats à travers l'histoire, le Parlement britannique passa un certain nombre de statuts à l'effet d'accroître le nombre des sujets du Roi ; première étape dans cette voie : l'Acte de 1350, déclarant capables d'hériter tous les individus nés hors l'allégeance du Roi, dont les père et mère sont sous ladite allégeance au moment de la naissance desdits individus.

Deuxième étape : l'Acte de 1708, déclarant que les enfants nés hors l'allégeance du Roi de sujets britanniques de naissance seraient considérés comme des sujets britanniques de naissance ; l'Acte de 1708 fut confirmé et précisé par l'Acte de 1730.

Troisième étape : l'Acte de 1772, déclarant que les individus

nés à l'étranger dont le grand-père paternel serait né dans l'étendue de la domination britannique, était né à l'étranger. Ainsi le *jus sanguinis* était étendu jusqu'à la seconde génération dans certaines circonstances.

3°) La grande loi de 1914 sur la nationalité marque une régression du principe du *jus sanguinis*; le rapport de la Commission interministérielle de 1901, reprenant les conclusions de la Commission de 1869, recommandait de limiter la transmission de la nationalité britannique à la première génération, en stipulant qu'un individu né hors de l'étendue de la domination britannique ne pourrait être considéré comme un sujet britannique à moins que son père ne fût né dans l'étendue de la domination de la Couronne (sauf si le père était un sujet britannique naturalisé) et ne fût un sujet britannique au moment de la naissance de son enfant. Ces recommandations furent textuellement adoptées par le législateur de 1914; on ne sait pas au juste quels motifs le décidèrent, car la question ne fit l'objet d'aucun débat au cours de la discussion parlementaire, ni d'aucune explication dans l'exposé des motifs.

4°) Nouvelle réforme en 1922, en faveur du *jus sanguinis*; cette réforme fut une conséquence de la guerre; la nationalité britannique devient indéfiniment transmissible à l'étranger, à deux conditions : inscription de l'enfant à sa naissance à un consulat d'Angleterre; revendication par l'intéressé de la nationalité britannique à sa majorité.

Cette fois c'en est bien fini des règles féodales, la prédiction faite par M. DE LAPRADELLE en 1893 s'est réalisée : par l'institution du *jus sanguinis* tempéré par le droit d'option, la législation britannique sur la nationalité a rejoint les législations du continent.

DEUXIÈME PARTIE

DU CHANGEMENT
DE NATIONALITÉ

CHAPITRE PREMIER

Acquisition de la qualité de sujet britannique par la naturalisation

TITRE PREMIER

La naturalisation d'après la Common Law.

La dénization.

La naturalisation par actes spéciaux du Parlement.

SECTION I

La Dénization.

La Common Law ne connaissait pas la naturalisation, et il est facile de comprendre pourquoi, si l'on se reporte aux explications que nous avons données relativement à l'allégeance. Nous avons vu en effet que celle-ci ne peut être due en même temps à deux souverains et d'autre part qu'elle est perpétuelle. Il était donc parfaitement impossible que le roi d'Angleterre déliât un individu de l'allégeance qu'il devait à un autre souverain. Il était non

moins impossible qu'il plaçât sous son allégeance un individu qui restait sous l'allégeance d'un autre souverain ; mais si la naturalisation n'était pas reconnue par la Common Law, il était du moins une institution nommée la Dénization, qui fut toujours considérée comme une prérogative incontestée du pouvoir royal. La création de « Denizens » par lettres patentes munies du grand sceau est une très ancienne prérogative de la Couronne, qui permet au souverain de conférer à des étrangers un grand nombre des droits qui appartiennent à un sujet britannique de naissance. Ces lettres patentes peuvent être temporaires ou conditionnelles et peuvent soit énumérer les privilèges accordés, soit conférer tous les droits d'un sujet britannique de naissance sauf ceux que la lettre patente excepte expressément ou que la loi générale du pays refuse d'admettre ; car le roi ne peut changer la loi que par Acte du Parlement. COKE donne deux étymologies du mot dénizen :

1° Quasi deins née ;

2° Donasion ou donatio, parce que sa franchise est « donnée » au « denizen » par le roi (Co. Lit. 129 a.).

Un denizen ainsi créé *ex donatione regis* est « considéré comme étant dans un état intermédiaire entre un sujet britannique de naissance et un étranger ou tenant des deux (*Blackstone's Commentaries*, volume 1, page 374), car sa lettre de Denization ne peut avoir d'effet rétroactif et par conséquent ses enfants nés à l'étranger avant cette denization ne reviennent pas des sujets britanniques à moins qu'ils soient eux-mêmes créés Denizens par une mention expresse dans la lettre de denization (CALVIN'S, Case 1608, 7 Rep., 5 b, 6 a.).

Cette prérogative royale, bien que pleinement reconnue par le Parlement ne fut pas toujours considérée avec faveur, et les

droits des Denizens en raison de la jalousie si souvent manifestée à l'égard des étrangers, furent réduits par des Actes du Parlement. Par exemple, lorsque les étrangers étaient soumis à une taxation spéciale, ils n'avaient pas le droit d'échapper à cette taxe additionnelle en obtenant des lettres de denization de la Couronne (voir statut 1, Henri VII, c. 2; 11, Henri VII, c. 14; 22, Henri VIII, c. 8 et 25, Car. 2, c. 6).

Bien plus, la capacité politique des Denizens était grandement limitée par l'article 3 de l'Acte d'Etablissement dont les termes trahissent l'animosité populaire soulevée par le favoritisme dont le prince d'Orange, après son avènement, fit preuve à l'égard de ses partisans étrangers. Cette clause qui est toujours en vigueur est rédigée comme suit :

« Aucun individu né hors du royaume d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande ou des dominions appartenant auxdits royaumes (bien que naturalisé ou denizen, excepté celui qui est né de parents anglais) ne sera capable de faire partie du Privy Council (Conseil privé), ni d'être membre d'une des Chambres du Parlement, ni d'occuper une fonction publique ni poste de confiance civil ou militaire, ni de recevoir de la Couronne des terres ou biens pour lui-même ou pour d'autres à titre de trust à leur profit » (12 et 13, Guillaume III, c. 2, s. 3).

Le droit de créer des denizens fut pendant un certain temps pleinement exercé, mais depuis l'introduction du système du certificat de naturalisation accordé par un Secrétaire d'Etat, ce droit est tombé en désuétude et il n'y a pas d'exemple qu'il en ait été fait usage depuis 1872. Cette circonstance doit être attribuée principalement aux privilèges plus larges, surtout à la capacité de devenir propriétaires de terres conférés par la législation actuelle relative aux étrangers et à la facilité plus grande

avec laquelle les droits plus complets conférés par la naturalisation peuvent être obtenus.

Le droit de créer des denizens fut cependant expressément réservée à la Couronne par l'Acte relatif à la naturalisation de 1870 et la Commission interministérielle nommée pour examiner l'état du droit en matière de naturalisation recommanda dans son rapport publié en 1901 que l'article précédemment cité de l'Acte d'Etablissement, article qui privait les denizens de bien des droits politiques supérieurs, fût abrogé. Si cette recommandation avait été suivie, des lettrés de denization auraient de nouveau été sollicités dans la plupart des cas où les impétrants auraient été incapables de remplir les conditions posées par l'Acte de naturalisation.

D'ailleurs il est intéressant, pour montrer combien cet acte avait peu la faveur du Parlement, de citer le passage y relatif du rapport publié en 1901 par la Commission interministérielle :

« Avant l'Acte de 1844 les seuls moyens par lesquels un étranger pouvait acquérir les droits d'un sujet britannique étaient soit un Acte spécial du Parlement soit des lettres de dénization. La passation de l'Acte de 1844 et les pouvoirs plus étendus donnés au Gouvernement par l'Acte de 1870 ont rendu le recours à ces moyens de moins en moins fréquent. Cependant il est encore voté de temps en temps des Actes spéciaux du Parlement conférant la nationalité britannique; il y a eu des cas où de tels Actes ont donné lieu à de grandes difficultés et ont causé de grandes déceptions notamment par l'absence de dispositions relatives à la naturalisation des enfants de la personne naturalisée. Il ne faut pas oublier qu'il a été fréquemment fait dans le Parlement de graves objections de principe à la passation de tels Actes spéciaux de naturalisation; nous pensons qu'il y aura encore moins

lieu désormais de passer de tels Actes si une forme simplifiée et un peu étendue de naturalisation est votée conformément à nos recommandations. Nous suggérons cependant qu'afin d'être bien sûrs que de tels Actes confèrent bien les droits qu'on veut conférer, le Parlement y insère des dispositions à l'effet d'y incorporer les dispositions principales de la loi générale soit en vertu de l'Acte de 1870, soit en vertu de la nouvelle législation que nous recommandons pour remplacer ce dernier Acte. De cette manière les droits et obligations des individus naturalisés par Acte spécial du Parlement et de ceux qui dépendent de ces derniers, seraient rendus en tous points identiques à ceux des individus naturalisés par certificat du Secrétaire d'Etat. »

Cependant l'article 25 de l'Acte sur la nationalité de 1914 est venu maintenir expressément le droit du roi d'accorder des lettres de dénization.

SECTION II

Naturalisation à titre individuel d'étrangers par acte du Parlement

Le système de la denization fut jugé de bonne heure insuffisant à deux points de vue :

1° Il n'avait pas d'effet rétroactif.

2° Il ne conférait pas tous les droits des sujets britanniques de naissance, car l'article de l'Acte d'Etablissement en exceptait beaucoup et les taxes additionnelles imposées aux étrangers devaient être payées également par les denizens. Mais si le roi ne pouvait accorder des droits égaux à ceux des sujets de naissance, ces droits pouvaient être obtenus par le moyen d'un Acte du Parlement, car celui-ci est de par la loi considéré comme omnipotent; nous avons déjà vu mentionnée cette catégorie d'Actes

dans le rapport précité de 1901 : ainsi un étranger né au Portugal qui était venu en Angleterre avec la comtesse Béatrix d'Arendel fut naturalisé par Acte du Parlement dans la troisième année du règne d'Henri VI, mais cette pratique ne s'établit qu'à partir du commencement du règne d'Elisabeth (*Viners Abridgment Sit, Alien (D) Naturalization et Hansard, on Aliens*, page 14).

La naturalisation par Acte privé du Parlement différerait de la denization en ce qu'elle avait un effet rétroactif, le naturalisé étant considéré comme un sujet britannique de naissance, comme s'il était né dans le royaume, de sorte que son fils pouvait hériter de ses biens immobiliers même s'il était né avant que cet Acte spécial du Parlement eût été passé.

D'autre part le naturalisé était dispensé de payer les taxes dues par les étrangers, il n'était pas non plus soumis aux autres restrictions qui, comme nous l'avons vu, liaient les denizens.

Au début de règne de Jacques I^{er} le parti anglican réussit à faire passer un Acte en vertu duquel la faculté d'obtenir des Actes particuliers de naturalisation était limitée à ceux qui professaient la véritable religion protestante. L'Acte 7, Jacques I^{er}, C. 3, déclare :

« Puisque la naturalisation d'un étranger a toujours été considérée comme une chose de pure faveur, qui ne doit être conférée qu'à ceux qui sont de la religion établie maintenant dans ce royaume, il est stipulé qu'aucun individu de quelque qualité, condition ou pays qu'il soit ne sera naturalisé à moins qu'il n'ait reçu la communion dans le mois qui précédera toute loi ou projet déposé à l'effet de le naturaliser, et il devra également prêter le serment de suprématie et le serment d'allégeance au Parlement avant que ladite loi soit votée. »

Cette condition fut abrogée en 1826 par le statut 6 Georges IV, c. 27. Le fameux Acte des Juifs de 1753 (26 Georges II, c. 26) avait dispensé les Juifs de cette obligation, mais il fut si impopulaire qu'il fut abrogé l'année suivante par l'Acte 27 Georges II, chapitre 1^{er}, sans jamais avoir été appliqué.

Quoiqu'il en soit, depuis 1826 les individus de toutes religions peuvent être admis à la naturalisation. L'article 3 de l'Acte d'Etablissement (12 et 13 Guillaume III, c. 2) déclarait que l'individu naturalisé par Acte du Parlement serait comme le denizen incapable de faire partie du Privy Council et d'occuper aucune fonction publique, aucun poste de confiance, ainsi que de recevoir des terres de la Couronne. Afin d'avoir la certitude que cette incapacité ne serait pas tournée, on inséra des dispositions à cet effet dans les Actes privés du Parlement ; le statut 1^{er} George 1^{er}, c. 4 disposait qu'aucun projet de loi de naturalisation ne serait reçu par l'une ou l'autre Chambre du Parlement s'il ne contenait pas un article reproduisant les termes de l'article 3 de l'Acte d'Etablissement. Ce dernier Acte fut abrogé en fait par l'article 2 de l'Acte sur la naturalisation de 1844 (7 et 8 Victoria, c. 86) et en termes exprès par l'Acte de 1867 portant revision de la loi statutaire (30 et 31 Victoria, c. 59).

Mais la disposition de l'Acte d'Etablissement est toujours en vigueur et s'applique en tous cas sauf dans deux où il a été expressément abrogé comme dans le cas des individus obtenant des certificats de naturalisation en vertu de l'Acte sur la naturalisation de 1870. D'ailleurs la naturalisation par « Acte privé » est encore accordée dans certains cas : Les Commissaires royaux réunis en 1868 présentèrent un rapport sur les lois relatives à la naturalisation ; ils estimèrent que les termes généralement employés dans les Actes individuels de naturalisation accordant

« tous les droits, privilèges et capacités de tous ordres d'un sujet de naissance » comprenaient depuis 1844 les droits politiques dont l'Acte d'Etablissement avait privé les étrangers naturalisés (appendice du rapport, page 8). Leur opinion fut généralement considérée comme exacte ; aussi, avant 1844, la pratique était-elle de passer un Acte séparé abrogeant l'Acte 2 George 1^{er}, c. 4. dans le cas particulier envisagé, et c'est là ce qui fut fait lors de la naturalisation du prince Albert en 1840 (3 et 4 Victoria, cc. 1, 2). Cependant comme la difficulté n'a jamais été tranchée par la jurisprudence, il serait prudent d'insérer dans les Actes individuels de naturalisation des termes adéquats à l'effet de parer aux difficultés qui pourraient s'élever en raison de l'article 3 de l'Acte d'Etablissement, dans les cas où le Parlement aurait l'intention d'accorder les droits politiques dans leur intégralité. Mais on s'aperçut que des étrangers sollicitaient des Actes de naturalisation dans le seul but de jouir des privilèges appartenant aux sujets britanniques en vertu des traités avec des puissances étrangères, mais sans aucune intention de s'établir en Grande-Bretagne ni de la servir de quelque façon que ce fût. C'est pourquoi un Acte fut voté par le Parlement en 1844 (14 George III, c. 84) stipulant qu'aucun projet de loi de naturalisation ne serait admis par l'une ou l'autre Chambre s'il ne contenait une disposition déclarant que les personnes ainsi naturalisées n'auraient pas droit à l'étranger aux privilèges conférés aux sujets britanniques à moins d'avoir résidé en Grande-Bretagne ou dans l'étendue de sa domination pendant une période de sept ans après la passation de l'Acte et sans en avoir été absent plus de deux mois de suite. Cet Acte n'est plus en vigueur et a été abrogé par l'Acte de naturalisation de 1870 (33 et 34 Victoria, c. 14, 1^{re} partie).

Le système de la naturalisation par certificats délivrés par le Secrétaire d'Etat fut pour la première fois introduit par l'Acte de naturalisation en 1844; il fut ensuite modifié et amélioré par l'Acte de 1870 et complètement remanié par l'Acte de 1914.

Sans aucun doute le législateur désirait qu'on n'eût plus recours désormais aux Actes privés du Parlement pour la naturalisation. D'ailleurs même avant cette législation les grands frais qu'entraînaient le dépôt et la passation d'un projet de loi au Parlement aussi bien que les obstacles et les retards possibles ainsi que les risques d'une prorogation ou d'une dissolution avait détourné la grande masse des étrangers résidant en Angleterre de se servir de ce mode de naturalisation, de sorte que même avant 1844 le nombre des personnes naturalisées par ces lois ne dépassait pas en moyenne huit par an et entre 1844 et 1868 il fut passé en tout huit de ces Actes.

L'Acte de 1870 élargit les droits et privilèges conférés par le certificat de naturalisation, car il y comprenait les droits politiques qui avaient été exceptés par l'Acte de 1844, et ne pouvaient être acquis que par Acte privé du Parlement, de sorte que la raison pour laquelle des Actes privés avaient été sollicités entre 1844 et 1846 n'existe plus; mais la passation de tels Actes est encore théoriquement possible et il en a sollicité dans deux catégories de cas :

1° Lorsqu'un prince étranger est sur le point d'épouser une princesse anglaise et qu'il a l'intention de résider ensuite en Angleterre, ou lorsque l'on veut honorer un étranger de marque en lui conférant la naturalisation sans l'obliger à se soumettre aux conditions ordinaires;

2° Lorsque pour des raisons techniques ou par suite d'erreur ou d'omission dans les actes généraux de naturalisation, il est

impossible pour l'impétrant d'obtenir un certificat de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité britannique, c'est-à-dire par exemple dans le cas d'une personne qui a rendu d'importants services à la Couronne mais n'a pas, au sens technique du mot, été au service de la Couronne pendant cinq ans comme c'est le cas d'un individu qui a servi d'interprète ou *drogman* auprès d'une Ambassade ou d'un Consulat britannique ou encore d'une Anglaise qui a épousé un étranger et a divorcé; et encore ce dernier cas ne peut plus se présenter car l'Acte de 1914 sur la nationalité britannique permet à une femme veuve ou divorcée d'être réintégrée dans sa nationalité britannique. D'ailleurs ces Actes ne sont pas vus avec faveur par le Gouvernement, excepté dans le cas où l'impétrant est un prince étranger, et ils ne sont accordés que lorsqu'il y a des circonstances très spéciales.

TITRE II

Naturalisation par un certain nombre de statuts généraux aujourd'hui abrogés.

En plus du système de denization par lettre patente et de la naturalisation par Acte privé du Parlement, différents Actes du Parlement qui aujourd'hui sont tous abrogés furent passés au cours des xvii^e et xviii^e siècles à l'effet d'accorder la naturalisation et les droits et privilèges intégraux de sujet britannique à des étrangers en considération de services rendus au pays par le fait que ces étrangers exerçaient certains commerces dans le Royaume-Uni ou dans les colonies ou qu'ils étaient employés dans les services publics pendant un certain temps. Tous les Actes de cette catégorie passés après 1714 imposaient l'incapacité politique stipulée par l'article 3 de l'Acte d'établissement et dans la plupart des cas il n'y avait que les protestants qui eussent le droit d'en bénéficier. Voici des exemples de tels Actes : L'Acte ayant pour but d'encourager les manufactures de toile, de drap et de tapisseries passé en 1663 donnait à tous les étrangers qui établissaient réellement et de bonne foi en Angleterre de telles manufactures dans un délai de trois ans, la jouissance de tous les privilèges des sujets britanniques, à condition qu'ils prêtassent le serment d'allégeance et de suprématie.

Les Actes tendant à encourager le recrutement des marins donnèrent les mêmes avantages aux étrangers qui avaient deux ans de service ou plus sur un navire de guerre britannique ou sur un navire de commerce en temps de guerre, et n'exigeaient pas la prestation du serment ou quelque autre formalité préalable.

L'Acte de naturalisation des protestants étrangers de 1708 (7 Anne, c. 5) permettait à tous les protestants à condition de communier et de prêter le serment, d'acquérir tous les avantages et privilèges de sujet de naissance; mais cette loi attira tant d'étrangers indésirables qu'après un essai de trois années on jugea opportun de l'abroger.

L'Acte des plantations de 1740 (13 Georges II, c. 7) permettait aux étrangers qui avaient résidé pendant sept ans dans une colonie d'Amérique de se faire naturaliser en prêtant les serments d'allégeance, de suprématie et d'abjuration et en communiant, mais des conditions spéciales y furent insérées en faveur des Quakers et des Juifs afin de leur permettre de bénéficier des avantages de l'Acte. De plus, bien que les individus ainsi naturalisés eussent leurs droits politiques limités conformément aux dispositions de l'Acte d'Établissement, cependant dans ce cas spécial leur incapacité à occuper un poste officiel ou de confiance ou de recevoir des terres de la Couronne ne s'appliquait qu'en Grande-Bretagne ou en Irlande et non dans les colonies ou ailleurs. De même le statut 2 Georges III, c. 25, naturalisait les protestants étrangers qui avaient servi pendant deux années dans le Régiment Royal Américain ou dans le Régiment du Génie en Amérique, et les mêmes privilèges furent conférés par divers Actes aux protestants étrangers qui se livraient à la pêche à la baleine.

TITRE III

Le système de la naturalisation par certificats délivrés par un Secrétaire d'Etat. Les Actes de 1844, 1870 et 1914.

A. — L'Acte sur la naturalisation de 1844.

Le système de la naturalisation par le moyen d'un certificat accordé par un Secrétaire d'Etat, système qui est toujours en vigueur, fut créé par l'Acte sur la naturalisation de 1844 (7 et 8 Victoria, c. 66) dû à l'initiative d'un M. HURT. Cet Acte disposait d'abord que les femmes mariées avec des sujets britanniques de naissance étaient de ce fait naturalisées. Il élargissait d'autre part les droits des étrangers et les confirmaient; enfin et surtout il autorisait un Secrétaire d'Etat à accorder à tout étranger résidant dans le Royaume un certificat de naturalisation; ledit certificat conférait à l'étranger tous les droits et capacités d'un sujet britannique de naissance mais ne lui permettait pas de devenir membre du Conseil privé ni du Parlement. Le Secrétaire d'Etat, sur le reçu d'un mémoire de l'impétrant pouvait à son gré accorder ou refuser le certificat. Lorsqu'il l'accordait, l'étranger jouissait des privilèges sus-mentionnés à condition de prêter le serment d'allégeance dans les soixante jours.

Il est à remarquer que cet Acte ne contient aucune disposition relative au statut national des enfants des personnes ainsi naturalisées, et que par conséquent ce statut demeurerait sans changement.

D'abord le certificat de naturalisation fut rédigé de façon à attribuer tous les droits des sujets britanniques de naissance excepté celui d'être membre du Privy Council ni du Parlement, expressément exclu par la loi ; mais en 1850 on jugea opportun d'insérer dans le certificat une clause stipulant que l'individu naturalisé ne jouissait pas des « droits et capacités d'un sujet britannique de naissance hors de l'étendue de la domination de la Couronne britannique » (Voir l'affaire *In the Goods of Galley* (1876) L. R. I. P. D. 438). Mais ensuite on trouva cette exception trop large et on en greffa une autre sur la première en 1854 par l'addition des mots « autres que ceux qui peuvent lui être conférés par la délivrance d'un passeport par le Secrétaire d'Etat pour lui permettre de voyager à l'étranger. »

En 1858 une nouvelle restriction fut apportée à la délivrance du certificat de naturalisation afin de s'assurer que le naturalisé continuait à résider dans le Royaume-Uni : on inséra dans le certificat une clause déclarant que si l'impétrant s'absentait volontairement du Royaume-Uni pour une période de plus de six mois sans la permission écrite d'un Secrétaire d'Etat, le certificat délivré deviendrait nul ainsi que tous les droits et capacités en résultant (rapport de la Commission royale de 1868, appendice, page 19).

B. — *Les Actes de 1870 et de 1914.*

Nous venons de voir que c'est en 1844 seulement que la naturalisation par certificat du Secrétaire d'Etat fut créée ; nous rap-

pelons que l'unique condition imposée par cet Acte de 1844 était que l'impétrant qui venait résider dans l'une des parties de la Grande-Bretagne ou en Irlande eût réellement l'intention de s'y fixer. Après enquête par le Secrétaire d'Etat, celui-ci avait un pouvoir discrétionnaire pour refuser ou délivrer le certificat.

Nous rappelons d'autre part qu'en 1856 le Secrétaire d'Etat déclara qu'il était légal d'insérer dans le certificat de naturalisation une disposition à l'effet de déclarer lesdits certificats accordés à condition que les bénéficiaires continuassent à résider d'une façon permanente dans le Royaume-Uni. Cet avis fut suivi, mais la pratique d'accorder des certificats conditionnels de naturalisation fut désapprouvée par les Commissaires royaux en 1869 et fut supprimée au moment de l'abrogation de l'Acte de 1844 par l'Acte de 1870.

Le Secrétaire d'Etat en effet fut avisé qu'un certificat délivré en vertu de l'Acte de 1870 n'était pas révocable pour avoir été obtenu en fraude et qu'il n'avait pas le pouvoir d'ajouter une condition de résidence ou toute autre prévoyant l'annulation du certificat pour non observation de ladite condition.

Quels changements apporta la loi de 1870 ? En voici le tableau résumé tel qu'il est présenté par le rapport de la Commission interministérielle de 1901 :

1° Elle lève les restrictions relatives à l'acquisition et à la possession de biens meubles ou immeubles par des étrangers dans le Royaume-Uni, sauf en ce qui concerne la propriété des navires britanniques ;

2° Elle rend exigible comme condition de la délivrance du certificat de naturalisation une résidence de cinq ans dans le Royaume-Uni ; ou bien l'impétrant doit être au service de la Couronne ; en tous cas il doit avoir l'intention de continuer à

résider dans le Royaume-Uni ou à servir la Couronne après la naturalisation ;

3° Elle restreint le champ d'application du principe de l'allégeance perpétuelle, en permettant à un sujet britannique de naissance et qui est en même temps de par sa naissance un sujet d'un Etat étranger, de se dépouiller de sa nationalité britannique ;

4° Elle contient des dispositions détaillées quant à l'effet de la naturalisation du mari ou de la perte par lui de la nationalité britannique sur le statut de la femme et des enfants ;

5° Elle contient des dispositions relatives à la réintégration et à la renaturalisation des personnes qui ont perdu leur nationalité britannique.

Etat actuel de la Législation.

Voici maintenant un tableau des règles qui président à l'acquisition de la nationalité britannique par naturalisation telles qu'elles résultent des lois de 1870 et de 1914 combinées.

1° *Les conditions de la naturalisation.* — Tout étranger qui a résidé cinq ans dans le Royaume-Uni au cours des huit années qui ont précédé sa demande de naturalisation ou qui a été au service de la Couronne pendant cinq ans et qui a l'intention après avoir obtenu la naturalisation de résider dans le Royaume-Uni ou de servir la Couronne, pourra adresser une demande à l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté en vue d'obtenir un certificat de naturalisation. Le droit des colonies de légiférer quant à la naturalisation sous réserves du consentement de la Couronne et pour le territoire de ces colonies seulement est expressément réservé par l'acquisition de 1870 ; l'Acte de 1914 a définitivement tranché la question de la naturalisation coloniale ;

mais c'est là une question délicate et importante que nous étudierons en détail dans un chapitre suivant.

Le Secrétaire d'Etat a un pouvoir discrétionnaire pour la délivrance du certificat de naturalisation ; ledit certificat ne doit produire son effet qu'à partir du moment où le serment d'allégeance a été prêté ; ces deux dispositions ont été reproduites par l'Acte de 1914.

L'Acte de 1914 est venu apporter quelques modifications de détail à la condition de résidence ; l'article 2 stipule que les cinq ans de résidence dans l'étendue de la domination britannique doivent être compris dans la période des huit années qui précèdent immédiatement la demande de naturalisation ; et il précise que lorsque la naturalisation est demandée dans le Royaume-Uni, la résidence de cinq ans doit satisfaire aux conditions suivantes : un an de résidence dans le Royaume-Uni dans l'année même qui précède la demande ; quatre ans de résidence dans une partie quelconque de l'Empire britannique au cours des huit années qui précèdent la demande.

Enfin l'Acte de 1914 ajoute que l'impétrant doit prouver qu'il a une bonne réputation et qu'il a une connaissance suffisante de la langue anglaise.

2° *Effets du certificat.* — Un étranger auquel a été délivré un certificat de naturalisation jouit dans le Royaume-Uni de tous les droits, pouvoirs et privilèges et est soumis à toutes les obligations dont jouit et auxquelles sont soumis les sujets britanniques de naissance dans le Royaume-Uni. Mais lorsque cet étranger, dit l'Acte de 1870, se trouvera sur le territoire de l'Etat étranger auquel il appartenait avant d'avoir obtenu le certificat de naturalisation, il ne sera pas considéré comme un sujet britannique, à moins qu'il n'ait cessé d'être un sujet de cet Etat en vertu des

lois dudit Etat ou par l'effet d'un traité; le Parlement britannique avait cru devoir prendre des précautions pour éviter les conflits de lois en cette matière. Ainsi, comme le remarque le juriste américain BORCHARD dans son ouvrage *The diplomatic protection of citizens abroad*, 1915, page 461 : « La Grande-Bretagne avait par ce moyen évité de fâcheuses controverses diplomatiques avec les pays auxquels les sujets britanniques devaient originairement allégeance, lorsque ces pays ne renoncent pas à cette allégeance. Cette clause était d'ailleurs mentionnée sur le passeport délivré au sujet naturalisé; elle figurait à l'Acte de naturalisation de 1870, paragraphe 7, mais elle n'a pas été reproduite dans l'Acte sur la nationalité de 1914 » (art. 3). De fait il semble un peu choquant et tout à fait illogique de voir un Etat comme la Grande-Bretagne accorder le privilège de sa nationalité à un étranger et lui refuser sa protection dans tous les cas où cela pourrait présenter quelque difficulté. Il semble qu'une telle précaution fût bien indigne d'un grand pays comme l'Angleterre.

Certificats spéciaux dans le cas de nationalité douteuse. — En vertu de la loi de 1870 le Secrétaire d'Etat pouvait accorder un certificat spécial de naturalisation à toute personne au sujet de la nationalité de laquelle il existait un doute, et il pouvait spécifier dans ce certificat qu'il était délivré en vue d'apaiser des doutes quant aux droits de l'intéressé à être considéré comme un sujet britannique. La délivrance d'un tel certificat n'était pas considérée comme une reconnaissance que l'individu auquel il était remis n'était pas auparavant sujet britannique. Cette disposition a été reproduite dans l'Acte de 1914 (art. 4).

Naturalisation par acte individuel du Parlement. — Ce mode de naturalisation, nous l'avons vu, a été maintenu par l'Acte de 1870, mais l'Acte de 1914 n'en fait aucune mention.

CHAPITRE II

Perte de la qualité de sujet britannique

Nous avons vu, dans le chapitre consacré à la nationalité d'origine sous le règne de la « Common Law », que la vieille règle féodale de l'allégeance perpétuelle resta fort longtemps en vigueur dans le droit anglais, et nous avons exposé les nombreuses difficultés internationales qui en résultèrent pour le Gouvernement britannique, notamment avec les Etats-Unis.

Ce n'est que par la loi de 1870 que fut pour la première fois instituée légalement la faculté pour les sujets britanniques de perdre la nationalité britannique dans certains cas, qui furent précisés par la loi de 1914 ; nous allons étudier ces cas dans les trois sections qui vont suivre : la première sera relative à la perte de la nationalité britannique par l'exercice du droit d'option ; la seconde à la perte de la nationalité britannique par l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ; la troisième au retrait de la naturalisation britannique.

TITRE PREMIER

Droit d'option.

1. — En vertu de l'article 4 de la loi de 1870, tout individu qui était sujet britannique parce qu'étant né dans l'étendue de la domination britannique, mais qui était également par sa naissance (par filiation ou autrement), sujet d'un Etat étranger, pouvait, s'il était majeur et pleinement capable, faire une déclaration d'extranéité, qui avait pour effet de lui faire perdre la nationalité britannique. Il y avait une disposition similaire relative aux individus nés hors l'étendue de la domination britannique d'un père sujet britannique qui, nous l'avons vu, étaient également sujets britanniques de naissance, à condition que le père fût né dans l'Empire britannique.

Cette disposition, destinée à éviter les conflits de lois et l'inconvénient de la double nationalité, fut approuvée dans le rapport de la Commission de 1901, qui recommanda simplement qu'elle fût remaniée et rédigée d'une façon plus claire et plus simple.

Le législateur suivit ce conseil en 1914, et voici la rédaction des dispositions incluses relativement à cette question dans l'Acte de 1914 :

L'article 14, dans son paragraphe 1^{er}, dispose que tout individu qui est sujet britannique du fait de sa naissance dans l'étendue

de la domination britannique ou à bord d'un navire britannique, mais qui à sa naissance ou au cours de sa minorité est devenu également, en vertu de la loi d'un Etat étranger, sujet dudit Etat, et qui est toujours sujet dudit Etat, peut, s'il est majeur et pleinement capable, faire une déclaration d'extranéité dont l'effet est de lui faire perdre la nationalité britannique.

L'article 14, dans son deuxième paragraphe, dispose que tout individu qui, bien que né hors l'étendue de la domination britannique, est un sujet britannique de naissance peut, s'il est majeur et pleinement capable, faire une déclaration d'extranéité, dont l'effet est de lui faire perdre la nationalité britannique.

2. — L'article 3 de l'Acte de 1870, textuellement reproduit par l'article 15 de l'Acte de 1914, mentionne un second cas d'option : il prévoit la conclusion de conventions internationales aux termes desquelles les anciens sujets d'un Etat pourront, avant l'expiration d'un délai fixé par la convention, répudier la naturalisation britannique qu'ils avaient acquise et reprendre leur nationalité primitive.

En fait une seule convention de ce genre a été passée et elle le fut avec les Etats-Unis en 1861. En raison des doutes qui s'élevèrent sur le point de savoir si les dispositions de cette convention étaient en harmonie avec celles de l'Acte de 1870, la renonciation prise en vertu de la convention fut confirmée par l'Acte sur la naturalisation de 1872 (35 et 36 Victoria, c. 39, s. 2).

En vertu de l'article 5 de l'Acte de 1914, lorsqu'un étranger obtient un certificat de naturalisation, le Secrétaire d'Etat peut, s'il le juge opportun, et sur la demande de l'étranger, porter sur le certificat le nom de tout enfant mineur de cet étranger né antérieurement à la délivrance du certificat; de ce fait l'enfant, s'il n'est pas déjà sujet britannique, le devient; mais, dans l'an-

née qui suit sa majorité, il peut faire une déclaration d'extranéité en conséquence de laquelle il cesse d'être un sujet britannique.

Comment est faite une déclaration d'extranéité. — Une déclaration d'extranéité ou une déclaration de nationalité britannique pourra être faite comme suit :

A. — Si le déclarant se trouve dans le Royaume-Uni, devant un Juge de Paix.

B. — Dans toutes les autres parties de l'étendue de la domination du roi devant un Juge criminel ou civil ou devant un Juge de Paix ou devant tout autre fonctionnaire autorisé par la loi à recevoir le serment dans toutes les procédures contentieuses ou gracieuses.

C. — En dehors de l'étendue de la domination de Sa Majesté devant tout Officier du service diplomatique ou consulaire de Sa Majesté.

TITRE II

Perte de la nationalité britannique par l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère

La nationalité britannique se perd également par l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère par naturalisation.

Cette règle fut posée pour la première fois par l'article 6 de l'Acte de 1870, dont le premier paragraphe était rédigé dans les termes suivants : « Tout sujet britannique qui, résidant dans un pays étranger et étant pleinement capable, a été ou sera volontairement naturalisé dans ledit pays, perdra la qualité de sujet britannique et sera considéré comme un étranger... »

Pour ménager un régime de transition, le paragraphe deuxième disposait que dans le cas où un sujet britannique s'était fait naturaliser volontairement dans un pays étranger avant la passation de l'Acte de 1870, il aurait la faculté, dans un délai de deux ans, de faire une déclaration à l'effet de conserver la nationalité britannique; toutefois cette déclaration n'avait pas pour effet de le faire considérer comme sujet britannique dans le pays où il avait obtenu la naturalisation. Cette mesure de transition n'a naturellement pas été reproduite par l'Acte de 1914.

La Commission de 1901 adressa au terme : « volontairement naturalisé » employé par l'Acte de 1870, le reproche d'obscurité

et d'équivoque : ce terme prétendait-il désigner purement et simplement tout acte fait dans l'intention expresse et essentielle d'acquérir une nouvelle nationalité, ou impliquait-il, d'une manière plus large, tout acte qui, bien que volontaire, n'était pas fait dans ce but exprès, mais dans quelque autre but auquel le changement de nationalité se rattachait accessoirement ? C'est ainsi par exemple, que les juristes n'étaient pas d'accord sur le point de savoir si le mariage d'un sujet britannique avec une étrangère dont la conséquence de droit dans le pays de la femme est d'attribuer au mari la nationalité de sa femme, devait être considéré comme la « naturalisation volontaire » mentionnée par la loi de 1870. Ou encore, en imaginant un cas extrême, c'est-à-dire en supposant qu'en vertu de la loi d'un pays étranger tous ceux qui abordent à son littoral deviennent ses sujets, est-ce que le fait d'y aborder, avec ou sans connaissance de la loi du pays, pourrait être considéré comme une naturalisation volontaire ? Le rapport de 1901 concluait que la loi devait être précisée, et que la nationalité britannique ne devrait être perdue que si l'individu naturalisé à l'étranger y avait demandé expressément à l'être, ou fait quelque acte dont on peut raisonnablement déduire l'acceptation de la nationalité étrangère.

Le législateur suivit ces recommandations, et l'article 13 de l'Acte de 1914 dispose que tout sujet britannique qui, se trouvant dans un pays étranger, et étant pleinement capable, obtient un certificat de naturalisation dans ledit pays, ou y est naturalisé par l'effet de tout autre acte volontaire et formel, cessera de ce fait d'être considéré comme un sujet britannique.

TITRE III

Du retrait de la naturalisation britannique.

En vertu de la loi de 1870, le certificat de naturalisation, une fois délivré, était irrévocable ; il n'y avait aucune disposition dans l'Acte permettant de l'annuler, même dans les cas où il pouvait être prouvé que ledit certificat avait été obtenu au moyen d'une déclaration frauduleuse ou d'une fausse preuve. La Commission de 1901 dans son rapport signalait cet inconvénient dans les termes suivants (paragraphe 24, page 10) : « Les avantages réels ou supposés, à l'étranger, de l'obtention du statut de sujet britannique donnent parfois lieu à des demandes de naturalisation qui ne sont pas faites de bonne foi ; il n'est pas rare qu'un certificat de naturalisation soit obtenu par le moyen de ce qui en fait peut être considéré comme une présentation frauduleuse des intentions de l'impétrant ; celui-ci peut n'avoir pas en réalité l'intention de résider dans le Royaume-Uni : tout ce qu'il désire est d'obtenir soit pour lui-même et généralement pour un fils mineur la possession d'un document qui établira aux yeux des autorités d'un pays étranger son droit à être considéré comme un sujet britannique. L'expérience semble prouver que des cas de cette espèce sont fréquents et que les difficultés auxquelles ils donnent lieu sont très grandes, à tel point qu'il est désirable que des dispositions soient insérées dans la loi à l'effet d'annuler les certi-

ficats délivrés sur des déclarations fausses et frauduleuses, relatives soit à la résidence réelle soit à l'intention de résider ». Les recommandations des Commissaires de 1901 furent suivies et appliquées dans la loi de 1914 et plus encore dans celle de 1918.

En effet, en vertu de l'article 7 de l'Acte de 1914, lorsqu'il apparaît au Secrétaire d'Etat qu'un certificat de naturalisation accordé par lui a été obtenu au moyen de déclarations inexactes ou d'une fraude, il peut par un décret révoquer le certificat, et la révocation portera effet à la date indiquée par le Secrétaire d'Etat.

En cas de révocation, le Secrétaire d'Etat peut ordonner la remise du certificat et son annulation, et tout individu refusant ou négligeant de remettre le certificat peut être puni d'une amende ne dépassant pas £ 100.

Mais les cas où la révocation était possible furent à l'expérience jugés trop étroits, et le législateur dut voter l'Acte de 1918 (« An Act to amend the British Nationality and Status of Aliens Act 1914; 8 et 9 George V, chap. 38 »); il fut inspiré par les circonstances; la guerre avait fait apparaître la nécessité du retrait de la naturalisation accordée à certains Allemands, qui avaient conservé des sentiments germanophiles; la loi fut votée après de fort longs débats, qui, chez certains orateurs, tant aux Communes qu'aux Lords, témoignèrent d'une légère atteinte de fièvre obsessionnelle.

Nous ne saurions mieux exposer l'esprit de la loi de 1918 qu'en analysant l'exposé des motifs que présenta à la Chambre des Communes, le 12 juillet 1918, en termes clairs et modérés, Sir G. CAVE, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur :

« Le projet avait été en principe approuvé par la Conférence Impériale au cours du printemps de 1917; il avait été ensuite

approuvé par les Dominions et l'Inde; l'Australie, sans approuver, n'avait manifesté aucune opposition.

« L'objet principal de la loi, dit Sir CAVE, est de fournir des pouvoirs plus larges en ce qui concerne la révocation des certificats de naturalisation, et d'instituer une procédure à cet effet. Nous avons vu précédemment que la faculté de révocation par le Secrétaire d'Etat n'existait, en vertu de l'article 7 de l'Acte de 1914, que dans les cas où des certificats avaient été obtenus au moyen de déclarations inexactes ou de fraudes. Sir CAVE, tout en affirmant qu'il ne pouvait être institué un pouvoir arbitraire de révocation, tout en rappelant que l'effet le plus fréquent de la dénaturalisation est de créer des *heimatlos*, déclara que l'expérience de la guerre démontrait que les dispositions de l'Acte de 1914 devaient être élargies.

« En substance, en vertu de la nouvelle loi, dit Sir CAVE, la dénaturalisation sera possible dans trois catégories de cas :

« 1°) En cas de déloyauté.

« 2°) En cas d'infraction pénale grave ou de mauvaise réputation.

« 3° Dans les cas où un individu naturalisé agit contrairement à la déclaration qu'il a faite qu'il a l'intention de résider en Angleterre ».

La loi institue une procédure spéciale en vue de la dénaturalisation, car la loi de 1914 n'en avait prévu aucune.

« Quant à l'effet de la dénaturalisation, dit Sir CAVE, il sera limité à l'individu dénaturalisé lui-même : sa femme et ses enfants conserveront la nationalité britannique, à moins qu'ils ne la répudient par une déclaration d'extranéité ».

« Au cours de la discussion à la Chambre des Communes, écrit M. GOULÉ (*Annuaire de législation étrangère*, 2^e série,

16^e année, page 36), bien que le projet fût présenté par le Gouvernement et appuyé par l'opposition, d'assez vives critiques lui furent adressées. On fit valoir qu'il ne répondait pas au vœu de l'opinion publique, très favorable aux dénaturalisations en masse des étrangers ennemis, qu'elle préférerait aux mesures individuelles. A l'appui du projet, les orateurs répondirent que les mesures générales avaient l'inconvénient de libérer toute une catégorie de citoyens de leurs obligations envers la Grande-Bretagne et d'atteindre des individus dont les fils servaient dans l'armée britannique.

« D'autre part il fut ajouté par la Chambre des Communes une disposition interdisant la naturalisation des ennemis pendant cinq ans, délai que la Chambre des Lords devait porter à dix ans.

« Des orateurs insistèrent sur certaines lacunes de la législation qui ne permettait pas d'expulser un dénaturalisé quand il avait commis un délit, étant citoyen britannique. D'autres montrèrent les inconvénients des révocations de naturalisation s'appliquant aux seuls naturalisés, quand leur femme conserverait la nationalité britannique, assurant ainsi à son mari tous les avantages dont on avait voulu le priver, droit de continuer l'exercice de son commerce, droit de séjourner dans les zones interdites, etc.

« La règle de l'acquisition de la nationalité du mari par la femme donna lieu à de vives discussions. On montra les inconvénients du principe qui permet à une espionne en épousant un sujet britannique de se mettre sous la protection des lois du Royaume, tandis que d'autre part une Anglaise, qui épouse par exemple un Allemand, devient une étrangère ennemie. Un amendement tendant à maintenir à la femme sa nationalité en cas de

mariage fut écarté, de même qu'un autre amendement interdisant aux étrangers l'acquisition d'immeubles.

« A la Chambre des Lords les critiques furent plus vives encore contre le projet, considéré comme tout à fait insuffisant. Mais des amendements, l'un tendant à interdire pendant dix ans aux naturalisés de voter aux élections du Parlement, l'autre leur refusant l'accès du Conseil privé, furent écartés... »

Telles sont les grandes lignes de l'importante loi de 1918 et le caractère général des débats qui en ont précédé le vote.

Causes de dénaturalisation.

La loi de 1918 prévoit un assez grand nombre de causes de dénaturalisation; elle les énumère dans le plus complet désordre; nous ne suivrons donc, pour les exposer, l'ordre du texte; nous essayerons au contraire de les présenter suivant une classification logique :

I. — *Dénaturalisation pour actes commis par l'étranger en vue d'obtenir la naturalisation.* ~~La loi de 1918 prévoit que le~~

La loi de 1918 reproduit d'abord la disposition de l'article 7 de la loi de 1914 : « Quand le Secrétaire d'Etat est convaincu qu'un certificat de naturalisation accordé par lui a été obtenu par fausse déclaration ou par fraude... »

La loi de 1918 ajoute cependant : « ou en dissimulant certains faits importants... »

II. — *Dénaturalisation pour actes commis par le naturalisé avant sa naturalisation.*

La loi de 1918 prévoit que le Secrétaire d'Etat pourra révoquer le certificat de naturalisation dans les cas où le naturalisé n'avait pas, au moment où il a été naturalisé, ce que les Anglais appellent « a good character », terme assez imprécis, qui peut signifier que

l'individu n'avait pas une bonne moralité ou qu'il n'avait pas une bonne réputation, ou les deux à la fois.

Voilà une formule qui nous paraît regrettablement élastique; et d'autre part il nous semble quelque peu paradoxal de permettre au Secrétaire d'Etat de révoquer un certificat qu'il n'aurait pas dû accorder si l'enquête sur l'impétrant avait été bien faite; car il faut remarquer que le cas présent est différent de celui où il y a dissimulation frauduleuse de certaines circonstances par le naturalisé.

III. — *Dénaturalisation pour des actes commis par le naturalisé postérieurement à la naturalisation.*

a) Pour défaut de résidence dans l'Empire britannique :

Le Secrétaire d'Etat pourra révoquer le certificat lorsque le naturalisé aura, depuis la date de la délivrance du certificat, pendant une période de sept années au moins, résidé habituellement en dehors de l'étendue de la domination britannique autrement qu'en qualité de représentant d'un commerçant, sujet britannique, d'une maison de commerce ou d'une société commerciale britanniques, ou d'un établissement fixé dans l'étendue de la domination britannique, ou qu'au service de la Couronne; et n'aura pas conservé de lien substantiel avec l'Empire britannique...

b) Pour des condamnations pénales de droit commun.

Le Secrétaire d'Etat pourra révoquer le certificat lorsque, dans les cinq années qui suivront la délivrance du certificat, le naturalisé aura été condamné par un tribunal britannique à un emprisonnement de douze mois au moins, ou à la peine de la servitude, ou à une amende de cent livres au moins...

c) Pour des actes et infractions de nature politique.

1. Une disposition très générale qui figure au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1918 permet au Secrétaire d'Etat de

révoquer le certificat lorsque le naturalisé a montré par ses actes ou ses discours son peu d'affection pour Sa Majesté ou sa déloyauté envers elle...

2. Le certificat pourra également être révoqué lorsque le naturalisé aura, au cours de toute guerre où Sa Majesté sera engagée, illégalement fait du commerce ou communiqué avec l'ennemi, ou avec un sujet d'un Etat ennemi, ou se sera occupé de ou associé à une affaire qu'il savait avoir pour but de porter assistance à l'ennemi au cours de ladite guerre...

IV. — *Dénaturalisation motivée par les dispositions de la loi d'un Etat ennemi.*

La loi de 1918 autorise le Secrétaire d'Etat à révoquer le certificat accordé à tout individu qui, en vertu de la loi d'un Etat en guerre avec Sa Majesté, demeure sujet dudit Etat...

Cette disposition a été insérée dans la loi dans un but de défense contre les dispositions de la loi allemande sur la nationalité de 1913, dite loi Delbrück.

D'ailleurs la loi de 1918 est essentiellement une loi de circonstance, une loi de guerre; cela ressort nettement des débats parlementaires; la loi a été votée pour introduire dans le Code de la nationalité les trois dernières causes de dénaturalisation, car l'opinion publique réclamait des mesures exceptionnelles de défense contre les naturalisés d'origine ennemie.

Enfin il est à remarquer que dans tous les cas, le Secrétaire d'Etat devra être convaincu que le maintien du certificat est contraire à l'ordre public; ainsi l'obligation qui lui est faite de révoquer les certificats de naturalisation dans les cas énumérés n'est pas absolument impérative, il conserve un certain pouvoir d'appréciation.

Procédure. — Nous venons de voir que le Secrétaire d'Etat a

un pouvoir à peu près discrétionnaire d'appréciation pour révoquer par arrêté des certificats de naturalisation.

Cependant, il pourra, s'il l'estime opportun, avant de prendre son arrêté, prescrire une enquête; et dans les cas où le naturalisé sera soupçonné du chef de :

fausses déclarations,
fraude,
dissimulation de faits importants,
déloyauté envers Sa Majesté,
commerce avec l'ennemi,
conservation de sa nationalité d'origine,

le Secrétaire d'Etat devra, par avis donné ou envoyé à la dernière adresse connue du porteur du certificat, lui donner la faculté de réclamer une enquête; et si l'intéressé réclame une enquête, le Secrétaire d'Etat sera dans l'obligation d'y faire procéder.

Procédure d'enquête. — L'enquête sera faite par une Commission constituée à cet effet par le Secrétaire d'Etat et présidée par une personne (nommée par le Secrétaire d'Etat avec l'approbation du Lord Chancelier), remplissant ou ayant rempli de hautes fonctions judiciaires; l'enquête sera conduite conformément aux instructions que pourra donner le Secrétaire d'Etat.

Toute enquête de cette nature pourra, si le Secrétaire d'Etat y consent, être faite non comme il a été ci-dessus indiqué, mais par la Haute-Cour, et la procédure en sera dans ce cas réglée conformément aux règles de ce tribunal.

Toute Commission nommée comme il a été indiqué aura tous les pouvoirs qu'a la Haute-Cour, notamment en ce qui concerne les témoins, la production de documents et la punition des individus coupables d'outrage ou désobéissance à la Commission.

Dans le cas où un individu réside dans le Royaume-Uni, mais

où c'est dans une autre partie de l'Empire britannique qu'un certificat de naturalisation lui a été accordé, le Secrétaire pourra révoquer le certificat, mais seulement d'accord avec le gouvernement de cette partie de l'Empire dans laquelle le certificat a été accordé.

Effet de la révocation du certificat de naturalisation pour le dénaturalisé.

En vertu de l'article 7, paragraphe 3 de la loi de 1918, quand un certificat de naturalisation sera révoqué, l'ancien titulaire sera considéré comme étranger et comme sujet de l'Etat auquel il appartenait au moment où le certificat a été accordé.

Mesures temporaires et exceptionnelles adoptées par la loi de 1918 en ce qui concerne la naturalisation des ressortissants et anciens ressortissants des Etats ennemis.

1. Quand un certificat de naturalisation a été accordé, dans le Royaume-Uni, pendant la guerre 1914-1918, à un individu qui, au moment de la délivrance du certificat ou auparavant, était ou avait été ressortissant d'un Etat en guerre avec l'Empire britannique au moment de la délivrance du certificat, le Secrétaire d'Etat doit provoquer une enquête pour savoir si le certificat doit être révoqué; cette disposition ne s'applique pas aux individus qui étaient de nationalité britannique à leur naissance.

Cette disposition établit ainsi une révision obligatoire de tous les certificats de naturalisation accordés au cours de la guerre à des ressortissants des Etats ennemis.

2. Avant l'expiration d'une période de dix années à partir de la fin de la guerre, aucun certificat de naturalisation ne peut être accordé dans le Royaume-Uni à un ressortissant d'un Etat qui,

au moment de la promulgation de la loi de 1918, était en guerre avec Sa Majesté; mais cette interdiction ne s'appliquera pas :

1°) Aux individus ayant servi dans les armées de Sa Majesté ou dans celles de ses alliés;

2°) Aux individus d'une race ou d'une communauté notoirement opposée aux gouvernements ennemis;

3°) Aux individus qui étaient sujets britanniques à leur naissance.

CHAPITRE III

Recouvrement de la Nationalité perdue

TITRE PREMIER

Un sujet britannique s'est fait naturaliser à l'étranger ou a opté pour une nationalité étrangère.

L'article 8 de l'Acte de 1870 prévoyait que lorsqu'un sujet britannique était devenu étranger en se faisant naturaliser à l'étranger ou par l'effet d'une déclaration d'extranéité, il pouvait, en remplissant les mêmes conditions et les mêmes formalités que celles qui sont requises dans le cas d'un étranger ordinaire sollicitant un certificat de naturalisation, solliciter du Secrétaire d'Etat ou du Gouvernement un certificat de réintégration dans la nationalité britannique.

Un tel individu recouvrait le statut de sujet britannique seulement à compter de la date à laquelle avait été délivré le certificat de réintégration, avec cette réserve toutefois qu'il n'était pas con-

sidéré comme un sujet britannique dans l'Etat étranger dont il était devenu un ressortissant, à moins qu'il n'eût cessé d'être un ressortissant dudit Etat en vertu de la loi de ce dernier ou par l'effet d'un traité.

Mais le rapport de la Commission de 1901 conclut à l'inutilité de maintenir dans ce cas la distinction ainsi faite par l'Acte de 1870 entre la réintégration et la naturalisation ; cette observation était très juste, car les conditions exigées pour la réintégration et celles exigées pour la naturalisation étaient exactement les mêmes. Le législateur suivit la recommandation de la Commission, car aucune loi subséquente ne fait mention des certificats de réintégration.

TITRE II

Une femme sujette britannique est devenue étrangère par son mariage avec un sujet étranger.

Nous étudierons la question très complexe de la nationalité de la femme mariée dans un chapitre spécial; cependant, pour respecter l'ordre logique de notre classification, et pour faciliter la tâche de ceux qui voudraient consulter notre travail, nous croyons devoir indiquer brièvement ici les solutions relatives à cette question :

En vertu du paragraphe 2 de l'article 10 de l'Acte de 1870, l'Anglaise d'origine veuve d'un étranger, si elle voulait recouvrer la nationalité britannique, que, nous le verrons plus loin, elle avait perdue du fait de son mariage dans la plupart des cas, ne bénéficiait d'aucune facilité spéciale : elle devait satisfaire aux conditions et remplir les formalités habituelles de la naturalisation; la loi ne prévoyait pas le cas de la femme divorcée, mais très vraisemblablement la règle était la même, dit le rapport de la Commission de 1901.

Ladite Commission, examinant la question de la réintégration de la veuve d'origine anglaise, conclut qu'il n'y avait pas lieu de la dispenser des conditions et des formes habituelles de la natura-

lisation, et préconisa le maintien des dispositions de la loi de 1870 en la matière.

Mais le législateur de 1914 ne suivit pas cette recommandation.

La loi de 1914 en effet pose les deux règles suivantes :

1° En vertu de l'art. 11, lorsqu'une femme qui était antérieurement à son mariage de nationalité britannique, devient étrangère du fait de son mariage, elle ne cesse pas d'être étrangère par le seul fait du décès de son mari ou de la dissolution du mariage.

De même, une femme étrangère avant son mariage, et devenue sujette britannique du fait de son mariage, ne cessera pas d'être sujette britannique du seul fait du décès de son mari ou de la dissolution du mariage.

Cette première règle est conforme à l'état de choses établi par la loi de 1870.

2° Mais dans un autre article le législateur de 1914 s'est nettement écarté de la solution adoptée en 1870 et approuvée par la Commission de 1901; en effet, en vertu de l'article 2, paragraphe 5, lorsqu'une femme qui était sujette britannique d'origine avant son mariage avec un étranger, et dont le mari est décédé ou dont le mariage a été dissous, sollicite sa réintégration dans la nationalité britannique, les conditions de résidence exigées d'une manière générale pour la naturalisation ne sont pas requises. Cette solution équitable a été, nous le verrons plus loin, adoptée sous la pression de la propagande des groupements féministes.

CHAPITRE IV

Effets du changement de Nationalité du père de famille sur la Nationalité de la femme et des enfants

TITRE PREMIER

Effets sur la nationalité de la femme.

Bien que nous examinions en détail toutes les questions relatives à la nationalité de la femme mariée dans un chapitre postérieur, nous indiquerons ici brièvement, pour les raisons que nous avons exposées au chapitre précédent, les solutions adoptées en la matière par le droit anglais :

1°) *Le mari acquiert la nationalité britannique.*

L'Acte de 1844 disposait que la femme d'un sujet britannique de naissance ou naturalisé devait être considérée comme naturalisée et jouir de tous les droits et privilèges d'une sujette britannique de naissance.

L'Acte de 1870 adopta le principe général que la nationalité

de la femme devait être la même que celle de son mari; il en résultait que l'acquisition de la nationalité britannique par le mari entraînait pour sa femme ladite acquisition.

Cette solution fut approuvée par la Commission de 1901, et reproduite par l'article 10 de l'Acte de 1914.

Par conséquent, dans l'état actuel de la législation, la femme acquiert la nationalité britannique lorsque le mari l'acquiert.

2°) *Le mari perd la nationalité britannique.*

a) Par naturalisation à l'étranger ou par l'effet d'une déclaration d'extranéité.

La loi de 1870 ne contenait aucune disposition spéciale à ce sujet : par conséquent, en vertu du principe général qu'elle avait posé, la femme, adoptant en tous cas la nationalité de son mari, perdait la nationalité britannique.

La Commission de 1901 ne fit pas non plus d'allusion à cette question.

Mais la loi de 1914, dans son article 10, prévoit que la femme aura le droit, dans le cas où son mari perd la nationalité britannique, de faire une déclaration à l'effet de la conserver.

b) Par retrait de la naturalisation.

En vertu de l'article 7 de l'Acte de 1918, quand un certificat de naturalisation sera révoqué, le Secrétaire d'Etat pourra, par décret, prescrire que la femme et les enfants mineurs (ou certains d'entre eux) de l'individu dont le certificat aura été révoqué, cesseront d'être sujets britanniques; mais si le Secrétaire d'Etat ne croit pas devoir prendre un décret de cette nature, la femme et les enfants mineurs du dénaturalisé demeureront sujets britanniques.

Cependant :

a) La femme du dénaturalisé aura la faculté, dans les six mois du décret de révocation, de faire une déclaration d'extranéité, qui aura pour effet de lui faire perdre la nationalité britannique ainsi qu'aux enfants mineurs des époux.

b) Le Secrétaire d'Etat ne prendra pas le décret prévu au précédent paragraphe dans le cas d'une femme sujette britannique d'origine, à moins qu'il ne soit convaincu que, si elle avait été titulaire d'un certificat de naturalisation pour son propre compte, il y aurait eu lieu de révoquer ledit certificat; dans ce cas l'enquête sera faite comme dans les cas ordinaires.

TITRE II

Effets sur la nationalité des enfants.

A) *Majeurs.* — Leur condition n'est nullement affectée par le changement de nationalité du chef de famille ; ainsi si leur père est naturalisé, sujet britannique, et s'ils veulent acquérir, eux aussi, la nationalité britannique, ils doivent former personnellement une demande de naturalisation.

B) *Mineurs.* — I. *Le chef de famille acquiert la nationalité britannique par naturalisation.*

Il y a deux cas à examiner :

a) L'enfant est né avant la naturalisation du père ;

b) il est né après.

a) *Enfants nés avant la naturalisation du chef de famille.*

La loi de 1870 disposait que tout enfant né à l'étranger, que ce fût avant ou après la naturalisation britannique du chef de famille, et qui au cours de son enfance était venu résider dans le Royaume-Uni avec son père ou sa mère (veuve) devait être considéré comme un sujet britannique naturalisé. Il y avait également dans cette loi une disposition réintégrant dans la nationalité britannique tout enfant dont le père ou la mère (veuve) avait été lui-même réintégré dans la nationalité britannique.

La Commission examinant d'abord les cas des enfants nés avant la naturalisation, estima que la loi manquait sur ce point de clarté et de précision : que fallait-il entendre exactement par l'expression « au cours de son enfance », « during infancy » ? Sans doute une partie de l'enfance d'assez longue durée pour constituer la résidence ; c'était donc dans chaque espèce une question de fait, il n'y avait aucun critère précis.

Aussi la Commission recommanda-t-elle que, si le chef de famille le désirait et si le Secrétaire d'Etat y consentait, les enfants fussent naturalisés en même temps que le chef de famille et que leur nom fût porté sur le certificat de naturalisation délivré à celui-ci. La seule condition qui paraissait requise à la Commission, était que le chef de famille déclarât son intention de faire résider l'enfant avec lui dans l'étendue de la domination britannique ; naturellement le Secrétaire d'Etat devait conserver un pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser la naturalisation des enfants. Enfin la Commission recommandait que dans l'année qui suivrait sa majorité l'enfant ainsi naturalisé eût la faculté de redevenir étranger par l'effet d'une déclaration d'extranéité.

Ces recommandations furent suivies très exactement par le législateur de 1914 ; voici en effet le texte de l'article 5 de la loi :

Paragraphe 1^{er}. — Lorsqu'un étranger obtient un certificat de naturalisation, le Secrétaire d'Etat peut, s'il le juge opportun, et sur la demande de l'étranger, porter sur le certificat le nom de tout enfant mineur de cet étranger né antérieurement à la délivrance du certificat ; de ce fait l'enfant, s'il n'est pas déjà un sujet britannique, le devient ; mais il peut faire, dans l'année qui suit sa majorité, une déclaration d'extranéité en conséquence de laquelle il cesse d'être un sujet britannique.

Paragraphe 2. — Le Secrétaire d'Etat a un pouvoir discrétionnaire

tionnaire pour accorder à tout mineur un certificat de naturalisation, même si les conditions requises par l'acte de 1914 ne sont pas remplies.

Paragraphe 3. — Excepté dans les cas ci-dessus mentionnés, il ne pourra être accordé de certificat de naturalisation à un incapable.

b) *L'enfant est né après la naturalisation.*

La loi de 1870 ne distinguait pas entre les enfants nés avant ou après la naturalisation; par conséquent un enfant né à l'étranger d'un père naturalisé n'était lui-même naturalisé que s'il venait résider dans le Royaume-Uni avec son père.

La Commission de 1901, qui estimait que les différences entre les sujets britanniques de naissance et les sujets britanniques par naturalisation devaient autant que possible disparaître, recommanda qu'on fit un sujet britannique de tout enfant d'un père naturalisé, qu'il fût né ou non en territoire britannique.

Le législateur de 1914 et celui de 1922, nous l'avons vu dans le chapitre consacré à la nationalité d'origine, suivirent fidèlement cette recommandation : la loi de 1914 dans son article 1^{er}, paragraphe (b); la loi de 1922 dans son article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

II. — *Le chef de famille perd la nationalité britannique.*

a) *En se faisant naturaliser à l'étranger ou par une déclaration d'extranéité.*

En vertu de la loi de 1870, lorsque le père ou la mère (veuve) avait perdu la nationalité britannique de cette manière, tout enfant qui au cours de son enfance et après la naturalisation de ses parents à l'étranger était venu résider dans le pays où ses parents s'étaient fait naturaliser, et qui en vertu de la loi de ce pays en devenait un sujet, perdait la nationalité britannique.

La Commission de 1901 fit relativement à cette question trois observations :

1°) Elle posa le principe que, lorsque le père perd la nationalité britannique, que ce soit par une déclaration d'extranéité ou de toute autre manière, la nationalité de l'enfant doit dépendre de celle du père : l'enfant devait donc perdre la nationalité britannique dès l'instant où son père la perdait.

2°) Elle examina ensuite le cas particulier suivant : une femme d'origine britannique épouse un étranger, perdant ainsi la nationalité britannique ; puis elle reste veuve avec des enfants mineurs. Son foyer, ses intérêts se trouvent dans le Royaume-Uni ; elle désire que ses fils mineurs entrent dans l'armée, la marine ou l'administration britannique. Cependant elle ne peut être, en vertu de la loi de 1870, réintégrée dans la nationalité britannique sans satisfaire à la condition de résidence de cinq ans, et en conséquence, en vertu de la même loi, ses fils ne peuvent pas obtenir la naturalisation nécessaire en résidant avec elle.

Pour porter remède à une telle situation, la Commission recommanda que dans certaines circonstances laissées à l'appréciation du Secrétaire d'Etat, celui-ci reçût de la loi la faculté de naturaliser des mineurs sans qu'ils satisfassent aux conditions habituelles.

Dans la loi de 1914, deux dispositions sont venues parer aux inconvénients de la situation envisagée par la Commission : le paragraphe 5 de l'article 2 dispense la veuve d'origine britannique devenue étrangère par mariage de la condition de résidence pour obtenir sa réintégration, et le paragraphe 2 de l'article 5, nous l'avons vu, donne au Secrétaire d'Etat un pouvoir discrétionnaire pour accorder un certificat de naturalisation à un mineur en dehors des conditions prévues par la loi.

3°) La Commission examina enfin la situation des enfants mineurs d'une veuve de sujet britannique qui perd la nationalité britannique par mariage avec un étranger. L'article 10, paragraphe 3 de l'Acte de 1870, dit le rapport de 1901, ne donne pas une solution bien nette : les uns estiment que si la veuve acquiert par son second mariage une nationalité étrangère, et si l'enfant du premier lit vient résider avec elle à l'étranger, et y acquiert la nationalité de sa mère par naturalisation, il perd la nationalité britannique. Cependant des doutes avaient été exprimées sur cette solution, et la Commission recommanda de rédiger la loi plus clairement. Cependant elle ne put se mettre complètement d'accord sur l'amendement. La majorité de la Commission estimait que le remariage d'une veuve anglaise avec un étranger ne devait pas affecter la nationalité des enfants du premier lit, que ceux-ci vinssent ou non résider avec leur mère dans le pays de leur beau-père; et, pour le cas où la loi du pays de leur beau-père leur attribuerait la nationalité dudit pays, la Commission recommandait qu'on leur donnât la faculté de faire une déclaration d'extranéité à leur majorité. La minorité de la Commission estimait qu'il était préférable que les enfants suivissent en tous cas la nationalité de leur mère, mais eussent la faculté à leur majorité de revendiquer par une déclaration *ad hoc* la nationalité britannique. Le législateur de 1914 adopta les vues de la majorité de la Commission, dans l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 12.

Voici en effet le texte de l'article 12 de la loi de 1914, qui s'est inspiré des observations (1) et (3) de la Commission de 1901 :

PARAGRAPHE I. — Lorsqu'un individu perd la nationalité britannique, par une déclaration d'extranéité ou de toute autre manière, tout enfant mineur de cet individu perd la nationalité

britannique, à moins que ledit enfant ne soit pas, du fait que son père perd la nationalité britannique, naturalisé dans un autre pays en vertu de la loi dudit pays.

Cependant, dans le cas où la veuve qui est de nationalité britannique épouse un étranger, tout enfant qu'elle a eu du premier mari ne perd pas la nationalité britannique du seul fait du mariage de sa mère avec un étranger, que cet enfant réside ou non dans l'étendue de la domination britannique.

PARAGRAPHE II. — Tout enfant qui a perdu la nationalité britannique peut, dans l'année qui suit sa majorité, faire une déclaration à l'effet de recouvrer la nationalité britannique.

Il est à remarquer que ce dernier paragraphe, d'une portée très large, est absolument nouveau, et n'a pas été envisagé par la Commission de 1901.

b) *Par retrait de la naturalisation.*

L'Acte de 1914, en son article 7, avait bien prévu la révocation du certificat de naturalisation dans certains cas, mais il ne contenait aucune disposition réglant le statut national des enfants mineurs du dénaturalisé.

La loi de 1918 est venue combler cette lacune; l'article 7, que nous avons déjà cité, dispose en effet que les enfants mineurs du dénaturalisé demeureront sujets britanniques, à moins que le Secrétaire d'Etat ne juge opportun d'ordonner qu'ils perdent la nationalité britannique en même temps que leur père; cependant la femme du dénaturalisé aura toujours le droit de faire une déclaration d'extranéité dans les six mois de la révocation du certificat de naturalisation de son mari, et l'effet de cette déclaration sera de lui faire perdre la nationalité britannique et de la faire perdre à ses enfants.

CHAPITRE V

Influence des annexions et cessions de territoire sur la Nationalité des habitants

TITRE PREMIER

Principes généraux du droit international en la matière.

Voici les principes généraux du droit international en la matière, d'après l'ouvrage de M. André WEISS, *Manuel de droit international privé* (p. 165 et suiv.) :

1°) *Quelles personnes doivent subir la dénationalisation résultant d'une cession de territoire.*

a) La cession d'une province ne peut modifier l'état des sujets d'une tierce Puissance, qui y ont leur domicile ou leur résidence. Le traité conclut entre l'Etat cédant et l'Etat cessionnaire, est pour eux *res inter alios acta*, puisqu'ils n'y ont pas été représentés.

b) Les sujets de l'Etat démembré sont donc seuls susceptibles de subir les conséquences d'un traité de cession, si un lien quel-

conque les rattache au territoire cédé. Mais ce lien, de quelle nature doit-il être ? Divers systèmes ont été proposés à cet égard :

1^{er} SYSTÈME. — Tout sujet de l'Etat cédant, qui est *domicilié* au jour de l'annexion sur le territoire cédé, appartient désormais à la nationalité de l'Etat cessionnaire.

Ce changement résulte, dit-on, d'une double présomption de volonté :

1^o) De la part du cessionnaire : il ne veut pas que le territoire annexé soit habité par des étrangers rebelles ; pour cela il lui faut attribuer sa nationalité à tous ceux qui sont établis avec quelque fixité sur le sol annexé, quel que soit d'ailleurs le lien de leur naissance et leur filiation. Peu importe au cessionnaire que les originaires du pays cédé, qui l'ont abandonné pour se fixer au loin, conservent l'allégeance de leur ancienne patrie.

2^o) De la part des individus : ceux qui sont domiciliés sur le territoire annexé y ont des intérêts nombreux, que la cession respecte ; il est donc logique de présumer chez eux, à moins d'une affirmation contraire de volonté, l'intention d'accepter l'état de choses nouveau.

2^e SYSTÈME. — Il confère la nationalité de l'Etat annexant à tous les sujets de l'Etat cédant nés sur le territoire annexé, quel que soit leur domicile au jour de la cession.

En effet, disent les partisans de ce système, aujourd'hui, c'est par l'intérêt des populations que l'on cherche ordinairement à justifier un agrandissement de territoire ; il faut donc considérer autre chose que la relation variable et passagère établie par le domicile entre la personne et le lieu de son habitation ; or le seul lieu indestructible entre l'homme et la terre, c'est la naissance sur le sol, c'est *l'origine*.

3^e SYSTÈME. — Domicile ou origine. — L'annexion doit

atteindre aussi bien les personnes qui sont *originaires* du territoire cédé, sans y avoir leur domicile, que les *domiciliés* non originaires.

4° SYSTÈME. — Domicile *ou* origine, suivant la constitution politique de la province annexée. Cette doctrine a été soutenue par M. CAUWÈS, qui fut professeur à la Faculté de droit de Paris : il faut s'attacher au domicile, lorsque le territoire cédé dépend d'un Etat unitaire, car alors il n'y a aucun motif pour prendre en considération le lieu de naissance de ses habitants ; au contraire, il est permis de s'attacher à l'origine, lorsque le territoire annexé fait partie d'un pays divisé en fractions distinctes, ayant chacune une certaine autonomie, d'un Etat fédéral par exemple.

5° SYSTÈME. — Domicile *et* origine. — Ce dernier système, désireux de restreindre autant que possible les effets de l'annexion, exige, pour que la dénaturalisation se produise, que le domicile et l'origine concourent. Il faut tout à la fois être né sur le territoire annexé et y avoir son domicile.

2°) *A quelles conditions les personnes atteintes par une cession de territoire pourront-elles se soustraire au changement de nationalité qui en résulte ?*

Pour qu'elles soient définitivement dépouillées de leur nationalité primitive, il faut qu'elles aient d'une manière quelconque manifesté l'intention de dénoncer le contrat qui les unit à l'Etat cédant. Cette manifestation résultera tantôt d'un acte de soumission formelle à l'Etat cessionnaire, tantôt du silence même des intéressés.

Mais quand sera-t-il vrai de dire que tel ou tel habitant d'une province cédée a manifesté l'intention de conserver sa nationalité primitive ?

a) Les traités attachent souvent un semblable effet à l'émigration dans un certain délai : c'est alors une option tacite.

b) Souvent aussi, pour qu'aucun doute ne puisse subsister, on joint à l'émigration la nécessité d'une déclaration de volonté, d'une option expresse.

TITRE II

La pratique et la doctrine britanniques.

A. — *Quelles personnes doivent subir la dénationalisation résultant d'une cession de territoire ?*

Auquel des systèmes que nous avons exposés dans la section précédente se rattache la pratique anglaise ?

D'après KEITH (*The theory of State Succession*) il semble que ce soit au premier système, à celui du domicile, mais considérablement élargi ; en effet KEITH déclare que la pratique des gouvernements anglais dans la conclusion des traités a été de considérer la cession comme entraînant l'allégeance de toutes les personnes qui se trouvaient sur le territoire cédé au moment de la cession, qu'elles y fussent nées ou non, qu'elles y fussent domiciliées ou non, à moins qu'une clause expresse leur eût assuré un droit d'option. Le traité de 1783 semble avoir reconnu (cf. FORSYTH, *Cases and opinions*, pp. 266-286) que toutes les personnes se trouvant aux Etats-Unis d'Amérique en 1783 étaient Américaines, à moins qu'elles n'eussent opté pour la nationalisation anglaise, la date fixée étant celle du traité de paix. Les Etats-Unis d'Amérique estimèrent que la date dont il fallait tenir compte était celle de la Déclaration de l'Indépendance. Toute personne née avant cette date qui avait quitté le pays avant la

Déclaration, et n'était pas revenue, devenait étrangère; c'était nier la doctrine de l'origine (voir l'affaire *Inglis' Trustees*, 3 Peters, 120 seq. Wharton, ii, 424-430). De même, en vertu de la Convention de Bloemfontein de 1854, tous les sujets britanniques devaient être autorisés à émigrer dans les trois ans, en transférant tous leurs biens; de même aussi en vertu de la Convention de Sand River de 1852, tous les sujets britanniques pouvaient émigrer, en vendant leurs biens. Ces conditions prouvent que, normalement, toutes les personnes qui se trouvaient sur les territoires cédés perdaient leur nationalité, et que seules ces personnes la perdaient. Ainsi dans le cas des cessions du Transvaal, en 1881 et 1884, l'ensemble des personnes qui y résidaient semblent avoir été reconnues comme perdant leur nationalité. Il importe à ce propos de remarquer la règle de la constitution du Transvaal quant à la qualité de citoyen. En vertu de la loi n° 3 de 1894, pour être un citoyen il faut s'être établi dans la République avant le 27 mai 1876, ou y être né ou avoir été un citoyen à franchise de territoires amalgamés avec la République Sud-Africaine par traité, cession ou annexion. La Constitution de la Colonie de la Rivière Orange (chap. I^{er}, 1^{re} partie, parag. 1^{er}) dispose que tous les individus de race blanche nés avant ou après le 23 février 1854 d'individus résidant dans l'Etat libre d'Orange, seront des citoyens, de même que tous les individus qui sont devenus des citoyens en vertu de la Constitution.

Cela signifie que tout individu qui n'aurait pas usé de son droit d'option en quittant l'Etat libre d'Orange en 1854 devenait un citoyen et que ses enfants le devenaient aussi.

Cependant, dans deux cas particuliers, le gouvernement britannique a conclu des traités de cession inspirés du second système, celui de l'origine. En effet le traité relatif à la cession

d'Héligoland, du 1^{er} juillet 1890, dispose (art. 12 (2) que : « Le gouvernement allemand accordera à tous les individus *nés* dans les pays cédés le droit d'opter pour la nationalité britannique par le moyen d'une déclaration faite par eux, et dans le cas d'enfants mineurs par leurs parents ou tuteurs ; cette déclaration devra être faite avant le 1^{er} janvier 1892 ». Le traité du 8 avril 1904 avec la France dispose que (art. 7) : « Les individus *nés* sur les territoires cédés à la France par les art. 5 et 6 de la présente convention peuvent conserver la nationalité britannique en faisant une déclaration individuelle à cet effet devant une autorité compétente ; pour les enfants mineurs la déclaration pourra être faite par leurs parents ou tuteurs. Le délai accordé est d'un an à compter du jour où les autorités françaises auront pris possession des territoires cédés ». Ces deux cas sont cependant quelque peu exceptionnels, car ni à Héligoland, ni dans les îles de Los, ni à Yarbutenda, les territoires cédés, il n'y avait de résidents britanniques qui n'y fussent pas nés ; et d'autre part il y avait fort peu de sujets qui y étaient nés qui résidassent ailleurs au moment de la cession. Pourtant il y avait quelques Héligolandais, et on a toujours considéré qu'ils devaient opter s'ils ne voulaient pas perdre leur nationalité, et HALL (p. 573) semble considérer cela comme raisonnable. Ce n'est pas l'avis de KEITH, qui se prononce pour le principe suivant : « La cession change *ipso facto* la nationalité de tous les individus sujets de l'Etat cédant, domiciliés et présents sur le territoire cédé à la date de l'entrée en vigueur de la cession ; elle change aussi celle des individus domiciliés sur le territoire cédé, mais non présents à cette date, s'ils y retournent peu après la cession. »

KEITH croit devoir considérer comme un cas spécial *la succession d'Etat par conquête* : Dans ce cas, dit-il, les règles qu'on

peut déduire de la pratique existante ne sont pas bien certaines. On admet cependant généralement que le conquérant a droit à l'allégeance de tous les individus qui se trouvent en fait sur le territoire conquis au moment de la conquête. En ce qui concerne l'Angleterre, cette règle est clairement posée par Lord MANSFIELD dans l'affaire Hall v. Campbell (1 Cowper, 208).

La question de savoir si un individu ne se trouvant pas en fait sur le territoire au moment de l'annexion doit être considéré comme devenant *ipso facto* un sujet du conquérant, n'a pas été nettement tranchée; mais il n'y a aucun précédent étendant nécessairement la nationalité du conquérant à un individu qui ne se trouvait pas sur le territoire cédé, et qui ne demande pas de son plein gré la nouvelle nationalité ou qui ne revient pas s'établir sur le territoire cédé. C'est d'ailleurs là, semble-t-il la règle suivie par la Grande-Bretagne en 1886 lorsqu'elle s'annexa Upper Burma, et en 1900 lorsqu'elle s'annexa le Transvaal et l'Etat libre d'Orange. Tous les individus se trouvant sur ces territoires à la date de l'annexion devinrent, *ipso facto*, sujets britanniques, mais la nationalité britannique n'était pas imposée aux individus ne se trouvant pas sur ces territoires à moins qu'ils ne revinssent vivre au Transvaal ou dans la Colonie de la Rivière Orange. Ceux qui désiraient devenir sujets britanniques n'avaient qu'à le demander, mais encore fallait-il qu'ils le fissent; cela ne leur était pas imposé. KEITH et WESTLAKE approuvent tous deux hautement cette règle (Keith, p. 46; Westlake, t. I, p. 70). La plupart des auteurs d'ailleurs n'examinent pas ce point en détail, mais se contentent d'énoncer un principe général quant au changement de nationalité; HALL, par exemple, écrit (p. 571) : « L'Etat conquérant est investi de la souveraineté sur tous les sujets d'un Etat intégralement conquis. » Il y a, cependant, une tendance à

aller dans d'autres cas jusqu'à poser en principe que tous les individus ont le droit, qu'il s'agisse de cession ou de conquête, de s'expatrier et conserver leur ancienne allégeance. HALLECK (t. II, p. 486 et 487) et CALVO (paragr. 2467), suivant en cela BURLAMAQUE et le chief justice MARSHALL, posent ce principe. RIVIER (p. II, p. 438 et 439) reconnaît que le droit international n'est pas encore fixé sur ce point, mais approuve l'opinion de HALLECK, en raison de l'usage presque universel de la clause d'option dans les traités de cession, et de la liberté générale d'émigration qui règne de nos jours. WESTLAKE (t. I, p. 70 et 71), qui, comme nous l'avons vu, refuse l'attribution obligatoire de la nouvelle nationalité aux sujets résidant à l'étranger, estime que la nationalité du conquérant ne s'impose pas aux individus qui quittent le pays sans retard, et répudiant toute attache avec le conquérant, ne reviennent dans le pays conquis qu'à titre purement temporaire. La raison qu'il en donne est que l'allégeance n'est pas un lien purement personnel, et ne peut pas par conséquent être réclamée par le successeur pour la seule raison qu'elle était due au prédécesseur. KEITH estime que cet argument ne peut s'appliquer dans le cas de personnes qui se trouvent sur le territoire au moment de son annexion; leur présence en effet les place sous l'allégeance personnelle du conquérant, qui peut, s'il le veut, employer la force pour retenir ses nouveaux sujets. D'ailleurs KEITH fait remarquer que la coutume des nations semble se prononcer aussi contre le changement obligatoire de nationalité des sujets de l'Etat annexé résidant à l'étranger; la jurisprudence américaine et anglaise ne l'admettent pas.

B. — *A quelles conditions les personnes atteintes par une cession de territoire pourront-elles se soustraire au changement de nationalité qui en résulte ?*

La pratique britannique a-t-elle adopté le système de l'option tacite par émigration ou celui de l'option expresse ?

KEITH expose que, dans les traités, il a été généralement exigé des individus qui optaient pour leur ancienne nationalité qu'ils quittassent le territoire cédé et vendissent leurs biens immobiliers dans le délai fixé par le traité; ce délai était de trois ans dans la Convention de Bloemfontein de 1854: la Convention de Sand River ne fixait aucun délai; mais toutes deux imposaient l'émigration et la vente des biens immobiliers. Mais ni le traité anglo-allemand de juillet 1890, ni le traité franco-anglais du 8 avril n'imposent l'émigration ni la vente des biens immobiliers; KEITH approuve vivement la règle observée dans ces deux derniers traités.

Cependant la jurisprudence semble s'être ralliée au système de l'option tacite dans les cas douteux :

Dans l'affaire *LEMKUHL v. KOCK* (1903, O. R. C. Reports, p. 77) il fut jugé par la Cour Suprême du Transvaal qu'un Boer qui, après l'annexion, avait prêté le serment d'allégeance et choisi de demeurer dans le pays, était devenu sujet britannique. Dans l'affaire *WESSELS v. OLIVIER* (1903, O. R. C. Reports, 49), jugée également par la Cour Suprême du Transvaal, le seul argument invoqué pour justifier la nationalité britannique de *WESSELS* fut qu'il s'était rendu et qu'il avait été envoyé au Basutoland. Sir J. ROSE-INNES, C. J., déclara : « Il ne suffit pas de prouver qu'il était sujet britannique. Le seul fait de l'annexion du pays ne pouvait suffire à lui donner cette qualité. Il pourrait, s'il le voulait, quitter le pays, aller vivre ailleurs. Le fait de l'annexion ne fait des individus vivants dans les pays annexés des sujets de l'Etat annexant que si, dans un délai raisonnable, ils montrent par leur conduite ou leurs actes qu'il leur convient de devenir

des sujets de la puissance conquérante. Il est vrai que WESSELS fut envoyé au Basutoland, mais nous ne savons pas pourquoi il y fut envoyé, et le seul fait de la reddition n'est pas suffisant ». Ce juge ne citait aucun précédent en faveur de sa thèse, mais celle-ci était clairement aussi celle de la Haute-Cour de la Colonie de la Rivière Orange; dans l'affaire *RABIE v. JANSSEN* (*ibidem*, p. 72), jugée en 1902, il fut décidé qu'un « burgher », qui avait prêté en 1902 un serment de neutralité, ne devenait pas par ce fait un ennemi de l'armée boer. Ce qui signifie qu'il ne devenait pas un sujet britannique, car une affaire *LEMKUHL v. KOCK* montre qu'un sujet britannique était, *ipso facto*, un ennemi (cf. aussi *DUPLESSIS v. BOSMAN*, *ibid.*, p. 28). Une opinion semblable fut exprimée par le « chief justice » du Cap de Bonne-Espérance dans l'affaire *THE QUEEN v. JIZUA* (4 Cape Times Reports, 383).

C. — *Un cas spécial : quid des individus naturalisés par l'Etat cédant qui se trouvent sur le territoire cédé ou conquis ?*

Les règles relatives aux individus naturalisés, écrit KEITH, sont probablement les mêmes que celles relatives aux sujets de naissance, dans tous les cas où cela est possible. D'après la jurisprudence américaine, cependant, les citoyens naturalisés qui doivent une allégeance purement statutaire, dit KEITH (remarquons que KEITH emploie ici inexactement le terme d'allégeance : un citoyen ne peut devoir l'allégeance, seul un sujet le peut), sont, lorsqu'ils en sont déliés, réintégrés dans leur statut d'origine (*TOBIN v. WALKINSHAW*, cité par WHARTON, t. II, p. 431). Il ne semble pas, cependant, qu'il y ait un précédent anglais important en ce sens, et dans la pratique il apparaît qu'on a toujours considéré que les sujets naturalisés deviennent des sujets du conquérant dans tous les cas où les sujets de naissance le deviennent.

C'est ainsi que tous les individus naturalisés au Transvaal ou dans la Colonie de la Rivière Orange qui, s'ils en avaient été des citoyens de naissance, seraient devenus des sujets britanniques, ont été considérés comme étant devenus des sujets britanniques du fait de l'annexion. Il faut reconnaître cependant, dit KEITH, que cette règle met les personnes naturalisées dans une situation quelque peu désavantageuse, car elles sont privées du privilège de l'option, dans les cas où, dans les termes du traité, ce privilège n'est accordé qu'aux personnes nées sur le territoire cédé. Mais, en général, ajoute KEITH, on peut invoquer que le naturalisé est principalement attaché au territoire — ceci était certainement vrai dans le cas des individus naturalisés au Transvaal et dans la Colonie de la Rivière Orange, et qu'il ne souffre guère de devenir citoyen de l'Etat annexant en cessionnaire. Nous croyons devoir faire toutes réserves quant à cette théorie de KEITH, qui ne nous paraît être vraisemblable que dans les cas d'annexions coloniales. HALLECK (p. II, p. 489), au contraire, estime que les citoyens naturalisés et les étrangers domiciliés sur le territoire peuvent rester des étrangers pour le conquérant, dans les mêmes conditions que les citoyens d'origine, c'est-à-dire en quittant le pays. A son avis le critère du transfert de nationalité est le domicile (p. 488).

D. — *Effets de l'option.*

Comme nous l'avons vu, pratiquement tous les traités modernes permettent à ceux dont la nationalité est changée *ipso facto* d'opter pour leur ancienne nationalité. S'ils optent dans ce sens, ils sont considérés comme n'ayant jamais perdu leur nationalité. Il y a une disposition en ce sens dans le traité franco-anglais du 8 avril 1904. WESTLAKE constate et approuve cette règle (p. I, p. 73). Quel est le fondement logique de cette règle ? KEITH et

WESTLAKE ne sont pas d'accord. KEITH écrit (p. 45) : « Si la cession change la nationalité *ipso jure*, on pourrait dire que ces individus perdent leur nationalité et ne la recouvrent que par le fait de leur option; mais il est probablement plus exact de considérer qu'accorder un droit d'option, c'est créer un statut intermédiaire pour la durée du délai pendant lequel l'option est possible ». WESTLAKE au contraire estime que provisoirement ces individus doivent acquérir la nouvelle nationalité, pour la raison que le nombre de ceux qui acceptent la nouvelle nationalité est de beaucoup plus grand. KEITH estime ce raisonnement peu satisfaisant; il pense d'autre part que le fait qu'un individu qui a le droit d'opter restera sans nationalité pendant un an ou deux n'a pas d'importance, car il existe déjà un grand nombre d'individus sans nationalité.

E. — *Effets de l'acquisition par les habitants du territoire cédé de la nationalité de l'Etat cessionnaire.*

KEITH fait remarquer que la qualité de citoyen obtenue par conquête ou cession peut ne pas englober tous les droits ordinaires du citoyen, tels qu'ils sont accordés dans les provinces le plus favorisées du conquérant. Les droits obtenus sont ceux de citoyens d'une province cédée ou conquise, et par conséquent sont déterminés, non par le droit international mais par le droit public interne des pays intéressés; c'est le cas en droit anglais, où le citoyen d'un pays conquis dépend entièrement, quant aux droits politiques, de la volonté de la Couronne ou du Parlement (HALLECK, t. II, p. 491).

CHAPITRE VI

Influence du mariage sur la Nationalité de la femme

Nous estimons opportun de consacrer un chapitre spécial à ce sujet, car il a, dans les dernières années, considérablement attiré l'attention de l'opinion publique et des législateurs de presque tous les pays.

C'est la guerre qui a surtout mis la question à l'ordre du jour : les dispositions de lois relatives à la nationalité ont créé de douloureux conflits, des situations pénibles à l'intérieur des familles dont tous les membres n'étaient pas originaires du même pays : des Françaises, des Anglaises, mariées à des ressortissants des Etats ennemis, ayant de ce fait acquis la nationalité de leur mari, furent considérées et traitées elles-mêmes comme des ennemies dans leur patrie d'origine. Dans presque tous les pays, un fort mouvement d'opinion se produisit tendant à ce que la femme pût conserver sa nationalité propre en épousant un étranger.

Cette modification aux lois fut aussi réclamée impérieusement par les organisations féministes, surtout dans les pays anglo-saxons, au nom du principe bruyamment proclamé de l'égalité des sexes. L'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes, comprenant que des réformes faites séparément dans les diffé-

rents pays n'apporteraient pas une solution définitive, mais risqueraient de perpétuer les conflits de lois actuels ou d'en créer même de nouveaux, soumit un projet de convention internationale.

La question fut également étudiée par des académies de juristes et notamment par l'*International law Association*. A sa session de 1922 la question fut posée par un délégué français, M. Albert LEGRAND, avoué près le Tribunal civil de la Seine, qui préconisa l'adoption de la règle ci-après : « La femme qui épouse un homme d'une autre nationalité que la sienne conserve sa nationalité propre à moins qu'elle ne manifeste la volonté d'acquérir celle de son mari » ; et au cours de la même session, la motion suivante, présentée par M. BAUDELLOT, avocat à la Cour de Paris, fut votée : « La Conférence sans vouloir examiner présentement la question des droits des femmes qui relève plus spécialement de la législation intérieure de chaque pays, estime qu'il serait désirable de fixer uniformément par traités la nationalité des femmes mariées et de leur réserver autant que possible le droit de choisir leur nationalité ».

L'étude de la question fut reprise à la session suivante qui se tint à Londres en octobre 1923. Un rapport fut lu par le docteur E.-J. SCHUSTER K. C., qui conclut en faveur d'une modification de la plupart des législations existantes. Après avoir décrit l'évolution historique de la question en remontant jusqu'à la Révolution française, il conclut que les dispositions législatives actuelles dans presque tous les pays étaient basées sur un principe dont l'autorité disparaît rapidement dans les pays civilisés, et il insista sur le changement qui a été apporté à la législation en cette matière par le « Cable Act » de 1922 aux Etats-Unis. Il affirma que les objections d'ordre juridique et psychologique qui sont opposées à ceux qui voudraient donner à la femme le droit de

conserver sa nationalité d'origine, ne reposent pas sur une base solide ; l'argumentation en faveur d'un changement, au contraire, dit-il, peut se condenser en la proposition suivante, qui est l'évidence même : « Aucune personne adulte ne peut être automatiquement obligée de changer de nationalité ». Ce n'est pas une conséquence évidente du mariage, dit-il, que le mari et la femme doivent avoir la même nationalité et un tel changement doit coïncider avec un changement dans les sentiments, ce qui n'est pas le cas lorsque la nationalité change automatiquement. C'est pourquoi il convient d'admettre que les femmes qui épousent des étrangers ne doivent acquérir la nationalité de leur mari que si elles en font la demande ; il est à remarquer que ce principe a été appliqué par le projet de loi sur la nationalité qui est actuellement étudié par le Parlement français et sera voté prochainement.

Nous allons donner la traduction intégrale du modèle de convention qui a été rédigé par l'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes, qui a son siège à Londres. Ce projet fut déposé sur le bureau de la Conférence de l'*International Law Association* en 1923 ; la question n'y fut d'ailleurs pas discutée faute de temps :

PRÉAMBULE. — Les parties contractantes reconnaissant qu'il est peu convenable de traiter comme étant de peu d'importance les privilèges et les responsabilités de la nationalité en imposant, sans leur consentement, une nationalité aux femmes mariées, désirant d'autre part prévenir autant que possible les situations pénibles qui naissent du conflit des lois, décident d'adopter, par le présent acte, dans la législation interne de chacune des Hautes Parties Contractantes, des mesures législatives conformes aux principes suivants :

A. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

a) *Effets du mariage.* — La nationalité d'une femme ne sera pas modifiée :

1°) par le seul fait de son mariage;

2°) par un changement de nationalité du mari au cours du mariage.

b) *Changement de nationalité d'une femme mariée.* — Il ne sera porté aucune atteinte aux droits d'une femme de conserver sa nationalité ou de la changer par voie de naturalisation par le seul fait qu'elle est une femme mariée.

c) *Absence de consentement.* — La nationalité d'une femme mariée ne sera pas changée sans son consentement sauf dans les cas où la nationalité d'un homme serait changée sans son consentement.

B. — CONSÉQUENCES.

a) *Rétention de la nationalité.* — Une femme ne perdra pas sa nationalité du fait seul :

1°) qu'elle a épousé un étranger;

2°) qu'au cours du mariage son mari a perdu sa nationalité en se faisant naturaliser dans un autre pays ou de toute autre façon.

b) *Perte de la nationalité.* — Une femme mariée ne perdra sa nationalité que :

1°) dans les mêmes conditions qu'un homme marié peut perdre la sienne, ou

2°) Si au moment de son mariage ou au cours de son mariage elle est considérée par la loi de l'Etat dont son mari est un national comme ayant acquis la nationalité de ce dernier et si elle fait une déclaration d'extranéité.

c) *Acquisition de la nationalité.*

1°) Une étrangère n'acquerra pas du seul fait de son mariage la nationalité de son mari ;

2°) une femme mariée ne sera pas naturalisée par le seul fait que son mari le sera ;

3°) une femme mariée sera naturalisée dans les mêmes conditions que pourra l'être un homme marié ;

4°) des facilités spéciales seront données aux femmes qui désirent acquérir la nationalité de leur mari et des facilités spéciales pourront être données aux maris qui désirent acquérir la nationalité de leur femme.

d) *Réintégration.* — Une femme mariée qui a ou aura perdu sa nationalité pour acquérir celle de son mari aura des facilités spéciales lors de la dissolution de son mariage par décès ou divorce pour se faire réintégrer dans sa nationalité d'origine si elle retourne dans son propre pays.

e) *Dispositions rétroactives.*

1) *Perte de la nationalité par mariage.* — Dans les cas où avant adoption de la législation basée sur les présentes conventions une femme aura perdu sa nationalité :

1°) parce qu'elle a ou aura épousé un étranger ;

2°) parce qu'au cours du mariage son mari a ou aura changé de nationalité, ladite femme après l'adoption de la présente législation sera réintégrée dans sa nationalité d'origine si elle fait une déclaration à cet effet.

2) *Acquisition de la nationalité par le mariage.* — Dans les cas où avant l'adoption de la législation basée sur les présentes conventions, une femme a ou aura par le fait de son mariage, ou par l'effet de la naturalisation de son mari, acquis la nationalité de ce

dernier, elle conservera cette nationalité à moins qu'elle ne passe une déclaration formelle d'extranéité.

f) *Protection pour les femmes rapatriées.*

Si une femme en vertu des lois de son propre pays a perdu sa nationalité d'origine par son mariage, elle aura droit à un passeport et à la protection de l'Etat dont son mari est ressortissant.

g) *Article additionnel applicable seulement dans les Etats où les droits et les devoirs des femmes mariées en ce qui concerne le droit des personnes et le droit des biens dépendent de la nationalité.*

Dans les mariages qui seront célébrés après l'adoption de la législation basée sur les présentes conventions les droits et les devoirs des femmes mariées en ce qui concerne les droits des personnes et le droit des biens seront réglés soit par les lois nationales du mari, soit par celles de la femme, selon le choix conventionnel que les époux feront au moment du mariage. Mais il n'y aura pas de changement dans le régime matrimonial lorsque les mariages auront été célébrés antérieurement à la nouvelle législation.

C. — DURÉE DE LA CONVENTION.

La convention restera en vigueur pendant cinq ans et sauf dénonciation sera tacitement renouvelée tous les cinq ans.

Ce projet de convention fut exposé à la Conférence de l'*International Law Association* par Miss C. MACMILLAN et la proposition du docteur SHUSTER fut adoptée, mais la Conférence n'eut pas le temps de procéder à la discussion.

En 1922, les Etats-Unis modifièrent radicalement leur législation conformément aux principes énoncés par le projet de convention ci-dessus mentionné et par le docteur SCHUSTER. Le Cable Act de 1922 sépare complètement le mariage de la natio-

nalité; une femme qui épouse un citoyen américain ne devient pas par là même citoyenne américaine, elle peut simplement être naturalisée d'après les conditions ordinaires; la seule facilité qui lui est faite est qu'aucune déclaration de son intention de résider aux Etats-Unis n'est requise d'elle et une résidence continue d'un an est substituée dans ce cas à la période ordinaire de cinq ans. D'autre part une Américaine ne cesse pas d'être citoyenne des Etats-Unis par le seul fait qu'elle épouse un étranger, à moins qu'elle ne renonce formellement à sa nationalité d'origine devant un tribunal compétent. Ce n'est que si elle épouse un étranger peu recommandable qu'elle cesse d'être citoyenne américaine.

Si à la dissolution de son mariage elle est citoyenne américaine elle conserve ce statut quel que soit le lieu où elle réside. Si étant encore citoyenne américaine elle réside sans interruption pendant deux ans dans un Etat étranger dont son mari est un ressortissant ou pendant cinq ans continuellement hors des Etats-Unis, elle peut perdre sa nationalité américaine.

D'autre part une femme qui a perdu sa nationalité américaine avant la passation du « Cable Act » par mariage avec un étranger qui pourrait être naturalisé, peut être naturalisée au cours de son mariage.

L'exemple des Etats-Unis suscita un mouvement important en Angleterre, un projet de loi fut déposé par Sir John BUTCHER K. C. Une Commission mixte interparlementaire fut réunie, qui prit l'avis de jurisconsultes éminents mais ne put arriver à se mettre d'accord.

Nous ne pouvons mieux exposer l'état de la question qu'en analysant le résumé très substantiel et très précis des travaux de la Commission qui a été publié par His Majesty's Stationery Office, c'est-à-dire l'Imprimerie Nationale anglaise; cette Commission, composée de membres de la Chambre des Lords et de

la Chambre des Communes, fut formée en mai 1923, et siégea du 8 mai au 17 juillet; elle était formée « en vue d'examiner au point de vue juridique et pratique les questions soulevées par la nationalité des femmes mariées, d'étudier les solutions adoptées par les lois étrangères, enfin de présenter un rapport indiquant si une modification de la loi anglaise était désirable ».

La Commission entendit dix experts comprenant les représentants des Dominions, des Ministères de l'Intérieur, des Colonies et des Affaires étrangères, c'étaient :

MM. BELLOT, SCHUSTER, WYNDHAM, BEWES, de la Commission de la nationalité de l'*International Law Association*, Sir WILLOUGHBY DICKINSON, le Juge Lord YOUNGER, M^{lle} MAC MACMILLAN qui se présenta au nom du Conseil National des Femmes de Grande-Bretagne et de l'Alliance Internationale pour le vote des femmes.

La Commission ne pouvant se mettre d'accord, se borna à publier *in extenso* les débats et les rapports présentés. Voici une analyse du résumé de ces débats :

1) *La nationalité de la femme mariée dans l'histoire du droit anglais.*

Sous le règne de la Common Law la nationalité d'une femme n'était pas affectée par son mariage; si une Anglaise épousait un étranger, elle restait Anglaise; si une étrangère épousait un Anglais, elle demeurait étrangère. La question était dominée par les deux principes de la Common Law que nous avons étudiés :

1°) La nationalité britannique ne pouvait d'une façon générale être conférée que par la naissance sous l'allégeance de la Couronne;

2°) aucun sujet britannique ne pouvait se libérer des obligations et privilèges imposés par la naissance sous l'allégeance du roi; c'était la vieille maxime *Nemo potest exuere patriam*. Le premier

Acte qui porta atteinte à la règle de la Common Law fut celui de 1844 (Victoria 7 et 8, c. 66). L'article 16 de cet Acte stipulait que : « toute femme ayant épousé ou qui épousera un sujet britannique de naissance ou par naturalisation sera considérée comme étant elle-même naturalisée et jouira de tous les droits et privilèges d'un sujet britannique de naissance ».

Il est à remarquer d'ailleurs que même antérieurement à cet Acte une étrangère ayant épousé un sujet britannique était pratiquement traitée comme ayant la nationalité britannique si, au cours de son mariage ou après sa dissolution, elle restait en Grande-Bretagne; et bien qu'avant l'Acte de 1870, la Common Law posât en principe qu'une Anglaise conservait sa nationalité britannique même après son mariage avec un étranger, la pratique du gouvernement britannique était pourtant de la considérer comme une étrangère si elle restait dans le pays de son mari au cours du mariage, mais de lui accorder la protection britannique dans tous les pays autres que celui de son mari.

La situation de l'Anglaise mariée à un étranger fut pour la première fois réglée par la loi par l'Acte de naturalisation de 1870; l'article 10, paragraphe 1^{er}, disposait qu'une femme mariée serait considérée comme une sujette de l'Etat auquel appartenait son mari. La raison qui motivait l'insertion de cette disposition apparaît assez peu clairement dans les débats parlementaires; il semble que l'intention du Parlement fût de rendre la loi anglaise plus conforme aux règles du droit international privé et aux principes réglant la nationalité dans les autres pays; il semble aussi que l'opinion prévalût au sein du Parlement que d'une part la nationalité, si on l'envisageait indépendamment de la question du droit de propriété sur les immeubles, n'avait pas une grande importance pratique; et que d'autre part le statut

légal de la femme mariée ne serait pas modifié, sauf au point de vue moral, par le fait qu'elle prendrait la nationalité de son mari.

Il n'y eut plus de changement dans la législation jusqu'au British Nationality Act de 1914; la situation créée par ledit Acte et par l'Acte additionnel de 1918 est la suivante :

En vertu de l'article 10 de la loi de 1914 « la femme d'un sujet britannique sera considérée comme une sujette britannique et la femme d'un étranger sera considérée comme une étrangère ».

A cette règle générale de 1914 et de 1918 on fit quatre exceptions en faveur de l'Anglaise d'origine :

1°) En vertu de l'article 10 de la loi de 1914 : lorsqu'un sujet britannique perd sa nationalité, sa femme a la faculté de faire une déclaration à l'effet d'exprimer son désir de conserver sa nationalité britannique; dans ce cas elle est considérée comme étant restée sujette britannique;

2°) En vertu de l'article 2, paragraphe 5 de la loi de 1914, une Anglaise mariée à un étranger peut au moment de la dissolution de son mariage, par suite du décès de son mari ou par suite de toute autre cause, obtenir un certificat de naturalisation sans être astreinte à la condition ordinaire de résidence;

3°) En vertu de l'article 10 de la loi de 1914 amendé en 1918, « lorsqu'un étranger est le sujet d'un Etat en guerre avec Sa Majesté, sa femme a la faculté, si elle est née Anglaise, de faire une déclaration par laquelle elle exprime son désir de recouvrer la nationalité britannique. A la suite de cette déclaration, le Secrétaire d'Etat peut, si bon lui semble, accorder à cette femme un certificat de naturalisation ».

4°) En vertu de l'article 7, A de la loi de 1914, amendé en 1918, la femme et les enfants mineurs d'un sujet britannique naturalisé dont le certificat a été révoqué conformément aux dis-

positions de l'article 7, peuvent être dénaturalisés sur l'ordre du Secrétaire d'Etat. Mais en l'absence d'une mention expresse dans l'ordonnance de dénaturalisation, la femme et les enfants mineurs ne sont pas atteints par la dénaturalisation du mari et demeurent sujets britanniques, à moins que dans les six mois à compter de la date de l'ordonnance de dénaturalisation, la femme ne fasse une déclaration d'extranéité.

Dans les Dominions, la loi de l'Empire suit d'une façon générale la loi anglaise; l'Australie, le Canada, Terre-Neuve, ont adopté la deuxième partie du British Nationality Act de 1914 dans lequel se trouve l'article 10 précité; l'Union Sud-Africaine applique encore l'article 10 de l'Acte de 1870; la Nouvelle-Zélande, en vertu de l'article 10 du New-Zéaland Aliens Act de 1908, dispose que : « toute étrangère mariée à un sujet britannique de naissance ou naturalisé est considérée elle-même comme naturalisée et jouit de tous les droits et privilèges d'un sujet britannique de naissance (à rapprocher de l'article 16 de l'Acte de naturalisation de 1844).

Dans le droit statutaire de la Nouvelle-Zélande il n'y a aucune disposition analogue à l'article 10, paragraphe 1^{er} de l'Acte de 1870; il semble dès lors qu'en Nouvelle-Zélande le statut d'une Anglaise d'origine mariée à un étranger, n'étant réglé par aucune loi ni impériale ni locale, est déterminée par la Common Law telle qu'elle existait avant l'Acte britannique de 1870.

Dans le cas des colonies qui n'ont pas le statut de Dominions, c'est la loi anglaise qui s'applique, nous le verrons au chapitre suivant.

Tel est donc l'état actuel de la législation en la matière dans l'Empire britannique. Il nous paraît intéressant d'exposer maintenant les thèses qui ont été soutenues par les partisans et par

les adversaires d'une réforme semblable à celle des Etats-Unis, bien que ce soit là un problème qui n'a rien de spécialement britannique, et qui est également à l'ordre du jour dans tous les pays ; les discussions passionnées qui se sont élevées dans les pays anglo-saxons montrent que ce mouvement d'idées, qui a gagné les pays latins, est d'origine essentiellement anglo-saxonne.

La Commission britannique examina les solutions des autres pays et arriva aux conclusions suivantes : Dans la grande majorité des pays civilisés le statut de la femme dépend en toutes choses de celui du mari ; par conséquent le principe que la nationalité de la femme doit être la même que celle de son mari a été adopté par tous les Etats à très peu d'exceptions près. Une étrangère épousant un national n'acquiert pas la nationalité de son mari aux Etats-Unis, dans la République Argentine et au Chili ; d'autre part une femme qui épouse un étranger ne perd pas sa nationalité aux Etats-Unis, dans la République Argentine, en Bulgarie, au Brésil, au Chili et peut-être dans l'Uruguay et au Venezuela. D'autre part, on sait qu'une Française qui épouse un étranger ne perd sa nationalité que si en vertu de la loi du pays de son mari elle acquiert la nationalité de ce dernier par le fait de son mariage. En Italie, au Portugal, en Serbie, en Suède, il existe des dispositions analogues. En Belgique, en vertu d'une loi de 1922, une femme belge qui épouse un étranger perd sa nationalité si la loi du pays de son mari lui fait acquérir la nationalité de ce dernier, mais elle a la faculté de rester Belge si elle fait dans les six mois de son mariage une déclaration à cet effet. Enfin une femme Belge qui épouse un étranger de nationalité indéterminée reste Belge

Nous avons vu d'autre part la très intéressante modification que les Etats-Unis ont apportée en 1922 dans leur législation ;

nous avons signalé que le législateur français fera très prochainement une réforme du même ordre.

Voyons maintenant quels sont les principes en conflit ; ils sont au nombre de deux :

- 1°) La nationalité doit être indépendante du mariage ;
- 2°) la nationalité de la femme mariée doit dépendre de celle de son mari.

Les défenseurs du premier principe invoquent les arguments suivants :

a) Les débats parlementaires de 1870 montrent qu'à cette époque la nationalité, indépendamment de la question du droit de propriété, était considérée principalement comme une question de sentiment. Or la situation à cet égard est complètement changée ; la nationalité a aujourd'hui une importance beaucoup plus grande qu'en 1870, on se rend compte maintenant que la nationalité britannique est un grand privilège qu'on ne doit pouvoir ni perdre ni acquérir à la légère.

b) La situation des femmes mariées quant à leurs droits civils et à leur statut personnel a été profondément modifiée depuis 1870 ; la vieille règle de la Common Law que le mari et la femme ne font qu'un est maintenant abandonnée, et les droits civils ainsi que la capacité des femmes mariées ont été largement étendus par la législation britannique.

En vertu du « Married Women's Property Act » de 1882, le droit d'acquérir des biens et d'en être propriétaire en son nom propre a été intégralement reconnu à la femme mariée. Par le « Franchise Act » de 1918, la femme mariée ou célibataire a reçu l'éligibilité parlementaire dans certaines conditions.

Par le « Sex Disqualification Removal Act » de 1919, il a été stipulé qu'une personne ne sera pas disqualifiée par son sexe ou

par son mariage pour remplir une fonction publique... pour exercer n'importe quelle profession civile... pour faire partie d'un jury.

Enfin, comme nous l'avons vu, l'Acte de 1914/1918 a introduit quatre restrictions au principe posé en 1870, en vertu duquel la femme anglaise d'origine devait suivre la nationalité de son mari étranger.

c) Quand fut voté l'Acte de 1870, on ne se demanda pas un instant quelle pouvait être l'opinion des femmes elles-mêmes. Or celles-ci demandent maintenant dans le monde entier qu'il soit apporté une modification aux lois relatives à la nationalité des femmes mariées.

Les associations féministes en Angleterre et dans l'Empire font campagne pour que la loi de toutes les parties de l'Empire dispose que toute femme ne pourra par son mariage avec un étranger être dépouillée contre son gré de sa nationalité britannique, pour qu'on lui donne le même droit qu'à l'homme de choisir sa nationalité.

Enfin l'« International women's suffrage Alliance » s'est réunie à Rome en juin 1923 et a proclamé solennellement les principes de l'égalité de la femme et de l'homme devant le droit de choisir sa nationalité, et depuis 1905 le Conseil international des femmes n'a cessé de proclamer qu'une femme est toujours aussi attachée à sa nationalité qu'un homme peut l'être.

d) Le British Nationality Act de 1914 avait pour but de consolider la loi anglaise et de la rendre applicable uniformément dans tout l'Empire britannique. Il est vrai qu'il avait été rédigé après consultation des Dominions, mais aucun Parlement des Dominions ne l'avait examiné et la question n'avait été étudiée ni par le Parlement de Londres ni même par une Commission parlementaire. Bien plus les Dominions sont maintenant dans l'impos-

sibilité de porter remède aux inconvénients de la situation des femmes mariées en raison du fait que le Parlement impérial ne prend aucune initiative dans ce sens.

e) La législation actuelle est très pénible pour les Anglaises qui épousent des étrangers; elles sont privées, si elles résident en Angleterre, de nombreux droits et privilèges tel le droit de vote, le droit de faire partie de l'administration britannique, le droit à la pension de retraite des institutrices, etc...

f) Au cours de la guerre, la question a pris un aspect nouveau: la guerre mondiale a mis en lumière la signification réelle de la nationalité et la reconnaissance des droits de la femme a fait un grand pas en avant. Il en est résulté que la femme s'est de plus en plus intéressée au problème et qu'une action énergique a été menée par les associations internationales féministes.

g) Depuis la guerre il y a eu d'importants changements dans la législation de divers pays dans le sens de la reconnaissance du droit des femmes mariées à choisir leur nationalité. Nous avons vu une loi de 1922 en Belgique, le Cable Act de 1922 aux Etats-Unis, enfin même en France et en Italie la loi est sous certains rapports tout de même plus libérale que dans l'Empire britannique.

h) Les faits ci-dessus prouvent que l'opinion mondiale tend à réclamer des modifications du droit en la matière, et si la Grande-Bretagne suivait l'exemple des Etats-Unis, d'autres pays lui emboîteraient le pas; il serait alors possible de conclure une convention internationale dans laquelle on pourrait incorporer un principe commun relatif à la nationalité des femmes mariées.

D'autre part les partisans du maintien du *statu quo*, c'est-à-dire du principe qui fait dépendre la nationalité de la femme de celle de son mari, invoquent les arguments suivants :

a) Ils considèrent le dernier argument (h) de leurs adversaires avec scepticisme et disent que si une telle convention pouvait être conclue elle devrait précéder et non pas suivre une modification de la loi anglaise. Les représentants du Ministère des Affaires Etrangères déclarent qu'on ne peut pour le moment remarquer aucune tendance vers cette unification législative.

b) Le principal argument contre la modification proposée est que le principe qui est à la base de la législation actuelle est le seul raisonnable, et il est à remarquer que le Lord Chief Justice COCKBURN, dans son mémoire sur la nationalité, paru en 1869, ne mettait même pas en question l'excellence du principe; il veut que la femme mariée ait la même nationalité que son mari (page 211).

c) L'unité de nationalité est essentielle dans l'intérêt de la famille. Ce point de vue fut développé avec beaucoup d'insistance devant la Commission; on invoqua que la dualité de nationalité ne pourrait manquer d'entraîner dans de nombreux cas des troubles domestiques aussi bien pour le mari que pour la femme et les enfants. C'est une erreur de penser qu'en 1870, lorsque la législation relative à la nationalité fut modifiée, elle le fut par des gens qui ne mesuraient pas la portée de la réforme. Le législateur de 1870 s'inspira d'un point de vue qui a été universellement reconnu comme juste par les lois des autres pays d'Europe.

d) Abandonnant le terrain des principes, les représentants des Ministères des Affaires Etrangères et de l'Intérieur attirèrent l'attention de la Commission sur les graves inconvénients qu'entraînerait un changement aussi radical dans la législation; le principe appliqué dans la loi anglaise actuellement en vigueur est en effet en harmonie avec celui adopté par presque tous les autres pays. La modification demandée entraînerait par conséquent de

nombreux conflits de lois : beaucoup de femmes auraient une double nationalité, d'autres n'en auraient pas du tout. Soit par exemple une Anglaise épousant un Allemand ; elle conserverait sa nationalité britannique, mais en vertu de la loi Allemande elle acquerrait la nationalité de son mari. Au contraire, une Allemande qui épouserait un Anglais perdrait sa nationalité allemande en vertu de la loi allemande, mais en vertu de la loi nouvelle proposée, elle n'acquerrait pas la nationalité britannique du fait de son mariage. C'est pourquoi le représentant du Ministère des Affaires Etrangères déconseilla de modifier la loi et exprima aussi la crainte qu'un tel changement entraînerait des demandes à l'étranger à l'effet de changer aussi les règles relatives à la nationalité des enfants, nationalité qui actuellement suit universellement celle du père.

e) Les représentants du Ministère des Affaires Etrangères déclarèrent d'autre part : « On peut conclure des solutions législatives adoptées dans la majorité des pays que l'Etat a jugé pratique de reconnaître la famille plutôt que l'individu comme unité de nationalité. La raison en est qu'aussi bien au point de vue de l'administration interne que de la protection de ses sujets à l'étranger, l'Etat a un avantage évident à ce que les habitants du pays qu'il gouverne soient de la nationalité de ce pays.

f) Autre argument. — L'Empire a dans le monde une situation tout à fait exceptionnelle, un grand nombre de communautés britanniques formant plus ou moins un tout par elles-mêmes ont été s'établir dans divers pays, notamment au Japon, en Italie, en Espagne, au Portugal et en particulier dans l'Amérique du Sud ; l'Acte relatif à la nationalité britannique de 1922 a été voté pour permettre aux membres de ces communautés de conserver leur nationalité britannique au cours des générations successives, et

cela par le moyen d'une procédure permettant aux intéressés de faire connaître leur volonté de rester Anglais. Si la modification demandée était réalisée, une étrangère qui épouserait un Anglais dans de telles communautés n'acquerrait pas la nationalité britannique du fait de son mariage, et si elle restait à l'étranger elle ne pourrait se faire naturaliser anglaise, puisque la condition de résidence ne serait pas remplie.

Une division permanente de la nationalité serait ainsi introduite dans la famille.

h) Il est un exemple frappant des inconvénients qui peuvent naître des conflits des lois relatives à la nationalité. La promulgation du Cable Act de 1922 aux Etats-Unis a déjà causé de sérieuses difficultés au gouvernement anglais en matière de passeports. D'une manière générale la mise en application du Cable Act dans un pays où règnent des règlements d'émigration très stricts tel que les Etats-Unis ne pouvait manquer de donner lieu à des difficultés sérieuses aussi bien du point de vue des Etats étrangers dont les femmes de citoyens américains étaient des ressortissantes, qu'au point de vue de ces citoyens eux-mêmes dont la famille risquait d'être ainsi divisée d'une façon permanente.

i) Il est possible qu'il y ait des inconvénients résultant pour des Anglaises mariées à des étrangers de la législation actuelle, mais on pourrait y remédier par des dispositions législatives spéciales, tandis que la méthode proposée qui consisterait à bouleverser toute la législation existante serait, comme dit le proverbe anglais, « brûler sa maison pour rôti un porc ».

j) Enfin les représentants des Ministère de l'Intérieur et des Colonies exposèrent avec insistance qu'il était désirable d'agir en plein accord avec les Self Governing Dominions, qu'il fallait donc avant tout les consulter.

II

Le rapport déposé par le président, Lord CHELMSFORD, rapport que nous venons de résumer, proposait que la Commission conclût qu'il n'y avait pas lieu de renverser complètement le principe qui domine la législation actuelle ; il reconnaît que beaucoup de femmes et d'associations féministes réclament l'égalité complète des droits, mais il ne faut pas négliger cette considération que par le mariage la femme se trouve incorporée dans cette unité qu'est la famille et que dans la famille c'est actuellement le mari qui est le chef ; c'est lui qui est responsable de la subsistance de sa femme et de ses enfants, et la nature de ses occupations est la cause déterminante du choix du lieu où sera établie la famille ; c'est enfin lui qui donne sa nationalité à ses enfants. La Commission estime en conséquence, concluait le Président, que dans la sphère familiale c'est la nationalité du mari qui doit être le facteur dominant et déterminant. « Si deux cavaliers sont montés sur le même cheval l'un est forcément devant », dit-il, citant un vieux proverbe anglais.

La Commission, continuait le rapport, base également sa conviction sur l'historique de la question en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis : la règle de la Common Law resta en vigueur en Grande-Bretagne en ce qui concerne les étrangères jusqu'en 1844, et en ce qui concerne les Anglaises d'origine jusqu'en 1870. Aux Etats-Unis la règle de la Common Law resta en vigueur jusqu'en 1855 pour les étrangères et jusqu'en 1907 pour les Américaines d'origine, et pourtant il est frappant de constater que dans ces deux pays la pratique se soit plus ou moins établie de considérer les Anglaises ou les Américaines d'origine mariées à des étrangers comme ayant acquis la nationalité de leur mari, au moins tant

qu'elles résidaient avec lui dans son pays ; et en ce qui concernait les étrangères mariées à des Anglais, c'était la pratique anglaise avant 1844 de les traiter comme des sujets britanniques.

Il est clair, dit Lord CHELMSFORD, qu'il fallait une nécessité pratique très forte pour que des pays aussi respectueux de la légalité que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, eussent ainsi établi une pratique contraire à la loi ; et cette remarque détruit l'argument que le régime de la Common Law ne présentait pas d'inconvénients.

Voici maintenant une brève analyse du rapport présenté par Sir John BUTCHER ; en voici d'abord la conclusion : « La Commission estime que la législation actuellement en vigueur, en vertu de laquelle une femme est obligée de prendre la nationalité de son mari, doit être abrogée ; il convient de laisser le choix à la femme, au moment de son mariage avec un homme d'une autre nationalité, entre le fait de conserver la sienne ou d'adopter celle de son mari ». Sir John BUTCHER combat ensuite énergiquement les raisons invoquées par les adversaires de la réforme.

1°) « Le plus fort argument de mes contradicteurs, écrit-il, est que la modification que je propose compromettrait l'unité de la famille et l'harmonie matrimoniale. Je ne puis accepter cette affirmation. On estimait autrefois que, pour maintenir l'unité de la famille, le meilleur moyen était de noyer la personnalité de la femme dans celle du mari, et telle était sans aucun doute la théorie de la Common Law. Mais ces temps sont révolus, et aujourd'hui la personnalité bien distincte de la femme et du mari est pleinement reconnue par l'opinion publique et par la législation, aussi bien en ce qui concerne la propriété que relativement au statut personnel. Par conséquent, lorsqu'on vient invoquer contre nous le principe de l'unité de la famille, on dit tout simple-

ment que la possession de nationalités différentes par le mari et par la femme pour entraîner des différences d'opinions, et troubler ainsi l'harmonie matrimoniale. Et ceci est confirmé par la déclaration du Lord Justice YOUNGER, qui a avoué que si ce n'était pas pour les enfants, la solution adoptée relativement à la nationalité des parents lui importerait peu. Sir John BUTCHER, se réservant de répondre plus loin à l'objection des enfants, reconnaît d'abord que, sans aucun doute le mariage entre personnes de nationalités différentes n'est pas souhaitable, car cette différence peut être la cause de troubles domestiques; mais, dit-il, une différence de religion, ou même parfois d'opinion politique peut entraîner les mêmes inconvénients. Cependant personne ne propose d'imposer à une femme la religion de son mari, car c'est là une affaire de foi et de conscience; or il en est de même du sentiment national; il est par conséquent déraisonnable de prétendre assurer l'harmonie au foyer en obligeant la femme à changer de nationalité, puisqu'on ne peut la forcer à renoncer à son sentiment national.

D'ailleurs ni les livres, ni la jurisprudence antérieurs à 1870, ajoute Sir John BUTCHER, ne révèlent que l'harmonie matrimoniale ait jamais été troublée par une différence de nationalité. Bien plus, ni dans le rapport de la Commission sur la nationalité de 1869, ni dans les débats parlementaires de 1870, on ne trouve invoqué l'argument de l'unité de la famille et de l'harmonie matrimoniale pour justifier l'obligation pour la femme de prendre la nationalité de son mari. En 1843, d'autre part, une Commission fut réunie pour étudier la naturalisation des étrangers, avant la passation de l'Acte de 1844, qui disposa qu'une étrangère qui épouserait un sujet britannique serait considérée de ce fait comme une sujette britannique naturalisée; cette Commission ne

fit aucune allusion, dans son rapport, à la question de la nationalité des femmes mariées, et ne fit aucune recommandation à l'effet de modifier la doctrine de la Common Law qui était alors en vigueur; la question ne fut pas non plus posée au cours des débats parlementaires, mais à la Chambre des Lords Lord BROUGHAM proposa simplement que les femmes étrangères ayant épousé des sujets britanniques fussent naturalisées, ce qui fut adopté (*Débats parlementaires*, 1844, 3^e série, vol. 76, p. 996).

Enfin Sir John BUTCHER fait remarquer que dès à présent la règle, en vertu de laquelle la femme prend la nationalité de son mari ne s'applique pas en matière de nationalité substituée, c'est-à-dire que si, au cours du mariage, le mari cesse d'être un sujet britannique, soit volontairement, soit par révocation de son certificat de naturalisation, la femme peut, si elle le veut, conserver la nationalité britannique (Acte de 1914, S. 10; Acte de 1918, S. 7 A).

Sir John BUTCHER répond ensuite à l'argument de ses adversaires relatif à la nationalité des enfants; on prétend, dit-il, que le changement que nous proposons amènerait fatalement à demander ensuite que les enfants, au moins ceux du sexe féminin, nés de parents de nationalité différente, prennent la nationalité de leur mère, ce qui entraînerait de graves inconvénients; mais personne, dit Sir BUTCHER, n'a jamais demandé pareille modification, il n'y a donc pas lieu de tenir compte de cet argument.

Il répond enfin à la dernière objection des partisans du *statu quo*, qui déclarent que le changement proposé pourrait multiplier les cas de double nationalité et d'apatridie. Sir John BUTCHER fait remarquer que, sous le régime légal actuellement en vigueur, une Anglaise qui épouse un étranger peut être apatride, et qu'une étrangère qui épouse un sujet britannique peut avoir une double

nationalité; soit par exemple une anglaise mariée à un citoyen des Etats-Unis; elle a perdu sa nationalité britannique en vertu de la loi anglaise, mais elle n'a pas acquis nécessairement la qualité de citoyenne des Etats-Unis en vertu de la loi de ce dernier pays; elle peut donc être apatride; au contraire une Américaine mariée à un sujet britannique conserve sa qualité de citoyenne des Etats-Unis en vertu de la loi de ce dernier pays, mais elle acquiert la nationalité britannique en vertu de la loi anglaise; elle a par conséquent une double nationalité; le changement que nous proposons, conclut Sir John BUTCHER, ferait disparaître ces inconvénients. De plus, dit-il, si notre proposition était adoptée, une Anglaise pourrait, au moment de son mariage avec un étranger, faire une déclaration d'extranéité qui lui éviterait une double nationalité; et réciproquement une étrangère qui épouserait un sujet britannique pourrait, si elle résidait en territoire britannique, demander la naturalisation britannique sans avoir à remplir les conditions ordinaires de résidence.

D'ailleurs, ajoute Sir John BUTCHER, la possession d'une double nationalité par une Anglaise mariée à un étranger ne cause pas en pratique de difficultés diplomatiques, et peut même dans certains cas être avantageuse pour cette femme : elle n'aurait aucun ennui tant qu'elle résiderait en territoire britannique, pas plus qu'elle ne pourrait en avoir en résidant dans le pays de son mari; et lorsqu'elle résiderait dans un troisième pays, elle aurait droit à la protection diplomatique des deux autres, ce qui présenterait pour elle un avantage certain si son mari appartenait à un Etat faible.

En résumé, Sir John BUTCHER proposait les amendements suivants :

1°) Une Anglaise ne perdra pas sa nationalité par le seul fait

de son mariage avec un étranger ; mais elle aura toutes facilités pour renoncer à la nationalité britannique au moyen d'une déclaration d'extranéité.

2°) Une étrangère n'acquerra pas la nationalité britannique par le seul fait de son mariage avec un sujet britannique. Mais si elle réside ou si son mari réside en territoire britannique, elle pourra obtenir la naturalisation britannique sans avoir à remplir les conditions ordinaires de résidence.

TROISIÈME PARTIE

LA NATIONALITÉ

DANS LES

POSSESSIONS BRITANNIQUES

D'OUTRE-MER

CHAPITRE PREMIER

La Naturalisation dans les Colonies

TITRE PREMIER

Généralités d'Ordre Constitutionnel.

Pour pouvoir exposer les questions de nationalité en général et de naturalisation en particulier dans les possessions britanniques d'outre-mer, il nous paraît indispensable de donner d'abord un tableau général des règles constitutionnelles de l'Empire britannique et spécialement des principes qui président à l'activité législative dans les diverses catégories de possessions britanniques.

L'exposé qui va suivre est inspiré par l'ouvrage classique « *Les Commentaires de Stephens*, 17^e édition, revus par M. Edouard JENKS ». Nous nous sommes inspirés également de l'excellent ouvrage de M. DEMANGEON, « *L'Empire britannique* ».

Le Parlement qui siège à Westminster est toujours, au point de vue théorique, l'organe législatif souverain pour toutes les possessions britanniques. C'est pourquoi on l'appelle souvent

Parlement impérial. Mais cette souveraineté, si elle se maintient en fait pour une grande partie de l'Empire est limitée par une tradition qui renverse la théorie, car elle est scrupuleusement respectée par les Ministres, par le Parlement lui-même et par tous ceux qui ont quelque part au Gouvernement. Cette tradition est la suivante :

Il est un type particulier de dépendances, les « Self Governing Dominions » dans les affaires intérieures desquelles le Parlement britannique ne doit pas intervenir ; une dépendance à laquelle cette théorie s'applique est réputée jouir du « Dominion Statute », cette expression implique l'existence d'un organisme législatif qui représente les habitants de la dépendance devant lequel les Ministres de ladite dépendance sont responsables et dont relèvent toutes les affaires intérieures du Dominion, sans aucune ingérence du Parlement de Westminster.

En ce qui concerne la politique étrangère et les autres questions d'intérêt impérial, beaucoup de gens estiment que le moment est venu de créer un véritable Parlement impérial dans lequel les « Self Governing Dominions » et la Grande-Bretagne seraient proportionnellement représentés ; mais, écrit M. Jenks, nous n'en sommes pas encore là. Toujours est-il que dans le présent état des choses, le Parlement de Westminster possède une souveraineté législative théorique qui devrait logiquement avoir pour effet que tous les statuts votés par lui et non expressément limités dans leur application au Royaume-Uni soit applicable à l'Empire tout entier. Cette difficulté a été tournée par l'adoption de la règle suivante : La législation du Royaume-Uni ne s'étend pas aux colonies à moins qu'elle ne contienne une stipulation expresse à cet effet ou qu'une telle stipulation en résulte implicitement. Par conséquent un Acte du Parlement n'est pas applicable en

dehors du Royaume-Uni, à moins qu'il ne soit stipulé qu'il aura un champ d'application plus large ; mais s'il y a une mention à cet effet dans un Acte du Parlement le législateur de la dépendance visée dans cet Acte ne peut interdire l'application de cette loi.

La Common Law anglaise est le système de droit en vigueur dans tout l'Empire, sauf dans un ou deux pays où il existait déjà un système de droit connu avant la colonisation britannique, comme à Québec, dans la République Sud-Africaine, dans l'Inde, à Ceylan et surtout en Ecosse. Mais la Common Law n'est pas intangible, car une de ses règles peut être librement modifiée par tout Dominion ou par tout législateur colonial (Colonial Laws Validity Act 1865 s. 3).

Cette remarque générale est illustrée par le tableau que nous allons faire maintenant des parties principales de l'Empire ; nous les diviserons en deux groupes :

1° Les Iles Britanniques,

2° Les possessions britanniques au delà des mers.

Ces possessions se composent :

1° *Des colonies* : les colonies britanniques étant définies par l'interprétation de l'Acte de 1819 « toute partie de l'étendue de la domination de Sa Majesté autre que les Iles Britanniques et l'Inde britannique ».

2° *L'Empire des Indes* qui n'est pas une colonie et nécessite une rubrique spéciale.

Les Colonies. — Les traits communs à toutes les colonies sont :

a) La souveraineté théorique de la Couronne en son Parlement, qui coïncide avec une souveraineté de facto dans toutes les colonies autres que les « Self Governing Dominions ».

b) L'existence d'un gouverneur ou lieutenant gouverneur représentant le roi.

c) Le contrôle général exercé sur toutes les colonies par le Ministère des colonies, sous la direction du Secrétaire d'Etat pour les colonies, qui est un Ministre de la Couronne responsable devant le Parlement de Westminster ; cette fonction, en ce qui concerne les « Self Governing Dominions », se réduit au rôle d'agent de liaison entre les Dominions et le Gouvernement métropolitain. Le Ministère joue le rôle de Secrétariat impérial ; ainsi les attributions administratives du Ministère sont limitées aux colonies qui ne sont pas des « Self Governing Dominions ».

Les colonies se divisent en deux catégories :

1° Celles qui sont des « Self Governing Dominions » c'est-à-dire qui ont un gouvernement représentatif et responsable, semblable à celui de l'Angleterre, et qui jouissent du statut du Dominion.

2° Celles qui ne sont pas des « Self Governing Dominions » et qui sont appelées colonies de la Couronne.

a) Les « Self Governing Dominions » sont : Le Canada, la Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine et Terre-Neuve. Le Canada tout entier reconnaît la Common Law anglaise comme base de son système juridique, mais il faut faire une exception pour Québec, qui a conservé un Code civil dérivé du droit français. L'Australie également reconnaît la Common Law anglaise comme base de son système juridique, de même que la Nouvelle-Zélande. Dans l'union Sud-Africaine au contraire le droit en vigueur appelé droit romano-hollandais « Roman-Dutch Law » est l'ancien droit des premiers colons du pays.

b) *Les colonies de la Couronne.* — La distinction essentielle entre une colonie de la Couronne et un « Self Governing Dominion » est que le gouverneur de ce dernier est dans la situation d'un monarque constitutionnel qui est obligé, par une clause de la constitution, de n'agir que sur l'avis des Ministres tandis que le gouverneur d'une colonie de la Couronne exerce un pouvoir plus ou moins autocratique soumis seulement au contrôle du Ministère des Colonies qui, dans une telle colonie, exerce de véritables fonctions administratives.

Il y a un grand nombre de colonies de la Couronne et la variété de leurs constitutions est très grande ; on les classe généralement en trois catégories :

a) Les colonies de la Couronne ayant des Assemblées représentatives telles que la Jamaïque, Ceylan, les Barbades. La faveur d'une Assemblée législative représentative peut être accordée à une colonie par un ordre en conseil sans l'intervention du Parlement de Westminster ; mais du moment que cette faveur a été accordée le pouvoir de la Couronne de légiférer par ordre en Conseil est par là même abrogé, et tous les statuts doivent être passés par le législateur local (avec l'assentiment de la Couronne donné directement ou indirectement) ou par le Parlement de Westminster, mais le Gouvernement exécutif de la colonie demeure aux mains de la Couronne et de ses délégués, et il n'y a pas de responsabilité ministérielle devant une Assemblée élective, ce qui est au contraire la caractéristique d'un « Self Governing Dominion ».

b) Les colonies de la Couronne ayant des Conseils non représentatifs parmi lesquels on compte entre autres la Trinité, Sierra Leone et le Honduras britannique. Les pouvoirs législatifs de ces

Conseils sont très restreints et la législation y est faite uniquement par ordres en Conseil.

c) Les colonies gouvernées uniquement par la Couronne par l'entremise d'un Gouverneur agissant sans l'assistance d'un Conseil législatif ou consultatif comme Gibraltar et Aden ; toute la législation pour ces colonies est faite par ordres en Conseil. Il est de règle que la Common Law anglaise soit la loi du pays, à moins qu'il n'y ait existé un autre système de droit au moment où le pays fut acquis par l'Angleterre : ainsi à Ceylan règne le droit romano-hollandais ; dans les Iles Maurice et Seychelles ce sont les Codes français qui sont en vigueur.

Une pratique récente et fort intéressante est celle qui consiste à rattacher les territoires nouvellement acquis aux « Self Governing Dominions » au lieu de conserver leur domination au Gouvernement métropolitain. L'Ile de Samoa, par exemple, a été mise sous le contrôle du Ministre des Affaires Etrangères de Nouvelle-Zélande et les territoires du Nord-Ouest du Canada sont à peu près dans la situation de colonies de la Couronne par rapport au Canada.

II. — *L'Empire des Indes.* — Cette grande province avec sa population de plus de 320 millions d'âmes est historiquement et constitutionnellement distincte de toutes les autres possessions britanniques. Elle fut gouvernée jusqu'en 1784 par la Compagnie des Indes Orientales, mais au dix-neuvième siècle, par étapes législatives successives, le Gouvernement britannique prit le contrôle du pays. Finalement en 1858 le « Government of India Act » fut passé, qui mettait fin aux pouvoirs de la Compagnie et lui substituait la souveraineté directe de la Couronne britannique. En 1876 en vertu du « Royal Titles Act » l'Inde devint un empire, et la Reine Victoria fut la première Impératrice des

Indes. Bien des changements importants furent apportés par la suite à la Constitution jusqu'en 1915. A cette date fut passé un Acte de consolidation, qui fut lui-même considérablement amendé en 1919. En vertu des Actes de 1915 et 1919 le Gouvernement de l'Inde se divise en deux grandes parties : en Angleterre et aux Indes mêmes.

A Londres c'est le Ministère de l'Inde sous les ordres du Secrétaire d'Etat pour l'Inde qui est Ministre du Cabinet ; le Ministre prend les avis du Conseil de l'Inde composé de 10 à 14 membres. Le Secrétaire d'Etat est responsable devant le Parlement de Westminster de la conduite des affaires de l'Inde, la souveraineté de la Couronne sur l'Inde est complète et illimitée ; rien de semblable à la restriction de la souveraineté de la Couronne qui existe dans les « Self Governing Dominions ». La direction et le contrôle des gouvernements civil et militaire de l'Inde appartient au Gouverneur général en son Conseil, il agit comme représentant de la Couronne dans toutes les questions d'ordre administratif bien qu'il soit obligé par statut d'obéir aux ordres du Secrétaire d'Etat. Le Conseil exécutif dont il doit prendre l'avis se compose de 5 à 6 membres directement nommés par la Couronne ; la législation est faite d'après le système établi par l'Acte de 1919 par un Conseil d'Etat de 60 membres et une Assemblée législative de 140 membres dont 100 sont élus.

L'assentiment du vice-roi est nécessaire et même lorsque son approbation a été donnée la mesure législative peut être annulée par la Couronne.

4° *Protectorats et autres dépendances.* — Le terme « Dependency » est souvent appliqué, dans un sens plus étroit que celui que nous avons vu jusqu'à présent, à une région qui, tout en ne faisant pas partie de l'empire au point de vue juridique, est à

un tel degré sous l'influence de la Couronne qu'elle est pratiquement une possession britannique.

Il y a de nombreuses variétés de ces dépendances allant du protectorat assez nettement défini à la simple sphère d'influence ; les protectorats les plus connus sont ceux des Etats indigènes de l'Inde.

TITRE II

Règles relatives à la Naturalisation dans les Colonies.

Ces règles constituent une des parties les plus complexes de la législation anglaise. La naturalisation soulève en effet des problèmes de droit constitutionnel et de nombreuses questions de politique de races qui ont rendu très longue et très irrégulière l'évolution de la réglementation en cette matière, et ce n'est qu'assez récemment que l'on est parvenu, après de nombreuses conférences coloniales et impériales, à trouver un « *modus vivendi* » qui satisfasse à la fois les intérêts des Dominions, leur désir d'indépendance et la nécessité de ne pas léser les intérêts individuels au profit de cet esprit d'indépendance; c'est donc surtout à propos des Dominions que les difficultés se sont élevées.

En effet, le problème se pose juridiquement de la façon suivante : nous avons vu que la coutume s'est établie qu'un Acte du Parlement de Westminster ne s'applique aux « *Self Governing Dominions* » que s'il contient une mention expresse à cet effet; par conséquent si un Acte sur la naturalisation ne porte pas cette mention, il n'est applicable que dans les limites du Royaume-Uni. Comme d'autre part le Gouvernement de Londres tient à ménager les susceptibilités des Dominions, il est certain qu'un Acte de ce

genre n'est déclaré applicable dans les Dominions que si ceux-ci y consentent.

C'est pourquoi l'unité de législation en matière de naturalisation a été si longue à réaliser.

Pour bien comprendre la législation actuellement en vigueur, il est nécessaire d'en examiner avec soin et l'historique et la genèse.

L'Acte sur la naturalisation de 1844 (10 et 11 Victoria, C 83) ne s'appliquait pas aux colonies britanniques; le Parlement le déclara expressément; il en était de même de l'Acte de 1870. L'article 16 dudit acte valide expressément « toutes les lois, statuts et ordonnances qui pourraient être régulièrement passés par le législateur de toute possession britannique à l'effet de conférer à tout individu le privilège ou quelques-uns des privilèges de la naturalisation, mais à la condition que ledit individu n'en jouisse que dans les limites de ladite possession ».

On peut trouver une liste de 60 lois, statuts et ordonnances passés à cet effet par les différentes colonies dans l'annexe au rapport publié en 1901 par la Commission interministérielle pour la réforme des lois relatives à la naturalisation.

Les étrangers qui ont demandé à bénéficier des dispositions législatives sus-mentionnées (qui d'ailleurs sont en général conformes à la rédaction de l'Arte de 1870, bien que les avantages en soient souvent réservés aux individus de descendance européenne) ne sont pas, à strictement parler, des naturalisés, car ils n'ont acquis les droits et ne sont soumis aux obligations de sujet britannique que dans les limites du territoire de la colonie qui leur a conféré ainsi une sorte de naturalisation locale et leur statut légal hors de la colonie n'est pas défini avec précision; quoi qu'il en soit, KEITH dans son intéressant ouvrage « *Imperial*

Unity and the Dominions » (1916, page 244) insiste sur ce fait que, de bonne heure, du moment qu'on accordait le pouvoir législatif à une colonie, on considéra qu'il en résultait pour celle-ci le droit de conférer le statut de sujet britannique ; cette manière de voir trouva son application dans l'Acte impérial de naturalisation de 1870, qui modifia l'Acte de 1844, et qui ne faisait d'ailleurs que confirmer l'opinion déjà reçue à savoir que le législateur local a le pouvoir de conférer le statut de sujet britannique mais seulement dans les limites de la colonie.

Le principe fut plus tard poussé beaucoup plus loin car par un ordre en Conseil il fut créé une naturalisation dans le protectorat de la Rhodésie du Sud. C'était aller un peu loin, dit Keith, car le caractère essentiel de ce territoire était de n'être pas britannique.

D'autre part le fait d'accorder la naturalisation dans le Royaume-Uni était considéré comme conférant le statut de sujet britannique dans tout l'Empire. Cette opinion fut pourtant longtemps douteuse et on considérait que l'interprétation contraire résultait de l'Acte de 1870. En effet, le rapport de la Commission interministérielle de 1901 expose longuement l'origine de ces difficultés ; il déclare que l'un des principaux défauts de l'Acte réside dans l'obscurité des dispositions de l'article 7 qui traite de l'effet d'un certificat de naturalisation hors des limites du Royaume-Uni ; voici les termes de cet article :

« Un étranger auquel un certificat de naturalisation est accordé jouira *dans le Royaume-Uni* de toutes les facultés, de tous les privilèges politiques et autres et sera soumis à toutes les obligations auxquelles un sujet britannique de naissance a droit et est soumis dans le Royaume-Uni, avec cette réserve que lorsqu'il se trouvera sur le territoire de l'Etat étranger duquel

il était ressortissant antérieurement à son obtention d'un certificat de naturalisation, il ne sera pas considéré comme un sujet britannique à moins qu'il n'ait cessé d'être un ressortissant de cet Etat en vertu des lois dudit Etat ou par l'effet d'un traité ».

Cette disposition, dit le rapport, est si obscurément rédigée qu'elle est interprétée de diverses façons ; les uns ont considéré que la portée de cet article était limitée au Royaume-Uni et qu'il devenait inopérant dès que le naturalisé se trouvait en dehors du Royaume-Uni : que par conséquent l'Acte de 1870 ne conférait pas à un individu naturalisé le statut de sujet britannique hors du Royaume-Uni, que ce fût dans un pays étranger ou dans une *colonie britannique*.

D'autres ont prétendu que l'Acte conférait le statut de sujet britannique partout, excepté dans le pays d'origine du naturalisé.

Entre autres difficultés, l'obscurité qui régnait dans la rédaction de cet article a été un obstacle à la négociation des conventions prévues par l'article 3 de l'Acte de 1870 à l'effet de dépouiller les individus naturalisés de leur nationalité d'origine. « Il est en effet impossible, dit le rapport, de demander à un pays étranger de dépouiller ses propres sujets de leur nationalité à moins que la loi anglaise ne soit en mesure de leur offrir le statut de sujet britannique reconnu partout aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des Dominions de Sa Majesté ».

Bref, la question ne fut jamais tranchée par une autorité judiciaire ; certaines parties de la législation semblaient impliquer qu'un individu naturalisé dans le Royaume-Uni pourrait n'être pas considéré comme un sujet britannique dans les possessions d'outre-mer, tandis que d'autres parties semblaient entraîner la conclusion contraire.

Mais il est un fait absolument certain : un individu naturalisé dans un Dominion n'était considéré comme sujet britannique que dans les limites du territoire de ce Dominion. Cette situation entraînait de graves inconvénients pour les individus ainsi naturalisés.

Inconvénients pour les individus naturalisés dans les possessions britanniques résultant de l'état de la législation avant 1914.

La situation d'un individu naturalisé dans un « Self Governing Dominion » présentait des inconvénients très graves aussi, bien au point de vue moral qu'au point de vue matériel; elle blessait ses sentiments et lésait ses intérêts matériels.

a) *Inconvénients d'ordre pratique.*

1^o Relativement à la protection diplomatique hors de l'Empire Britannique.

Keith fait remarquer que si cet inconvénient est certain, les difficultés ont néanmoins été exagérées à ce point de vue. Certes il est arrivé que des agents britanniques, comprenant mal la situation, aient refusé de protéger des individus naturalisés dans un Dominion pour le motif que leur naturalisation, étant seulement coloniale, ne leur conférait pas la nationalité britannique hors du Dominion qui les avait naturalisés. Ces agents furent d'ailleurs blâmés, mais en réalité la situation à l'étranger des individus naturalisés dans les Dominions était pratiquement la même que celle des individus naturalisés dans l'Empire Britannique; les uns et les autres pouvaient en effet prétendre à la protection britannique, sauf cependant dans leur pays d'origine, s'ils n'avaient pas définitivement perdu la nationalité dudit pays. Il y avait, il est vrai, une différence de forme entre le passeport des individus naturalisés dans les Dominions et le modèle ordi-

naire de passeport ; cette différence faisait ressortir que l'individu naturalisé ne pouvait prétendre à l'assistance des représentants du Gouvernement britannique à l'étranger qu'à titre de courtoisie. Ce terme a été inséré peut-être pour le motif que dans un pays étranger un individu naturalisé aux Dominions était sans nationalité aucune ou au moins sans nationalité britannique, que le Gouvernement britannique ne pouvait en conséquence lui offrir que ses bons offices.

Mais quelle que fût l'origine de cette formule, elle n'a été suivie d'aucun effet dans la pratique. L'assistance des représentants de la Couronne à l'étranger fut toujours aussi largement accordée à ces individus qu'aux sujets britanniques de naissance.

2° L'incapacité dont est frappé, aujourd'hui encore d'ailleurs, tout individu n'ayant que la naturalisation coloniale.

Il y avait certaines dispositions de loi dont l'effet ne pouvait être entièrement pallié par l'action du pouvoir exécutif ; ainsi il n'était pas possible de conférer à un étranger un titre de Pair ou de Conseiller privé et un individu naturalisé dans les Dominions était considéré comme un étranger dans le Royaume-Uni, bien qu'il ait pu être Ministre dans le Dominion où il avait été naturalisé. Bien plus, un tel individu n'était éligible ni au Parlement de Westminster ni aux fonctions municipales dans le Royaume-Uni, et il ne pouvait pas non plus, jusqu'à ce qu'eût été votée une disposition expresse du « Merchant Shipping Act » (Acte relatif à la Marine marchande) être propriétaire d'un navire anglais. Un testament fait par lui ne bénéficiait pas des dispositions de l'Acte de Lord Kingsdown et il n'était pas un sujet britannique dans le sens du « Foreign Jurisdiction Act » de 1890, bien que dans certains cas il pût être traité comme un protégé britannique : c'est ainsi qu'il eût été illégal de faire

tomber un tel individu sous le coup de la juridiction criminelle qui est établie par ledit Acte. D'autre part il n'aurait pas eu droit, dans un pays comme la Chine, au bénéfice de la juridiction extra-territoriale de la Couronne, il ne tombait pas sous le coup des dispositions pénales insérées dans les Actes punissant un sujet britannique pour des crimes tels que le meurtre, la bigamie, commis en dehors des Dominions britanniques. Il n'eût été pas possible des pénalités imposées par l' « Official Secret Act » de 1911.

LES EFFORTS EN VUE D'UNIFIER LA NATURALISATION DANS TOUT L'EMPIRE.

1° *La Conférence coloniale de 1907.*

En même temps qu'augmentait la force du sentiment national britannique dans tout l'Empire, l'idée s'imposait de plus en plus qu'il ne devait y avoir qu'une seule naturalisation commune à tout l'Empire. En 1899 le vicomte Ridley, Secrétaire d'Etat pour l'Intérieur réunit une Commission interministérielle pour étudier les doutes et les difficultés qui s'étaient élevés au sujet de l'interprétation et de l'application des lois relatives à la naturalisation. En 1901 la Commission présenta son rapport, que nous avons eu bien souvent occasion de citer : il contenait des suggestions importantes ; l'une d'entre elles avait trait « à la Naturalisation Impériale ». Nous avons vu les inconvénients de la « Naturalisation Locale ». Certaines colonies avaient essayé d'y porter remède en stipulant qu'une naturalisation accordée antérieurement dans une autre partie de l'Empire pourrait être reconnue dans la colonie. C'est ainsi que le « Canadian Naturalization Amendment Act » de 1907 dispense de la condition de résidence

dans le cas où l'impétrant aura été naturalisé antérieurement dans le Royaume-Uni ou dans une autre colonie.

Le principe de la naturalisation impériale fut adopté par la Commission interministérielle qui déclara dans son rapport :

« Si des conditions essentiellement identiques à celles qui qualifient pour la naturalisation du Royaume-Uni sont remplies par un étranger résidant dans une autre partie de l'étendue de la domination de Sa Majesté, nous ne voyons pas de raison s'opposant à ce que le Gouvernement de la possession dans laquelle l'étranger a satisfait à ces conditions ait le pouvoir de recommander au Gouvernement métropolitain d'accorder la naturalisation britannique intégrale ».

Voici les moyens préconisés par le rapport (page 12) pour mettre à exécution les recommandations précédentes :

« Le moyen le plus simple serait principalement de disposer que s'il apparaît à Sa Majesté en son Conseil qu'en vertu d'un statut en vigueur dans une possession britannique les conditions à remplir par les étrangers pour leur admission aux droits, privilèges et facultés de sujet britannique dont ils jouiront seulement dans les limites de la possession, sont essentiellement les mêmes que celles qui sont requises pour la délivrance d'un certificat de naturalisation en vertu d'un Acte du Royaume-Uni, le moyen le plus simple serait que Sa Majesté par ordre en Conseil pût donner au Gouverneur de cette possession la faculté d'accorder à sa discrétion à tout individu auquel lesdits droits, privilèges et facultés auraient été conférés en vertu de la loi locale, un certificat de naturalisation qui lui conférerait les mêmes droits, privilèges et facultés et lui imposerait les mêmes obligations que ceux qui sont conférés et celles qui sont imposées par un certificat de naturalisation accordée par un Secrétaire d'Etat.

« Il conviendrait également de disposer que Sa Majesté en Conseil pourrait révoquer un tel ordre lorsqu'il apparaîtrait que la loi de la possession britannique a été modifiée de telle façon que le maintien de cet ordre ne sera pas justifié ; mais qu'à moins d'être révoqué cet ordre en Conseil continuera à rester en vigueur, sous réserve de toute modification ultérieurement apportée à la loi de la possession.

« Dans le cas d'une possession au sujet de laquelle aucun ordre en Conseil n'aurait été promulgué, nous pensons que le Gouverneur pourrait avoir le pouvoir discrétionnaire de recommander au Gouvernement Métropolitain pour un certificat de naturalisation, tout individu qui pourrait certifier avoir satisfait dans la possession, dans des conditions identiques, « mutatis mutandis », à celles requises pour la naturalisation dans le Royaume-Uni. Le Secrétaire d'Etat pourrait alors discrétionnairement accorder un certificat sur le vu d'une telle recommandation. Le certificat accordé confirmant ladite recommandation conférerait tous les privilèges de la nationalité britannique aussi bien dans l'étendue de la domination de Sa Majesté qu'au dehors. »

Le rapport examine ensuite les caractères de la naturalisation locale. Il nous paraît intéressant de citer immédiatement les termes exacts dont il s'est servi, afin de bien montrer qu'elle était la mentalité des personnages officiels relativement à cette question.

De temps à autre, et cela à partir de la trente-cinquième année du règne de Charles II, peut-être même encore plus tôt, les législateurs des possessions britanniques avaient passé des Actes tendant à conférer la naturalisation aux étrangers à des conditions variables, et tous les Actes de cette catégorie qui étaient encore en vigueur en 1901 furent cités dans l'annexe au rapport.

Dans la mesure où ces Actes tendent à conférer aux étrangers certains des droits de sujet britannique de naissance dans les limites de la possession, aucune question ne se posait ; il a toujours été, par exemple, au pouvoir du législateur de toute possession de conférer à un étranger le droit d'acquérir et de posséder des terres sur son territoire ; mais des difficultés se sont élevées de temps à autre et probablement naîtront à l'avenir quant à la portée de cette législation relativement aux droits et devoirs des individus ainsi naturalisés hors des limites de la possession. Par exemple, un individu naturalisé ayant reçu la naturalisation locale dans l'Inde anglaise peut-il être jugé en Angleterre pour un meurtre commis en France ? Un tel individu a-t-il le droit d'être marié par un Consul général de Sa Majesté à Smyrne ? Ces questions et d'autres semblables affectent les droits et les facultés des individus ayant reçu la naturalisation locale.

Le rapport examine ensuite la situation des individus dans la naturalisation locale au point de vue de la protection que doivent leur accorder les agents de la Couronne à l'étranger, et il conclut : « Nous estimons que la situation légale de tels individus doit être précisée et nous recommandons qu'à la place de l'article 16 de l'Acte de 1870 une disposition soit insérée à l'effet de déclarer que rien dans l'Acte ne doit affecter la faculté d'un législateur de toute possession britannique de conférer à un étranger tous les droits, privilèges et facultés qui appartiennent aux individus nés dans l'étendue de la domination de Sa Majesté à condition toutefois qu'ils n'en jouissent que dans les limites de ladite possession.

Voici le texte de cet article 16 qui laissait en effet planer des doutes sur la situation exacte des individus ayant reçu la naturalisation locale :

Article 16. — « Toutes les lois, statuts et ordonnances qui peuvent être passés régulièrement par les législateurs de toutes possessions britanniques à l'effet de conférer à tout individu l'un ou quelques-uns des privilèges de la naturalisation, lesdits individus ne devant jouir desdits privilèges que dans les limites de la possession, auront force de loi dans ces limites mais seront soumis à l'approbation ou à la désapprobation de Sa Majesté dans les mêmes conditions ; Sa Majesté a le droit et le pouvoir d'approuver ou de désapprouver toutes les lois, statuts et ordonnances passés par les possessions. »

Et le rapport ajoute :

« Une telle disposition ne laisserait aucun doute quant à l'effet de la naturalisation locale en ajoutant que bien que le fait de conférer les droits, privilèges, au sujet britannique dans les limites de la possession du roi et non au dehors, est habituellement appelé naturalisation mais qu'il serait plus correct de réserver cette expression au cas où le statut de sujet britannique est accordé pour tous les pays aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'étendue de la domination de Sa Majesté... »

Voici enfin la recommandation que fait le rapport quant aux autorités capables de délivrer les certificats de naturalisation impériale :

« Si ces principes sont adoptés, tout certificat de naturalisation confèrera le statut de sujet britannique dans le monde entier et pourrait être donné dans les mêmes conditions.

1° Par un Secrétaire d'Etat dans le Royaume-Uni ;

2° Par un Gouverneur d'une possession britannique en vertu des pouvoirs ci-dessus recommandés (Rapport n° 30, page 12).

D'autre part le législateur de toute possession britannique aurait toute liberté pour déterminer les conditions, le mode et

les effets dans l'étendue de la possession de ce qu'on appelle la « Naturalisation Locale ».

L'accueil fait au projet par la Conférence coloniale de 1907 fut dans l'ensemble décourageant, et tout le monde était d'accord pour estimer qu'il fallait atteindre l'unité par voie de législation impériale, bien que quelques dispositions du projet n'échappassent pas à la critique.

Cependant, sur deux points, de sérieuses objections furent faites. D'abord qu'il n'y avait rien dans la législation de la Grande-Bretagne qui pût interdire la naturalisation des individus de mauvaise réputation « bad character » ou plutôt de mauvais aloi : théoriquement, en effet, le Secrétaire d'Etat pour l'Intérieur pourrait accorder la naturalisation à un gibier de potence ; mais il fut répondu qu'on procéderait à des enquêtes sérieuses quant à la respectabilité des titulaires auxquels le Ministère de l'Intérieur demanderait 5 références garantissant leur moralité.

Donc, en ce qui concerne le Royaume-Uni la crainte que des criminels, que des individus louches pussent être naturalisés n'était certainement pas fondée ; mais n'était-il pas, n'est-il pas encore à craindre que cette enquête soit moins facilement et moins consciencieusement faite dans les colonies ?

Autre objection, la plus sérieuse : le projet donnait aux individus de race non européenne naturalisés dans une colonie ou dans le Royaume-Uni le statut de sujets britanniques même dans les autres colonies et notamment dans certaines d'entre elles où en vertu des lois locales lesdits individus ne seraient pas qualifiés pour la naturalisation. En Australasie et dans l'Afrique du Sud il existe une très forte répugnance à naturaliser des étrangers appartenant à des races de couleur et c'est là un sentiment qui s'est traduit dans la législation récente de ces colonies. C'est

ainsi qu'en 1896 la Nouvelle-Zélande interdit la naturalisation des Chinois, l'Acte de naturalisation du Commonwealth d'Australie passé en 1903 exclut les individus originaires d'Asie, d'Afrique ou des Iles du Pacifique excepté de la Nouvelle-Zélande, et l'Acte de naturalisation du Natal de 1905 ne permet d'accorder la naturalisation qu'aux personnes « de naissance et d'origine européenne ».

En 1904 le Gouvernement de la colonie du Cap informa le Gouvernement de la Métropole que la colonie envisageait avec défaveur la naturalisation des Asiatiques, et que si la législation impériale n'était pas modifiée de manière à restreindre considérablement les possibilités de naturalisation des innombrables Asiatiques et non Européens de la colonie, il ne reconnaîtrait pas le statut impérial comme texte réglementant la naturalisation coloniale dans tout l'Empire.

A la Conférence le général Botha présenta un mémoire dans lequel une opinion semblable fut exposé mais c'est encore par Sir Joseph Ward, Ministre de la Nouvelle-Zélande que cette opinion fut le plus fortement exprimée; il déclara que son pays était et entendait rester un pays de race blanche. « Nous avons une belle population, et nous voulons éviter la souillure de notre race aussi bien maintenant qu'à l'avenir. »

Le problème que le gouvernement de la Métropole a essayé de résoudre consistait donc à concilier les objections des « Self Governing Dominions » quant à l'admission des personnes de couleur au statut de sujet britannique naturalisé; cela pouvait être réalisé assez simplement en disposant d'une manière générale qu'un certificat de naturalisation ne conférerait les droits de sujet britannique à aucun individu de couleur dans la colonie où ledit individu serait de par la loi de ladite colonie incapable d'être

naturalisé. Le Parlement impérial cependant, comme le général Botha le reconnut avec franchise, « était défavorable une telle disposition, d'autant plus que cette distinction n'était pas faite par la loi de 1870 en vertu de laquelle une personne naturalisée dans le Royaume-Uni était un sujet britannique dans quelque partie de l'Empire britannique qu'elle ait établi sa résidence ».

Peut-être, en raison du nombre très restreint des Asiatiques et des Africains qui obtiennent la naturalisation à la suite de leur résidence dans le Royaume-Uni, les Self Governing Dominions auraient-ils pu se contenter d'une disposition stipulant que les certificats de naturalisation accordés à des individus de naissance ou d'origine non européenne n'auraient aucun effet dans une colonie où de tels individus se voient refuser la naturalisation.

Une troisième solution destinée à calmer toutes les inquiétudes fut proposée. Elle consistait à disposer qu'un étranger de race non européenne résidant dans une colonie au moment de sa naturalisation, n'acquerrait pas le statut de sujet britannique dans toute colonie où il serait considéré comme incapable d'être naturalisé « ineligible for naturalization ». Une modification un peu différente eut été préférable à cette dernière solution, écrit M. de Hart dans un article paru dans le Journal de la Société de Législation comparée Anglaise : tout certificat de naturalisation délivré dans une colonie où l'Acte Impérial aurait été mis en vigueur n'aurait d'effet au-delà des frontières de la colonie que lorsqu'il aurait été accordé à un individu de race ou de naissance européenne. D'ailleurs M. de Hart fait remarquer qu'il peut y avoir beaucoup de colonies, ou, comme dans la Métropole, il n'est pas fait d'objection à la naturalisation d'un individu de couleur.

En raison de toutes ces difficultés, la Conférence coloniale de 1907 n'aboutit pas, et la question fut de nouveau examinée au cours de la Conférence impériale de 1911. M. Keith a exposé en détail les difficultés et les négociations qui occupèrent cette Conférence (1) ; il déclare que le nœud de la difficulté était la divergence des conditions requises dans les deux espèces de naturalisation : la naturalisation britannique ne pouvait être accordée qu'aux individus ayant servi la Couronne ou ayant une résidence dans le Royaume-Uni tandis que la naturalisation dans chaque Dominion était restreinte aux cas où la résidence avait eu lieu dans ce Dominion ; quelque fût la durée de la résidence dans un Dominion, et bien qu'il y eût été naturalisé, un homme n'avait aucune facilité pour se faire naturaliser dans le Royaume-Uni ; au contraire, comme tout étranger nouvellement arrivé, il devait y résider cinq ans et déclarer son intention de continuer à y résider ou de servir la Couronne à l'étranger.

Sir Wilfrid Laurier, premier Ministre du Canada proposa une solution qui consistait à poser en principe que tout individu naturalisé dans un Dominion jouirait du statut de sujet britannique dans tout l'Empire ; mais en 1911 le Gouvernement impérial ne se montra nullement disposé à l'accepter, pour les raisons suivantes : 1° Des difficultés considérables s'y opposaient notamment en ce qui concerne la période de résidence exigée pour la naturalisation. La période de 5 ans exigée dans le Royaume-Uni n'était égale dans aucun Dominion, la Nouvelle-Zélande ne fixait aucune durée minima, l'Australie par un Acte n° 11 de 1913 avait institué une naturalisation uniforme pour toute la Commonwealth et exigeait deux ans ; cette durée fut également

(1) *Responsible Government in the Dominions* (1912), vol. III.

adoptée par l'Union Sud-Africaine lorsqu'elle établit une naturalisation Sud-Africaine uniforme. Seul le Canada exigeait trois ans.

2° D'autre part beaucoup d'individus se faisaient naturaliser abusivement dans les Dominions dans le seul but d'obtenir un passeport. Ainsi au Canada il y avait certainement beaucoup de gens qui se faisaient naturaliser et qui quittaient ensuite le pays pour très longtemps.

3° Certaines colonies ne respectaient pas, quant à la naturalisation, le principe de l'égalité des races. Ainsi en Australie, nous l'avons vu, il était fait une discrimination entre les Européens, qui pouvaient être naturalisés et les non Européens, qui ne le pouvaient pas, et on estima que la reconnaissance par un Acte impérial de cette différence de traitement équivaldrait à introduire dans la législation l'odieux principe de l'inégalité des races.

4° Certaines colonies naturalisaient un peu trop facilement. Il était hors de doute que de nombreux individus qui sollicitaient la naturalisation coloniale l'avaient obtenue sans que les autorités locales se fussent suffisamment inquiétées s'il était vraisemblable qu'ils feraient de bons citoyens ; beaucoup de ces naturalisés coloniaux en effet étaient horriblement illettrés et indésirables à beaucoup de point de vue.

Voilà donc en résumé les difficultés qui furent envisagées au cours de la Conférence impériale de 1911 ; et telles que les expose Keith dans l'ouvrage précité. On voit que ce sont toujours les mêmes que celles qui nous ont été signalées par de Hart comme s'étant élevées au cours de la Conférence de 1907.

Voici maintenant, toujours d'après Keith, une analyse détaillée des débats de la Conférence de 1911 :

« Le 13 juin fut posée devant la Conférence l'importante question de la naturalisation et la Conférence est arrivée à un résultat positif. M. Batchelor, Ministre des Affaires Etrangères d'Australie présenta la résolution australienne en faveur d'un système qui tout en reconnaissant le droit de chacun des Dominions à réglementer à sa guise la naturalisation locale, permettrait la délivrance aux individus remplissant les conditions prescrites, de certificats de naturalisation valables dans tout l'Empire. Cette résolution exposait qu'il était impossible d'assurer l'unité de la législation dans les conditions de la naturalisation dans tout l'Empire, mais qu'il serait fort intéressant de déterminer un standard qui adopterait les conditions du pays de l'Empire qui se montre le plus sévère à cet égard, et de donner des certificats impériaux de naturalisation aux individus qui rempliraient les conditions de ce standard. Sir Wilfrid Laurier, Premier Ministre du Canada, reconnut aussi qu'on ne pouvait assurer des conditions uniformes de naturalisation, mais il posa le principe qu'un individu qui était sujet britannique dans une partie quelconque de l'Empire (anywhere), devait l'être également dans toutes ses parties (everywhere) » 100.000 Américains, dit-il, émigrent chaque année au Canada ; le plus tôt possible, c'est-à-dire après trois ans de séjour, ils sollicitent la naturalisation et l'obtiennent, mais dès qu'ils quittent ce pays ils cessent d'être des sujets britanniques Le principe de l'uniformité dans les effets de la naturalisation, ajouta-t-il, est parfaitement compatible avec celui de la diversité dans la procédure de la naturalisation.

Sir Joseph Ward, Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, était prêt à accepter ce principe à la condition que chaque Dominion conservât ses droits quant à l'exclusion de certains étrangers notamment des Asiatiques.

M. Malan, Ministre de l'Instruction publique de l'Union Sud-Africaine, combattit fortement le projet relatif aux deux catégories de certificats de naturalisation, l'un impérial et l'autre limité aux Dominions, mais il se rallia entièrement au principe posé par Sir Wilfrid Laurier, à savoir qu'un sujet britannique « anywhere » devait être un sujet britannique « everywhere ».

Le Gouvernement impérial ne put pas cependant accepter la proposition telle quelle, et il insista sur la période de 5 ans qui était requise comme condition de naturalisation dans le Royaume-Uni ; il fit observer que l'accession aux droits de citoyen britannique ne devait pas être rendue par trop facile. Il reconnaissait d'autre part qu'il ne pouvait manquer d'y avoir des conditions différentes de naturalisation dans les divers Dominions et que, pour réaliser une naturalisation impériale, il faudrait instituer deux standards. Il suggérait en conséquence qu'on autorisât tout individu qui aurait obtenu un certificat de naturalisation locale dans un des Dominions, et qui aurait de plus résidé cinq ans dans une partie quelconque de l'Empire, à solliciter la naturalisation impériale. La demande devrait en être faite par l'intermédiaire du Ministre compétent du Dominion dans lequel résiderait l'impétrant, et si ce Ministre approuvait la demande, le certificat serait délivré par le Gouverneur général ou le Gouverneur.

Sans doute il serait possible qu'avec ce système un individu qui se serait vu refuser le certificat local dans son Dominion allât dans un autre Dominion et y obtint la naturalisation impériale, mais toutes conséquences fâcheuses de cet ordre pourraient être évitées si un Dominion avait le droit de ne pas reconnaître la naturalisation d'un homme auquel il l'avait lui-même refusée ; et M. Churchill qui parlait au nom du Gouvernement impérial,

estimait que la solution qu'il proposait pourrait être acceptée, qu'il n'y avait qu'à procéder à une nouvelle rédaction du projet impérial « Imperial Bill », préparé par les soins du Gouvernement de Londres. Sir Wilfrid Laurier exprima ses regrets que le Gouvernement impérial ne fût pas disposé à consentir à ce que la naturalisation obtenue dans l'un quelconque des Dominions conférât la nationalité britannique dans tout l'Empire, mais il se déclara prêt à accepter un compromis comme une étape importante sur la bonne voie; le Gouvernement Australien accepta également la proposition et l'on se mit enfin d'accord pour admettre les principes suivants :

1° La naturalisation impériale doit être valable dans le monde entier; les conditions doivent en être uniformes, chaque Dominion restant libre d'accorder la nationalité locale dans les conditions qu'il plaira à sa propre législature de fixer;

2° La Métropole estime nécessaire de maintenir la condition de cinq ans de résidence, c'est une garantie pour les autres Dominions aussi bien que pour elle-même; mais cinq années passées dans n'importe quelle partie de l'Empire seront valables au même titre que cinq années passées dans le Royaume-Uni;

3° Le pouvoir accordant la nationalité impériale est en tout cas discrétionnaire et la décision en appartient aux autorités compétentes de la circonscription où l'impétrant aura passé les douze derniers mois;

4° La loi impériale devra être rédigée de façon à permettre à chaque « Self Governing Dominion » de l'adopter;

5° Aucune des présentes propositions ne pourra affecter la validité et la force des lois locales réglementant l'émigration ou les questions similaires en établissant des catégories différentes de sujets britanniques.

Le projet fut immédiatement modifié sur ces bases.

MISE A EXÉCUTION DES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE
DE 1911.

a) *Les retards dus au Canada.* — La résolution de la Conférence ne fut que tardivement mise à exécution ; ce retard fut dû à un changement de Gouvernement au Canada, et au fait que le nouveau Gouvernement mit très longtemps à prendre une décision à ce sujet.

Les objections du Canada étaient basées sur des motifs d'ordre constitutionnel (Canada, House of Common Debates, janvier, 1913). Le Gouvernement Canadien craignait fort de paraître vouloir porter atteinte aux pouvoirs du Canada de déterminer les conditions de la nationalité et la situation au Canada des individus jouissant de la nationalité impériale ;

b) *The « British Nationality Act » de 1914.* — Finalement on arriva à s'entendre et l'« Imperial British Nationality and Statut of Aliens Act » de 1914 régla la question d'après les principes adoptés. Cet Acte est encore actuellement en vigueur ; en voici les dispositions générales relatives à la naturalisation impériale, que nous nous bornons à rappeler rapidement :

Le Secrétaire d'Etat pourra accorder un certificat de naturalisation à tout étranger, qui justifiera de cinq années de résidence dans les Dominions britanniques au cours des huit années qui ont précédé le dépôt de sa demande, ou bien encore de cinq années passées au service de la Couronne. L'impétrant devra avoir une bonne réputation, posséder une connaissance suffisante de la langue anglaise et avoir l'intention de résider dans l'étendue de la domination britannique ou de rester au service de la Couronne.

Dans le cas d'une femme veuve ou divorcée dont la qualité d'étrangère est la conséquence de son mariage, la condition de résidence n'est pas exigée, et dans tout cas spécial on peut ne pas tenir compte de la condition des huit ans. Un individu naturalisé dans ces conditions jouit de tous les privilèges d'un sujet britannique de naissance, les quelques restrictions aux droits des naturalisés stipulées dans l'Acte d'Etablissement étant abolies.

Le nom d'un enfant mineur peut être porté sur le certificat accordé à un étranger, mais cet enfant pourra renoncer à la nationalité britannique dans l'année qui suivra sa majorité; en tous cas le Secrétaire d'Etat pourra accorder un certificat à un mineur s'il le juge opportun. Le certificat peut être révoqué s'il a été accordé à la suite de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses.

Le pouvoir du Secrétaire d'Etat d'accorder un certificat peut être exercé par le Gouvernement de toute possession britannique dans les mêmes conditions « *mutatis mutandis* ». Il faut ajouter que là où une autre langue est officiellement reconnue sur le même pied que la langue anglaise, la connaissance de cette langue peut être exigée à la place de celle de l'Anglais. C'est le cas du Français dans la province de Québec et du Hollandais dans l'Union Sud-Africaine.

Un certificat accordé dans ces conditions donnera les mêmes droits qu'un certificat accordé par le Secrétaire d'Etat, mais le pouvoir législatif des Dominions est respecté grâce à la disposition suivante :

La présente partie de l'Acte de 1914 et tout certificat accordé en exécution des dispositions de la présente partie n'auront d'effet dans un « Self Governing Dominion » que si l'Acte est adopté par la législature du Dominion; une fois adopté, cet acte peut être

abrogé par la législature, à condition de ne pas porter atteinte aux droits acquis au moment de l'abrogation; et en adoptant cet Acte la législature peut régler les modalités de l'exercice du pouvoir du Gouvernement en la matière.

L'Acte pose ensuite des règles, et cela généralement sans l'assentiment de la législature des Dominions, relatives à la définition du sujet britannique de naissance.

c) *Importance de la législation de 1914.* — Cet acte est extrêmement important pour beaucoup de raisons, déclare KEITH dans l'ouvrage précité. Il a en effet été passé avec le plein assentiment des Gouvernements et des Parlements des Dominions et il s'applique pour la plus grande partie à tout l'Empire sans ratification par les Dominions. En vérité il est un peu difficile de voir pourquoi le cas spécial de la naturalisation fait l'objet des dispositions législatives qui ne peuvent être en vigueur qu'après ratification des Dominions. On peut peut-être l'expliquer par cette considération que la nationalité britannique d'origine n'a généralement fait l'objet de la législation d'aucun Dominion, et comme un Dominion n'est malgré tout qu'une dépendance, il se peut qu'aucune législature de Dominion n'eut été compétente pour passer une loi qui aurait pu dépouiller un sujet britannique de naissance de sa nationalité; une telle législature, cependant, a le pouvoir de dépouiller un sujet britannique de naissance de toute espèce de droits civils.

Quoi qu'il en soit, la loi est maintenant fixée et aucune législature de Dominion ne peut y apporter la moindre atteinte, car le maintien des pouvoirs des législatures et gouvernements des Dominions par l'article 26 ne peut être interprété comme leur donnant le droit d'abroger des dispositions expresses dudit Acte qui détermine donc immuablement la situation des sujets britan-

niques de naissance, des veuves, des femmes mariées et des enfants, comme nous l'avons vu.

e) *Avantages de la naturalisation impériale pour ceux qui en sont investis.* — De l'unité de la nationalité britannique, les habitants des Dominions dérivent certains avantages tels que la protection britannique dans les autres Etats du monde, le libre droit d'accès au Royaume-Uni et les droits politiques intégraux dans ce dernier pays (1). Ils en dérivent également un avantage remarquable dont on n'a peut-être pas toujours réalisé l'importance : dans les traités de commerce et de navigation modernes il est d'usage d'insérer des stipulations expresses relatives à différents droits personnels ; c'est ainsi que le traité de 1911 avec le Japon assure à ses bénéficiaires les mêmes droits qu'aux indigènes en ce qui concerne l'entrée du pays, la résidence, l'exercice du commerce et de l'industrie. Ces privilèges personnels qui s'opposent à ceux qui ont un rapport direct avec les marchandises tels que les droits d'entrée, sont conférés à tout sujet britannique même si le Dominion dans lequel il est né ou domicilié n'est pas partie au traité comme c'est le cas, pour le traité Anglo-Japonais, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union Sud-Africaine.

Ceci semble à première vue très curieux, car le principe de la réciprocité devrait avoir pour conséquence que, si un Australien a par traité le droit de s'établir au Japon, un Japonais devrait

(1) Une décision de justice rendue au cours de la guerre et confirmée en appel illustre d'une manière frappante les inconvénients qui pouvaient résulter pour leurs titulaires de la naturalisation coloniale à effet purement local : affaire *R v. Francis, Ex p. Markwald* (1918) I. K. B. 617.

Un Allemand s'était établi en Australie en 1878, et n'avait cessé d'y résider et d'y faire le commerce jusqu'en 1909 ; en 1908 il s'y était fait naturaliser. En 1909 il était venu en Angleterre, s'y était établi et ne l'avait plus quittée ; en 1917 il fut poursuivi pour ne s'être pas déclaré comme étranger ennemi, et condamné de ce chef.

avoir le même droit en Australie. Or il n'en est rien et la réponse à cette observation, écrit Keith, doit être basée sur ce fait que les traités n'envisagent aucune distinction entre les sujets britanniques eu égard à leur connexion avec le Royaume-Uni ou avec tel ou tel Dominion. Un sujet britannique ne peut porter une marque d'origine géographique; de plus il serait très difficile, dans la pratique, d'imaginer un système qui permet de distinguer entre les diverses catégories de sujets britanniques; le critère de la naissance n'atteindrait pas le but : pourquoi un enfant né en Angleterre mais emmené tout jeune en Australie, serait-il plus en droit d'entrer au Japon qu'un enfant né en Australie? D'autre part il n'est pas de critère qui puisse déterminer pratiquement le domicile des commerçants. Si un homme a des maisons de commerce en Angleterre et en Australie, son domicile devra-t-il être déterminé par l'importance relative de ses maisons ou par son domicile personnel? Si fort que soient ces arguments, ajoute Keith, il est pourtant impossible d'affirmer qu'ils seront toujours admis par les gouvernements étrangers; bien que le domicile ne soit pas un critère commode, il n'en est pas moins vrai en effet qu'il pourrait être adopté par un gouvernement étranger. Il faut d'ailleurs se souvenir que les maisons de commerce et les sociétés, surtout si elles sont formées d'après la loi d'un des Dominions, ont un siège social bien défini ce qui leur donne un domicile également bien défini; c'est en raison de ces considérations qu'un traité avec la Suisse conclut conformément aux desiderata exprimés par les Dominions à la Conférence impériale de 1911 ne permet pas qu'un Dominion rejette le traité de 1855 tout entier mais seulement les clauses purement commerciales de ce traité. Mais si les avantages résultant pour les habitants des Dominions de l'unification de la nationalité britannique sont considérables,

on ne peut pas dire que la nationalité britannique par elle-même confère à un sujet britannique des droits particuliers dans les Dominions. Les dispositions de l'Acte de 1914 autorisent la législature ou le gouvernement de tout Dominion à exercer tous les droits qu'il lui plaît quant au traitement différentiel des sujets britanniques; et au Canada, en Australie et dans l'Afrique du Sud un étranger européen est bien mieux traité qu'un sujet britannique de couleur.

LE RETRAIT DE LA NATURALISATION DANS LES COLONIES

L'Acte de 1914 dispose que le gouvernement de chaque possession aura les mêmes pouvoirs en ce qui concerne la révocation des certificats accordés par le gouvernement de la possession que ceux qui sont attribués à ce sujet au Secrétaire d'Etat du Gouvernement de Londres pour la révocation des certificats accordés par lui; mais la loi précise que, comme d'ailleurs en ce qui concerne la naturalisation, dans tous les cas où il ne s'agira pas de l'Inde ou d'un Self Governing Dominion, le Gouverneur de la possession devra en référer au Secrétaire d'Etat de Londres.

L'Acte de 1918 est venu donner dans les mêmes conditions, aux gouvernements des Possessions, les pouvoirs nouveaux et la procédure nouvelle qu'il instaurait et que nous avons exposés dans un chapitre précédent.

Mais il est une disposition de cette loi, le paragraphe 5 de l'article 1^{er}, qui est très intéressante parce qu'elle souligne le désir du Gouvernement de Londres de ne pas porter la plus légère atteinte aux prérogatives des gouvernements coloniaux; le paragraphe dont il s'agit dispose que lorsqu'un individu auquel un certificat de naturalisation aura été accordé dans une partie quelconque de

l'Empire autre que le Royaume-Uni et que ledit individu résidera dans le Royaume-Uni, le certificat pourra être révoqué par le Secrétaire d'Etat (de Londres), mais seulement avec l'assentiment du Gouvernement de la Possession britannique qui aura accordé le certificat.

(

CHAPITRE II

Le statut des sujets des Etats protégés

L'institution du protectorat, qui est assez floue en droit international, a fait naître de nombreux problèmes; l'un des plus délicats est relatif à la situation des sujets des Etats protégés au point de vue de la protection que leur accorde l'Etat souverain.

Nous allons passer en revue l'opinion de quelques auteurs anglais relativement à cette question. Voyons d'abord ce que dit le rapport de la Commission internationale de 1901 (paragraphe 11) : « Dans l'application du principe que tout individu né dans les « British Dominions », dans l'étendue de la domination britannique est un sujet britannique, quel est le sens précis et la portée exacte qu'il convient de donner à l'expression « British Dominions » ? Est-elle applicable seulement aux pays qui font partie du territoire britannique ou comprend-elle aussi quelques-uns des pays ou tous les pays dans lesquels Sa Majesté exerce sa juridiction ou son autorité à un degré plus ou moins grand, tels que les protectorats où les sphères d'influence ? Il semble que le principe ne peut s'appliquer qu'aux pays qui sont devenus des parties du territoire britannique par conquête, cession ou occupation, et qu'il ne s'applique pas à des pays qui ne font pas partie réellement du territoire britannique, quelque étendus que puissent y être les pouvoirs d'administration et de

juridiction de la Couronne par traités, capitulations, concessions, usages, tolérances ou tout autre moyen de droit » (Foreign Jurisdiction Act 1890; 53 et 54 Victoria, c. 37, S. 1).

Situation des sujets d'un Etat protégé au point de vue de la protection diplomatique.

WESTLAKE examine ce point de vue et se demande quelle réponse il convient de donner à la question formulée dans ces termes par HALL : « Est-ce que les indigènes d'un protectorat colonial doivent être considérés comme de simples étrangers, lorsqu'ils se trouvent dans un autre pays que le leur; peuvent-ils demander à être placés dans la même situation que les individus que, pour une raison ou une autre, la Grande-Bretagne a coutume de protéger ? Jusqu'à présent, ajoute-t-il, ces indigènes semblent avoir été relégués dans la première catégorie en raison sans doute de l'opinion qui a été généralement adoptée en Angleterre quant aux pouvoirs acquis par le protecteur par l'établissement d'un protectorat ».

WESTLAKE, qui est d'accord avec HALL sur la question générale des pouvoirs et du droit de juridiction du protecteur, est d'accord avec lui pour estimer « qu'il est logiquement nécessaire que ces indigènes participent au droit de protection diplomatique, et que, si ce point de vue n'était pas adopté, l'inconvénient qui ne pourrait manquer de se manifester serait que les indigènes des protectorats coloniaux des puissances étrangères seraient mieux traités dans les territoires placés sous la protection britannique qu'on ne pourrait le demander à titre de réciprocité ».

En d'autres termes, dit WESTLAKE, « la distinction imperceptible entre l'annexion et l'acquisition de protectorats coloniaux ne devra pas avoir pour conséquence que les sujets des protégés

soient traités autrement que les nationaux du protecteur en ce qui concerne la protection à l'étranger. Un Etat protégé a ses propres nationaux et leur protection hors de son territoire dépendra des conditions qui règnent entre ledit Etat et le protecteur ; ces conditions peuvent permettre au protégé des relations diplomatiques avec l'étranger sous le contrôle du protecteur ; le protégé devra alors intervenir lui-même à l'étranger en faveur de ses nationaux. Au contraire, si le protecteur s'est chargé de toutes les relations extérieures du protégé, c'est au protecteur qu'incombe le soin de protéger les nationaux du protégé ».

Situation des sujets des Etats indigènes de l'Inde.

L'Inde telle qu'elle est définie par l' « Interpretation Act 1889 » (52 et 53 Victoria, c. 63, s. 18) par l' « Indian General Act 1897 » (s. 3, 27), se compose non seulement des territoires compris dans l'Inde anglaise, c'est-à-dire des territoires placés sous la souveraineté directe de la Couronne, mais aussi des territoires indigènes en dépendant.

Voici les renseignements que donne Sir COURTNEY ILBERT dans son livre qui fait autorité « The Government of India » (1915, 3^e édition) : On compte plus de 600 de ces Etats indigènes ; ils occupent une superficie de 700.000 milles carrés et contiennent une population d'environ 62.500.000 âmes ; ils diffèrent beaucoup les uns des autres en étendue et en importance : le Nizam de Hyderabad règne sur un territoire de 83.000 milles carrés et sur une population de plus de 11 millions d'habitants ; il y a des petits chefs dans le Kathiawar dont les territoires se composent de quelques acres. Le territoire de ces Etats ne fait pas partie du territoire britannique, leurs sujets ne sont pas des sujets britanniques, la souveraineté de ces Etats se divise entre le gouvernement britannique et le prince de l'Etat indigène dans des

proportions qui varient beaucoup suivant les conditions historiques et l'importance des divers Etats; ils sont réglementés en partie par des traités ou des engagements plus ou moins formels, en partie par des « Sanads » ou chartes, en partie par l'usage. Le maximum de souveraineté dont jouissent ces princes est représenté par le Nizam de Hyderebad qui frappe de la monnaie, impose ses sujets et peut condamner à mort sans appel; le minimum de souveraineté est représenté par le seigneur de quelques acres de Kathiawar, qui jouit de l'immunité de la taxation britannique et exerce une ombre d'autorité judiciaire. Mais dans le cas de tout Etat indigène le gouvernement britannique :

1°) exerce le contrôle exclusif des relations extérieures de l'Etat;

2°) assume une responsabilité générale mais limitée quant à la paix intérieure de l'Etat;

3°) assume une responsabilité spéciale quant à la sécurité des sujets britanniques qui résident dans l'Etat;

4°) exige une coopération obéissante pour repousser les attaques venues de l'extérieur et pour maintenir l'ordre intérieur.

Voici donc la situation des Etats indigènes examinée d'un point de vue politique. Nous allons voir maintenant avec plus de précision quelle est leur situation très particulière au point de vue du droit international et, pour ce faire, le mieux est de consulter WESTLAKE. Cette situation est très complexe, car on ne peut pas dire que l'Inde tout entière est une possession britannique puisque beaucoup d'Etats indigènes ont été admis à subsister sous le contrôle d'une suprématie britannique mal définie.

La situation des deux catégories de territoires, Inde anglaise proprement dite et Etats protégés, est déterminée par deux déclarations de la plus grande importance. Au point de vue des rela-

tions extérieures, le préambule de l'Acte de 1876 qui a pour but d'appliquer aux Etats indigènes la législation de l'Inde britannique pour réprimer le trafic des esclaves (39 et 40 Victoria), déclare : « Les diverses provinces et Etats de l'Inde alliée avec Sa Majesté ne peuvent avoir ni rapports ni liens conventionnels avec les puissances étrangères; d'autre part les sujets desdites provinces et Etats, lorsqu'ils résident dans les lieux ci-dessous mentionnés, ont droit à la protection du Gouvernement Britannique et jouissent de cette protection au même degré que les sujets de Sa Majesté ».

Au point de vue interne, c'est-à-dire au point de vue des rapports des Etats indigènes avec les autorités britanniques, le gouvernement de l'Inde publia la note suivante dans sa Gazette officielle n° 1700 E, 21 août 1891 :

« Les principes du droit international ne s'appliquent pas aux rapports entre le gouvernement de l'Inde représentant la Reine impératrice, d'une part, et d'autre part les Etats indigènes placés sous la suzeraineté de Sa Majesté; la suprématie souveraine du gouvernement de l'Inde présume et implique la subordination des Etats indigènes ». Ainsi l'Inde tout entière est un monde en soi : non seulement, dit WESTLAKE, les Etats étrangers ne peuvent intervenir dans aucune partie de l'Inde, mais encore les parties qui ne sont pas comprises dans les possessions du roi-empereur sont néanmoins soumises à sa suzeraineté et à sa suprématie. Il n'existe aucune relation semblable entre les Etats dans les règles courantes du droit international. Dans ce droit les relations entre deux ou plusieurs Etats sont déterminées par les actes publics qui les établissent, et les points litigieux sont tranchés en faveur du suzerain par la seule force de ce nom. Dans l'Inde au contraire la puissance suprême et la subordination corrélatrice sont laissées

mal définies. Naturellement, ajoute WESTLAKE, cette anomalie dans le droit public international va se trouver reproduite en matière de nationalité; les sujets des « différents princes et Etats de l'Inde alliée avec Sa Majesté » sont dans leurs rapports avec la Couronne britannique dans des situations très diverses; d'abord ils ne jouissent pas des droits généraux des sujets britanniques et ne sont pas compris dans le terme « subject » lorsqu'il est employé sans interprétation expresse dans un Acte du Parlement britannique ou dans une loi de l'Inde britannique; ils peuvent même être naturalisés en vertu du « British Indian Naturalization Act » (n° 30, 1852). Cependant on requiert de ces individus une fidélité aussi complète au souverain britannique que celle qui est exigée des individus dénommés sujets; le « GAEKWAR » de Baroda passa en jugement pour une tentative d'empoisonnement sur un représentant britannique attaché à sa Cour; il y était poursuivi en vertu des motifs exposés dans une proclamation du 13 janvier 1875 où il était dit : « ...Le fait de perpétrer un tel attentat serait un crime contre Sa Majesté la Reine et une violation de la condition de loyauté à la Couronne, condition essentielle de la reconnaissance de MULHAR RAO GAEKWAR comme chef de l'Etat de Baroda ».

Il est d'ailleurs certain que cette doctrine ne s'applique pas seulement aux princes; on le voit par l'affaire des « Banipurees » qui furent poursuivis et punis en 1891 pour violation de l'obligation de loyauté. Il est vrai que l'un d'entre eux avait usurpé le trône, mais il n'avait pas été reconnu par le gouvernement indien et ledit gouvernement enjoignit officiellement « au sujets des Banipurees de ne pas oublier quels sont les châtimens infligés aux individus coupables de rébellion et de meurtre ».

D'ailleurs le gouvernement accorde avec empressement la pro-

tection corrélative aux devoirs des sujets et cela d'autant plus volontiers que la Grande-Bretagne exclut jalousement toute intervention étrangère dans l'intérêt de ces individus.

Le statut 39 et 40 Victoria, c. 46, déclarait que les sujets des provinces et Etats indiens avaient droit à la protection du gouvernement britannique lorsqu'ils se trouvaient en haute mer ou résidaient dans quelque partie de l'Asie ou de l'Afrique qu'il plairait au souverain de spécifier par un ordre en Conseil ; et par le « Foreign Jurisdiction Act » de 1890, art. 15, il est déclaré que dans le cas où les ordres en Conseil relatifs à l'exercice de la juridiction britannique à l'étranger s'étendent « aux personnes jouissant de la protection de Sa Majesté, cette expression comprendra tous les sujets des divers princes et Etats de l'Inde ». Bien plus, dans le traité de 1873 avec le sultan de Muskat, il était stipulé que dans tous les traités qui interviendraient entre lui et la Grande-Bretagne, le terme « sujet britannique » comprendrait tous les sujets des Etats indigènes de l'Inde, ce qui semble impliquer que le sultan doit les considérer comme de véritables sujets britanniques. Ainsi tous ces individus doivent être en définitive considérées par les Puissances étrangères comme des sujets britanniques, et la question de savoir si à l'intérieur ils ont les titres et les droits de ces sujets est du même ordre que celle de savoir si les habitants des Iles Philippines sont ou non des citoyens des Etats-Unis.

Il en résulte que la naturalisation dans l'Inde dite britannique d'un individu appartenant à l'un de ces Etats indigènes est un acte sans aucune portée internationale ; elle l'élève simplement à un degré supérieur à l'intérieur de l'Empire britannique, en substituant une sujétion directe au roi-empereur à une sujétion indirecte de caractère féodal. Mais si un Européen ou un Amé-

ricain ou quelque autre véritable étranger était naturalisé d'après la loi indienne, la même question se poserait relativement à l'effet d'un tel acte que celle que nous avons étudiée quant aux effets de la naturalisation en vertu des lois coloniales britanniques et devrait recevoir la même solution.

Nous venons de donner l'opinion de WESTLAKE sur cette question. Comme elle est mal définie et exprêment floue, et que les opinions des auteurs sont assez variables à cet égard, nous croyons intéressant de citer encore celles de HALSBURY et de Sir ILBERT, qui est un grand spécialiste des questions indiennes et qui a publié un ouvrage qui fait autorité sur le gouvernement de l'Inde.

Voici ce qu'écrivait HALSBURY (*Laws of England*, tome X, 1909, page 588) : « Avant que le gouvernement de l'Inde eut passé de la Compagnie de l'Inde à la Couronne, on ne savait au juste si les indigènes de l'Inde (excepté dans l'île de Bombay qui avait été autrefois une possession de la Couronne) étaient des « sujets britanniques ». Depuis le « Government of India Act » de 1858 (21 et 22 Victoria, c. 106) ce doute ne peut plus exister, du moins en ce qui concerne les indigènes de l'Inde britannique, et même deux d'entre eux ont été élus membres du Parlement. Mais l'ancienne incertitude quant aux sujets des Etats indigènes demeure ; aucune considération de race, de couleur ou de religion n'affecte le statut politique d'un sujet britannique dans le Royaume-Uni, bien que certaines colonies britanniques douées d'un gouvernement représentatif aient pu en décider autrement dans leurs lois. Cette règle du moins en ce qui concerne l'accès aux fonctions publiques est appliquée à l'Inde par le statut de 1858 (article 32). Il faut remarquer cependant qu'en vertu d'un règlement émanant du Secrétaire d'Etat à la Guerre, les candidats aux grades d'offi-

ciers de l'armée britannique doivent être de pure race européenne ; il en est de même pour les officiers de marine. Quant aux services administratifs de l'Inde, il est expressément stipulé par le statut de 1858 que tous les « natural born subjects » de la Couronne pourront se présenter. Ce terme comprend donc les indigènes de l'Inde anglaise mais apparemment pas les sujets des Etats indigènes. Pour l'accès aux autres services publics les conditions varient ; Sir WILLIAM LEE WARNER, dans son ouvrage « The Natives States of India » (1910), page 263, paragraphe 99), cite de nombreux exemples de la protection accordée par le gouvernement du roi aux personnes et à la propriété des sujets des différents Etats de l'Inde, lorsqu'ils résident ou voyagent dans des pays étrangers. Le gouvernement britannique a acquis et exerce à l'étranger, dit-il, dans quelques pays non chrétiens, un droit de juridiction personnelle sur ses sujets exactement comme dans les Etats indigènes ; il exerce sa juridiction sur les Européens qui s'y trouvent ; c'est à cette juridiction que les sujets des Etats indigènes ont droit dans ces pays.

Il cite également le traité signé en 1873 avec le sultan de Muskat puis le traité de Yarkend du 2 février 1874, dont l'article 9 stipule que : « les droits et privilèges que les traités accordent aux sujets britanniques sur le territoire de Son Altesse l'Emir s'étendront aux sujets de toutes les provinces et Etats de l'Inde alliés à Sa Majesté la Reine ».

L'ordre en Conseil du 29 novembre 1844 réglementant l'exercice de la juridiction britannique sur le territoire et dans les dépendances de Zanzibar s'applique à tous les sujets britanniques de naissance ou par naturalisation et aussi à tous les individus qui jouissent de la protection britannique dans les possessions du sultan. Le Consul britannique doit en conséquence tenir un

registre de tous les indigènes des Etats protégés de l'Inde qui ont droit à la protection britannique ». Mais, ajoute Sir WILLIAM LEE WARNER, il n'est malheureusement pas toujours possible d'assurer aux sujets des Etats indigènes résidant ou voyageant dans l'Empire britannique les mêmes privilèges que ceux qui sont accordés aux sujets d'origine britannique, qu'ils soient nés dans le Royaume-Uni ou dans les colonies ou Dominions : s'il plaît en effet à certains Dominions, dans l'exercice de leur pouvoir législatif propre, de faire une distinction entre les sujets européens et asiatiques du roi, leur faculté de légiférer pour leur territoire comme bon leur semble est indiscutable; mais en fait la situation des sujets des Etats indigènes est la même que celle des sujets Hindous britanniques de la Couronne, et l'on peut ajouter avec certitude que si les Etats indigènes possédaient le pouvoir de négocier ils ne pourraient pas modifier la situation de leurs sujets dans les Dominions. D'ailleurs, ajoute Sir WILLIAM LEE WARNER, la protection des sujets des Etats indigènes à l'étranger ne se borne pas à leur accorder le bénéfice de la juridiction consulaire ou à des avantages expressément prévus par les traités; les sujets des Etats protégés reçoivent en effet des passeports lorsqu'ils partent pour l'étranger; ces passeports certifient « que le porteur est sujet de l'Etat de... Etat de l'Inde en état d'alliance subordonnée » avec Sa Majesté et ayant droit, à ce titre, à la protection de Sa Majesté ».

La naturalisation dans les territoires sous mandat et dans les protectorats.

Certaines questions relatives à la législation sur la nationalité britannique furent posées pendant la Conférence impériale de 1923; un résumé officiel des débats de cette Conférence fut publié par le journal le « Times » du 12 novembre 1923. Ces questions

furent soulevées sur l'initiative du gouvernement du Commonwealth et furent renvoyées à une Commission présidée par le Secrétaire d'Etat pour l'Intérieur ; on examina entre autres la question de la naturalisation des personnes résidant dans les territoires sous mandat : sauf dans certains cas spéciaux, dit le résumé officiel, la loi existante ne permet pas d'accorder le certificat impérial de naturalisation à un individu ne remplissant pas les conditions de résidence dans l'étendue de la domination de Sa Majesté. Le gouvernement du Commonwealth proposa un amendement à l'effet d'autoriser la délivrance de certificats sur la base de la résidence dans les territoires sous mandat B ou C, c'est-à-dire de l'Afrique et du Sud du Pacifique. A cette proposition qui d'ailleurs est en harmonie, dit le communiqué, avec certaines décisions récentes du Conseil de la Société des Nations, le gouvernement britannique ajouta la suggestion qu'une disposition semblable pourrait être prévue pour le cas de tous les individus résidant dans les protectorats britanniques. La Commission décida de recommander que la faculté d'accorder des certificats de naturalisation impériale fût étendue de façon à pouvoir en délivrer aux individus résidant dans les territoires sous mandat B et C ainsi qu'à ceux résidant dans les protectorats.

<i>Le Doyen :</i>	<i>Le Recteur de l'Académie</i>
H. BERTHELEMY.	<i>de Paris :</i>
	P. LAPIE.

Le Président de la Thèse :
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

BIBLIOGRAPHIE

I

Documents officiels.

A. — Actes du Parlement britannique.

1° Relatifs à la nationalité britannique d'origine :

- 25 Edouard III, Stat. 1, 1350-1 et 1351-2.
- 42 Edouard III, c. 10, 1368.
- 7 Anne, c. 5, 1708.
- 4 George II, c. 21, 1730-1.
- 13 George III, c. 21, 1772-3.
- The Legitimacy Declaration Act (21 et 22 Victoria, c. 93).

2° Relatifs à la naturalisation britannique :

- Naturalization Act, 1844 (7 et 8 Victoria, c. 66).
- Naturalization Act, 1870 (33 et 34 Victoria, c. 14).
- Naturalization Oath Act, 1870 (33 et 34 Victoria, c. 102).
- Naturalization Act, 1872 (35 et 36 Victoria, c. 39).
- Naturalization Act, 1895 (58 et 59 Victoria, c. 43).

3° Mixtes :

- British Nationality and Status of Aliens Act, 1914 (4 et 5 George V, ch. 17).
- British Nationality and Status of Aliens Act, 1918 (8 et 9 George V, ch. 38).
- British Nationality and Status of Aliens Act, 1922 (12 et 13 George V, ch. 44).

B. — *Législation relative à la nationalité dans les Dominions et les colonies de la Couronne.*

- Australie.* — Nationality Act de 1920, n° 48; Nationality Act de 1922, n° 24.
- Canada.* — Naturalization Act, 1914 (4-5, George V, chap. 44 ; Naturalization Act, 1920 (George V, chap. 7).
- Ceylon.* — Naturalization (Amendment Ordinance, n° 5 of 1922).
- Fiji.* — Denaturalisation Ordinance, 1919 (n° 13).
- Honduras britannique.* — Status and capacity of Aliens Ordinance, 1919 (n° 25).
- Iles Bahama.* — Naturalization Amendment Act, 1919 (9 et 10 George V, chapitre 10).
- Iles Bermudes.* — Alien Act, 1921 (n° 19).
- La Jamaïque.* — Naturalization Law, 1919 (n° 38).
- Malte.* — Naturalization Ordinance 1908, Amendment Ordinance 1919 (n° VIII of 1919).
- Nigeria.* — Naturalization of Aliens (Revocation of Certificates) Ordinance, 1918 (n° 9).
- Nouvelle-Zélande.* — British Nationality and Status of Aliens in New-Zealand) Act, 1923 (14 Georges V, n° 46).
- Straits Settlements.* — Ordinance n° 11, 1867 (Naturalization).
- Terre-Neuve.* — Consolidated Statutes of New foundland : chapter 78 (third series) : of the Naturalization of Aliens.
- Union Sud-Africaine.* — Act n° 4 of 1910, to consolidate and amend the Laws in force in the Union relating to the Naturalization of Aliens.

C. — *Rapports de Commissions.*

- Rapport de la Commission parlementaire de 1844.
- Rapport de la Commission royale réunie en vue d'examiner la législation relative à la naturalisation et à l'allégeance, 1869.
- Rapport sur la nationalité et la naturalisation présenté par les représentants de Sa Majesté à l'étranger et relatif à la législation des pays étrangers en la matière, 1893.
- Rapport de la Commission interministérielle réunie en vue d'examiner la législation relative à la naturalisation, 1901.
- Papers laid before the Imperial Conference, 1911.

Rapport de la Commission réunie pour examiner la question de la nationalité des femmes mariées, 1923.

Résumé officiel des débats de la Conférence Impériale (*Times*, 12 novembre 1923).

D. — *Débats parlementaires.*

Chambre des Communes. — 13 mai 1914 (vol. 62, n° 64) ; 12 juillet 1918 (vol. 108, n° 78) ; 17 juillet 1918 (vol. 108, n° 81) ; 19 juillet 1918 (vol. 108, n° 83) ; 6 août 1918 (vol. 109, n° 95) ; 5 juillet 1922 (vol. 156, n° 91).

Chambre des Lords. — 17 mars 1914 (vol. 15, n° 15) ; 26 juillet 1918 (vol. 30, n° 57) ; 2 août 1918 (vol. 31, n° 62) ; 5 août 1918 (vol. 31, n° 63).

E. — *Question des décrets du 8 novembre 1921 sur la nationalité d'origine en Tunisie et au Maroc (zone française) devant la Cour Permanente de Justice Internationale.*

Plaidoirie de Sir Douglas Hogg, Attorney Général d'Angleterre.

Plaidoirie de M. de Lapradelle.

Plaidoirie de Sir Ernest Poillock, ancien Attorney Général d'Angleterre.

Conclusions de M. Mérillon, Procureur général près la Cour de Cassation.

(*Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1922-23, n° 1).

II

Ouvrages généraux.

A. — *Ouvrages généraux de droit international.*

BARD. — *The theory and practice of private international law* (Edinburgh, 1892).

BARCLAY (Sir Thomas). — *International law and practice with appendices containing Hague Conventions of 1907, and Declaration of London 1909* (Londres, 1917).

BATY. — *International law* (Londres, 1909).

- BENTWICH. — *Students leading cases and statutes on international law* (Londres, 1913).
- FIGE. — *Traité de droit international privé*, tome I.
- FOOTE. — *A concise treatise on private international law*.
— *Private international jurisprudence*, 4^e édition par Coleman PHILLIPSON (1914).
- HALLECK. — *Elements of international law*. Edited by Sir SHERSTON BAKER, 2 vol. (Londres, 1878).
- HALL. — *International law* (Londres, 1895).
- HIBBERT. — *International private law or the conflict of Laws* (1918).
- HISTORICUS. — *On international law* (1863).
- OLIVART. — *Bibliographie du droit international* (1905).
- OPPENHEIM. — *International law. — A Treatise*. 2 vol., 3^e édition, 1920.
- PHILLIMORE. — *Commentaries upon international law IV* (Londres, 1874).
- PITT COBBETT. — *Leading cases on international law*, vol. I (Peace). — 4^e édition, par Hugh H.-L. BELLOT (1922).
- WALKER. — *The science of international law* (1893).
- WEISS. — *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 5 vol. (1892).
- WESTLAKE. — *A treatise on private international law* (5^e édition, 1912).
— *Chapter on the principles of international law* (1894).
— *International law*, tome I (Peace) (1906).
— *The conflict of laws*.

B. — *Ouvrages généraux de droit anglais.*

- ARMSTRONG. — *War and treaty legislation*, 1914-1922.
- BLACKSTONE. — *Commentaries on the Laws of England*.
- BRACON. —
- BRYCE. — *Studies in history and jurisprudence* (Oxford, 1901, 2 vol.).
- BURGE. — *Colonial and foreign law*. Vol. II. Nouvelle édition, 1908.
- CRAIG. — *Jus feudale*.
- DICET and KEITH. — *A Digest of the laws of England with reference to the conflict of laws* (3^e édition, 1922).
- Encyclopædia of the laws of England*, vol. II, article « British subject ».

- JELF. — *Where to find your law* (1907).
- JENKYNs. — *British rule and jurisdiction beyond the seas* (1902).
- HALSBURY. — *The Laws of England*.
- LEHR. — *Éléments de droit civil anglais*, 2^e édition, t. I, n° 56.
- LÉVY-ULLMANN. — *Cours de droit comparé professé à la Faculté de l'Université de Paris* (1922-23).
- MEWS. — *The digest of English Case law*.
- MOZLEY and WHITELEY. — *Law dictionary* (4^e édition, 1923, par F.-G. HEAVE).
- NELSON. — *Selected cases, statutes and orders, illustrative of the principles of private international law administered in England, with a commentary* (Londres, 1899).
- STEPHENS. — *New commentaries*, livre IV, 1^{re} partie.
- STROUD. — *The judicial dictionary*, 2^e édition, 1903, 5 volumes.
- The English and Empire Law Digest*, t. II (1919). — 17 volumes parus.
Directeurs : The Earl of Halsbury et Sir Chitty.
- TOMKINS. — *Law Dictionnary* (4^e édition, 1835), 2 vol.
- VINER. — *A General abridgment of law and equity*. 23 volumes, 1742-1753.
- WHARTON. — *Law lexicon*. 12^e édition, 1916.

III

Monographies.

A. — *Relatives à la nationalité.*

- COCKBURN. — *Nationality or the law as to subjects and aliens considered with a view to picture legislation* (Londres, 1869).
- COGORDAN. — *La nationalité*. 2^e édition.
- CUTLER. — *The law of naturalization as amended by the naturalization Act 1870* (1871).
- EGAN. — *The status of the Jews in England*.
- HANSARD. — *A treatise on the law relating to aliens* (1844).

- HENRIQUEZ. — *The Jews and the English law* (1908).
— *The law of aliens and naturalization* (1906).
HOWELL. — *Naturalization and nationality in Canada* (1884).
KAHN. — *Staatsangehörigkeit*.
DE LAPRADELLE. — *La nationalité d'origine*.
LEHR. — *La nationalité dans les principaux Etats du globe* (1909).
PIGGOTT. — *Nationality*. 2 vol., 1906.
POLLOCK (Sir Frederick). — *Essays on jurisprudence and ethics* (1882):
The oath of allegiance (p. 176).
SIEBER. — *Das Staatsbürgerrecht im internationalen Verkehr*, 2 vol.
Berne, 1907.
WALTER BLAKE ODGERS. — *On Nationality*.
ZEBALLOS. — *La nationalité*, 5 volumes.

B. — *Relatives à des sujets divers.*

- BOURINOT. — *A manual of the constitutional history of Canada* (1901).
DEMANGEON. — *L'Empire britannique* (1923).
DILKE. — *Problems of Great Britain* (1890).
DEMSON. — *The struggle for imperial Unity* (1909).
EGERTON. — *Federations and unions in the British Empire* (1911).
HARRISON MOORE. — *The constitution of the Commonwealth of Australia* (2^e édition, 1910).
ILBERT (Sir Courtenay). — *The Government of India* (3^e édition, 1923).
KEIR HARDIE. — *India* (1917).
KEITH. — *Responsible Government in the Dominions* (1912), t. II.
— *War Government of the British Dominions* (1921).
LÉVY-ÜLLMANN. — *Vers le droit mondial du xx^e siècle* (1923).
PIGGOTT. — *Exterritoriality. The law relating to consular jurisdiction and to residence in oriental countries* (1907).
ROMAIN ROLLAND. — *Bahatma Gandhi* (1923).
SIEGFRIED (André). — *L'Angleterre d'aujourd'hui* (1924).
TARRING. — *Law relating to the colonies* (1906).
TODD. — *Parliamentary Government in the Dominions* (2^e édition, 1894).
WODWORTH. — *Strangers within our Gates or coming Canadians* (Toronto, 1909).

IV

Articles de revues.

BARCLAY. — *Nationality of children of a naturalised British subject born abroad after the naturalization* (*Law Quarterly Review*, 1896, p. 279).

BAUMANN. — *Nationality and naturalization* (*Fortnightly Review*, 1914, p. 494).

Canadian national problems (*Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 134, 1913).

DICEY. — *Is the child of a naturalized British subject himself a British subject?* (*Law Quarterly Review*, 1899, p. 438).

DE HART. — *The English Law of nationality and naturalization* (*Journal of the Society of Comparative Legislation*, avril 1900, p. 11).

EDWARDS. — *Common Law naturalization and expatriation* [*Ibidem*. New Series, n° XXXIII (1915), p. 108].

— *Natural British subjects at Common Law* [*Ibidem*, New Series, n° XXXI (1914), p. 314].

— *The effect of a certificate of naturalization* (*Law Quarterly Review*, 1914, p. 433).

HASTINGS-KELKE. — *Nationality and the Common Law* (*Law Magazine and Review*, 1883, p. 297).

MAC ILWRAITH. — *Bourgeois Case in London and Paris* (*Law Quarterly Review*, 1890, p. 379).

MAC NAIR. — *British Nationality and Alien status in time of war* (*Law Quarterly Review*, 1919, p. 213).

NEWTON. — *De la naturalisation dans les colonies anglaises : la naturalisation obtenue à l'île Maurice fait-elle perdre la qualité de Français?* (*Journal du droit international privé*, 1883, p. 449).

NEWTON CRANE. — *Naturalization and citizenship of married women in the U. S. A.* (*Journal of the Society of Comparative Legislation*. Third Series, vol. V, part. I, 1923, p. 47).

PHILLIMORE. — *Nationality of married women* (*Ibidem*. Third Series, vol. X, part. IV, 1923, p. 299).

— *Nationality of married women* (*Ibidem*. New Series, n° XXXIX, 1917, p. 165).

- SALMOND (Sir John). — *Citizenship and allegiance* (*Law Quarterly Review*, 1901 et 1902).
- SARGANT. — *Naturalization in the British Dominions* (*Journal of the Society of Comparative Legislation*. New Series, n° XXXI, 1914, p. 327).
- SCHUSTER. — *The effect of marriage on Nationality* (*Report of the 32^d Conference of the International Law Association*, 1923).
- SHADEWELL. — *Children of Naturalized British subjects* (*Law Quarterly Review*, 1890, p. 67).
- *Naturalization Act 1870, s. 7* (*Law Quarterly Review*, 1891, p. 80).
- STOCQUART. — *De la nationalité de l'enfant né à l'étranger d'un père anglais* (*Revue de droit international*, 1906, p. 439).
- WESTLAKE. — *Declarations of alienage and expatriation* (*Revue de droit international*, 1869, p. 102).
- WILKINSON. — *British Nationality* (*International Law Notes*, 1917, II, n° 19, p. 191).
- *Some changes in the law of naturalization* (*Law Magazine and Review*. Fifth Series, vol. 40, 1914-15, p. 187).
- WILLOUGHBY. — *Citizenship and allegiance in constitutional and international law* (*The American Journal of International Law*, 1907, p. 914).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	v à VIII

PREMIERE PARTIE

La Nationalité d'origine.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La théorie de l'allégeance et ses conséquences</i>	3
Titre I. — La théorie de l'allégeance.....	3
Titre II. — Les exceptions apportées par la Common Law à la règle générale.....	17
CHAPITRE II. — <i>La nationalité d'origine d'après les Actes du Parle- ment</i>	24
Titre I. — Réformes statutaires créant de nouvelles catégo- ries de sujets britanniques de naissance jusqu'à la réforme de 1914	24
Titre II. — Les réformes de 1914 et 1922. Etat actuel de la législation	38

DEUXIEME PARTIE

Du Changement de Nationalité.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Acquisition de la qualité du sujet britannique par la naturalisation</i>	47
Titre I. — La nationalisation d'après la Common Law. — La dénization. — La naturalisation par Actes spéciaux du Parle- ment	47

	Pages
Titre II. — La naturalisation par un certain nombre de statuts généraux aujourd'hui abrogés.....	57
Titre III. — Le système de la naturalisation par certificats délivrés par un Secrétaire d'Etat. — Les Actes de 1844-1870 et 1914	59
CHAPITRE II. — <i>Perte de la qualité de sujet britannique</i>	65
Titre I. — Le droit d'option.....	66
Titre II. — Perte de la qualité de sujet britannique par acquisition volontaire d'une nationalité étrangère.....	69
Titre III. — Du retrait de la naturalisation britannique.....	71
CHAPITRE III. — <i>Récouvrement de la Nationalité perdue</i>	81
Titre I. — Un sujet britannique s'est fait naturaliser à l'étranger ou a opté pour une nationalité étrangère.....	81
Titre II. — Une femme sujette britannique est devenue étrangère par son mariage avec un étranger.....	83
CHAPITRE IV. — <i>Effets du changement de nationalité du chef de famille sur la nationalité de la femme et des enfants</i>	85
Titre I. — Effets sur la nationalité de la femme.....	85
Titre II. — Effets sur la nationalité des enfants.....	88
CHAPITRE V. — <i>Influence des annexions et cessions de territoires sur la nationalité des habitants</i>	95
Titre I. — Principes généraux de droit international en la matière	95
Titre II. — La pratique et la doctrine britanniques.....	99
CHAPITRE VI. — <i>Influence du mariage sur la nationalité de la femme</i>	109

TROISIEME PARTIE

La Nationalité dans les Possessions Britanniques d'outre-mer.

CHAPITRE I. — <i>La Naturalisation dans les Dominions et les Colonies de la Couronne</i>	135
Titre I. — Généralités d'ordre constitutionnel.....	135
Titre II. — Règles relatives à la naturalisation dans les Dominions et les Colonies de la Couronne.....	143
CHAPITRE II. — <i>Le Statut des sujets des Etats protégés</i>	169
BIBLIOGRAPHIE	181

IMPRIMERIE G. VATAR

7, RUE DES FRANCS-BOURGEOIS — RENNES.
